

كندا من الشرق

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13248 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

MERCREDI 2 SEPTEMBRE 1987

Quarante-trois délégations réunies à Québec

M. Mitterrand et M. Chirac au sommet francophone

Vingt ans après

On savait que M. Jacques Chirac avait été fort irrité du refus obstiné de M. Mitterrand de mentionner le nom du général de Gaulle tout au long du voyage que le président de la République avait effectué en mai dernier au Canada. Le premier ministre avait vu dans un tel silence non seulement une mesquinerie envers un personnage qui appartient aujourd'hui à l'histoire, mais aussi une prudence bien fâcheuse à l'égard d'un pouvoir fédéral canadien qui a beaucoup évolué depuis l'intraitable Pierre Elliott Trudeau puisqu'il accepte, aujourd'hui, de considérer le Québec comme une province spécifique, une « société distincte » du monde anglophone.

M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac se retrouvent, pour quelques heures, le mardi 1^{er} septembre, à Québec, à l'occasion de l'ouverture du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays francophones. Les travaux de ce sommet - qui a lieu dix-huit mois après la première conférence de ce type qui s'était réunie à Versailles et à Paris en février 1986 - dureront jusqu'au 4 septembre. Parmi les principaux points à l'ordre du jour figurent la situation au Liban, au Tchad et en Haïti « sous l'angle de la reconstruction culturelle et éducative », la dette du tiers-monde francophone, la création d'un réseau international de télévision en français, etc.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que M. Chirac ait pris grand soin de placer la visite qu'il vient d'effectuer au Québec et à Ottawa dans le prolongement de l'action du général et du voyage mouvementé que celui-ci fit il y a vingt ans dans la « Belle Province ». Dès dimanche soir le premier ministre avait donné le ton : visitant les immenses installations hydro-électriques de la baie James, il salua « la capacité du Québec de se doter des moyens de se développer et de s'affranchir que le général de Gaulle évoquait il y a vingt ans ».

Mais c'est lundi, à l'hôtel de ville de Montréal, là même où le général avait lancé en juillet 1967 son fameux « Vive le Québec libre ! », que M. Chirac rendit hommage à de Gaulle, dont l'étoile « a contribué à faire mieux connaître au reste du monde la personnalité du Québec, lui permettant ainsi d'affirmer sa place et son rayonnement sur la scène internationale ».

Les propos de M. Chirac n'ont soulevés que fort peu de commentaires au Canada, où la « sortie » du général ne suscite plus l'irritation que de quelques fédéralistes acharnés. Le « Vive le Québec libre ! » du balcon de l'hôtel de ville de Montréal appartient à l'histoire. On a d'autant moins de raisons de l'oublier que les choses ont, depuis, énormément changé et que l'électrochoc imposé par le général à une majorité de Canadiens a sans doute, les premiers temps d'indignation passés, joué un rôle positif dans l'évolution des mentalités des deux communautés.

Sans doute n'est-ce pas précisément ce que de Gaulle avait dans l'esprit, mais ce n'est pas le seul domaine dans lequel ses héritiers ont composé avec les réalités. Fort est de constater, en tout cas, qu'en vingt ans le Canada a accompli d'étonnants progrès sur la voie de la réconciliation. Revenus du mirage de l'indépendance, les Québécois maîtrisent aujourd'hui infiniment mieux leur destin, même s'ils restent menacés par la baisse de leur démographie et par les conséquences de l'émigration de non-francophones. Quant aux Canadiens anglais, ils s'habituent peu à peu à coexister et à respecter la minorité.

C'est devenu une banalité d'évoquer les devoirs historiques contractés par la France à l'égard de ses « cousins » québécois. M. Chirac a cependant eu raison de le faire tant ils sont négligés depuis plusieurs années : c'est d'autant plus étonnant qu'Ottawa ne conteste plus, aujourd'hui, ce que M. Chirac a appelé, dans un discours prononcé devant M. Mulroney, le premier ministre fédéral, « la légitimité des relations privilégiées entre Paris et Québec ».

Sous réserve de réciprocité

Des essais nucléaires américains pourraient avoir lieu en URSS

Un responsable militaire soviétique a déclaré, le lundi 31 août, à Washington, que Moscou ne voit pas d'objection à ce que des experts américains se rendent sur ses sites d'essais nucléaires afin de mieux vérifier un éventuel accord de limitation. Des engins américains pourraient même y être mis à feu afin de « régler les instruments de mesure », a précisé notamment le général Tchervov, étant entendu que les Soviétiques pourraient faire de même dans les sites du Nevada. « Cela est nouveau pour moi, nous allons suivre l'affaire », a déclaré en réponse M. Kampelman, chef de la délégation américaine aux négociations de Genève.



Lire page 36 l'article de MICHEL TATU

Fin de la mutinerie de l'île d'Elbe

Les otages ont été libérés.
PAGE 36

Un rapport de la police judiciaire

La délinquance des étrangers est restée stable depuis dix ans.
PAGE 9

La situation en Nouvelle-Calédonie

La non-violence : nouvelle stratégie du FLNKS.
PAGE 7

L'offensive libyenne sur Aozou

Une victoire remportée grâce à l'artillerie et à l'aviation.
PAGE 4

Regards sur l'étranger

Mexique : vivre au jour le jour.
PAGE 32

La dérive d'un père meurtrier

Du divorce à l'infanticide.
PAGE 9

Concordances des temps

1789 : trois commémorations
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 36

La reprise du procès des intégristes

La Tunisie face au défi islamiste

Le procès de quatre-vingt-dix intégristes islamistes a repris le mardi 1^{er} septembre, devant la Cour de sûreté de l'Etat à Tunis, après une suspension de quatre jours. Ces militants sont accusés de complot pour renverser le régime, en collusion avec l'Iran. Lundi, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Javad Larjani, a déclaré dans une interview à un journal allemand que le président Bourguiba « a eu tout à fait raison de dire à la télévision que Khomenei est l'homme qui cause les problèmes de son pays ».

TUNIS de notre envoyé spécial
« Nous devons être vigilants. J'ai renoncé à me rendre au sommet francophone de Québec pour rester à mon poste. Nous avons pris un risque en décidant de révéler le vrai visage du Mouvement de la tendance islamique. Mais le président Bourguiba est toujours allé jusqu'au bout de sa mission. Il sait que le devoir des responsables est de démasquer ces gens qui veulent utiliser la religiosité des Tunisiens pour imposer ensuite un régime de type iranien à un pays qui s'est doté

d'une Constitution garantissant les libertés ». Ainsi, le premier ministre tunisien, M. Rachid Sfar, nous a-t-il présenté la situation à la veille de la reprise du procès de quatre-vingt-dix militants islamistes devant la Cour de sûreté de l'Etat, mardi 1^{er} septembre.
M. Sfar s'insurge contre l'idée assez répandue à Tunis que les juges rendront le verdict décidé au sommet de l'Etat quel que soit l'apparat juridique dont ils s'entoureront. « Il ne s'agit pas d'un maquillage pour sauver des apparences, martèle-t-il derrière son bureau. Ce procès permettra d'éclairer l'opinion publique

en Tunisie et à l'étranger car nous ne sommes pas les seuls concernés ». A ce propos, M. Sfar ne cache pas que son gouvernement demandera l'extradition d'un des accusés en fuite, M. Habib Mokni, porte-parole en France du Mouvement de la tendance islamique, le MTI. Le président Bourguiba « s'étonne » que cet homme puisse bénéficier du statut de réfugié politique et M. Hedi Mabrouk, ministre des affaires étrangères, a soulevé la question lors de sa visite à l'Elysée et à Matignon la semaine dernière.
JEAN DE LA GUÉRIÈRE
(Lire la suite page 4.)

D'ici à l'an 2000

Un emploi sur cinq menacé aux télécoms

La direction générale des télécommunications (DGT), qui avait beaucoup embauché pour moderniser dans les années 70 le téléphone français, va devoir réduire ses effectifs d'ici à l'horizon 2000. Un rapport interne, reposant sur une hypothèse d'activité constante, évalue à 32 855 les agents en surnombre, soit 20 % des 162 000 personnes qui travaillent actuellement dans cette administration. Cette réduction, faite au nom de la compétitivité, serait effectuée au fil des ans, et modifierait le profil de l'emploi au sein de l'entreprise que veut devenir la DGT.
(Lire page 33 l'article de FRANÇOISE VAYSSE.)

« Au revoir les enfants », de Louis Malle à la Mostra de Venise

L'ami perdu

Premier grand succès de la 44^e Mostra, le dernier film de Louis Malle a bouleversé Venise.
L'un était juif. L'autre ne l'était pas. L'un mourut à la guerre. L'autre s'en souviendra. D'une inguérissable blessure d'enfance est né un film admirable, *Au revoir les enfants*, où Louis Malle, après dix ans d'Amérique revient ici et revient à lui, pour un salut très pur à un ami perdu.
Pudeur et probité. Des vieux mots sans doute, mais nécessaires pour définir la beauté sans scories d'un récit tendre comme l'amitié et implacable comme l'Histoire, son honnêteté, sa fidélité à la vérité revisitée, sa capacité à aller au plus près des visages inédits, des regards où tout se lit.
Un collège religieux durant l'hiver 1943. Les petits garçons, tous de famille aisée, ont les genoux bleus de froid. En revenant de la messe, ils chantent « A la claire fontaine » et traquent leurs galoches. Ils trafiquent sur la confiture, ils ont un peu faim, mais les pères sont plutôt sympas.
Bonnet (Raphaël Fejtó) vient d'arriver. Il ne grand, il est seul, il a le regard sombre, et la peur est sa compagne. Pour Julie (Gaspard

Manesse), tout est simple, le monde est capitonné de certitudes. Sa maman (Francine Racette) sent si bon, et elle va venir le voir...
Dès que Julien et Bonnet commencent à se regarder, à se découvrir, à s'opposer, à se disputer les utopiques faveurs de la prof de piano qui a au moins seize ans, à s'aimer, on pressent, on comprend ce qu'il va advenir. Et le cœur, déjà, se serre. Mais Louis Malle s'écarte la tragédie qui rôde comme un chien méchant et laisse la vie aller, encore un peu, un tout petit peu...
Et la vie va, les scènes se succèdent, justes à crier, drôles souvent, parce que c'est fou ce que les

dramas, avant de s'accomplir, engendrent de gaieté... Puis un petit cousin bancal de Lacombe Lucien, un humilié, un de ces « malgré lui » si présents dans l'œuvre de Malle, dénonce tout ce qu'il peut dénoncer à la gestapo.
Lorsqu'on vient l'arrêter, Bonnet, sagement, referme son plumeau. Le supérieur du collège s'en va, lui aussi, pour ne plus revenir. « Au revoir mon père », disent les enfants. « Au revoir les enfants » dit le père. Pas de cris. Mais nos larmes pour dire à Louis Malle, merci. Qu'il n'a pas trahi, ni sa mémoire, ni son ami. Et que son film est une très poignante cantate contre l'oubli.
DANIÈLE HEYMANN.

René CHAR
Œuvres complètes
LA PLÉIADE
GALLIMARD

Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE
Sous la faux du SIDA
L'impuissance des médecins et l'angoisse des malades et des séropositifs font souvent du SIDA une maladie intolérable.
La médecine de haute altitude. Le réveil de la mouche tsé-tsé.
Pages 11 et 12

PREX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 sc. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

MINITEL
RUBRIQUES
Mlle Claudie
Demande l'ouverture d'une enquête
COURS
L'ÉLÉMENTAIRE
TOTAL
TRAVAUX
FEMMES ET FEMMES
TRAUD, L'AMOR, UNGARO, ENORMES
RICHESSE
ANXIÉTÉ

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

1789 : trois commémorations

Le bicentenaire de la Révolution de 1789 ? Il est déjà à l'ordre du jour et déjà il déclenche quelques polémiques. Bonne raison pour évoquer les anniversaires de 1889 et de 1939. Autres époques, autres débats, lointains et proches.

par Jean-Noël Jeanneney

Je parlais hier de l'oubli dans les sociétés politiques, l'oubli décrété. En face, et en contraste, voici la mémoire instrumentalisée. Le bicentenaire de la Révolution de 1789 a déjà commencé. J'ouïs donc, à propos de 1889 et de 1939 (1), comme dans ces peintures construites - en abyme -, à chercher le tableau dans le tableau, la mémoire de la mémoire.

Le temps, ici, n'est pas linéaire, et chaque instant est fait de l'entrelacs de différents rythmes de la durée qui le tissent : ainsi pour la célébration du centenaire en 1889.

Rythme court ? C'est l'année du bruyant apogée et de la chute du boulangisme, entre l'élection triomphale du général à Paris, le 27 janvier, et son départ piteux pour l'exil, le 1^{er} avril, suivi de la victoire des républicains aux élections législatives de septembre-octobre. Célébrer la Révolution dans ces circonstances, c'est s'en prendre au militaire qui met en danger les institutions et les libertés : les discours officiels sont parcourus d'allusions transparentes au péril du pouvoir d'un seul.

Rythme moyen ? Voilà vingt ans que l'Empire est tombé, quinze ans que les lois constitutionnelles ont fondé la République, dix ans qu'elle a triomphé des partisans d'une restauration monarchiste. L'exposition universelle, sur le fond de laquelle se déroule le commémoratif, « l'Expo » ouverte sur le Champ-de-Mars, au pied de la toute neuve tour Eiffel, le lendemain des cérémonies de Versailles célébrant l'anniversaire des Etats généraux, coup d'envoi des réjouissances ? « Condamnée à soutenir contre l'ancien monde une lutte gigantesque, la France a traversé des temps douloureux, où tous les partis ont successivement cédé à des entraînements à jamais regrettables. Elle n'a pas dévié de la voie qui, dès la première heure, lui fut tracée par les hommes de 1789 : Constituante, Législative, Convention, autant d'étapes, autant de relais sur la route du progrès ; constitutionnels, girondins, montagnards, tous architectes du même édifice, qui s'est achevé à travers les régimes successifs, et qui abrite aujourd'hui tous les Français sans distinction d'opinion ni de partis (2). »

Et le même thème est martelé au cours des cérémonies ultérieures, par exemple, lors de la « panthéonisation » de Carnot, Marceau, Baudin et La Tour d'Auvergne, le 4 août, ou encore lors du banquet colossal de tous les maires de France, le 18 août.

Finir la Révolution, c'est à quoi la III^e République prétend en 1889 (3). Oui. Mais sur lequel de ses avatars s'arrêter ? Le choix se simplifie vite en forme binaire : 1789 ou 1793 ? La Révolution des droits de l'homme ou celle de la Terreur défendant dans le sang, contre les ennemis du dedans et du dehors, l'acquis de la première et l'espérance de l'autre ? L'alternative est cruelle, et on observe en 1889 deux façons d'y échapper pour redonner à la célébration ses efficacitées synchrétiques. Une première solution consiste à flâner, à mi-chemin de l'histoire, une figure totemique, dont la promotion rétrospective érode ce qu'il y a de plus embarrassant dans les horreurs de la guillotine. Pour ce rôle, Danton est adéquat, qu'on statue au carrefour de l'Odéon : l'homme de la clemence, le promoteur d'une République éclairée, le défenseur de la patrie en danger. Il n'est que de le blanchir des accusations de vénalité qu'il traîne encore et de schématiser son antagonisme avec Robespierre, qui le fit décapiter. A cette tâche, Alfred Assolant pourvoit : ce journaliste radical a inauguré en mars 1886 la nouvelle chaire de la Sorbonne consacrée à l'histoire de la Révolution, et il commence un « pontificat » intellectuel de trente ans, au centre d'un réseau national de correspondants érudits et de sociétés savantes qu'appuie la Ligue de l'enseignement. Danton est son grand homme.

L'autre solution, plus brutale, appartient aux politiques. Elle consiste à refuser toute hiérarchie entre les différents moments de l'épopée révolutionnaire (4).

C'est le sens du discours fameux que Clemenceau improvisa à la Chambre le 29 janvier 1891. L'occasion ? Une pièce de Victorien Sardou, intitulée *Thermidor*, qui utilise le même Danton, mais pour dénigrer la Révolution tout entière. « Depuis trois jours, s'écrie Clemenceau, tous nos monarchistes revendiquent à l'envi la succession de Danton. (Rires et applaudissements à gauche, interruptions à droite.) Mais voici venir M. Joseph Reinach, qui monte à cette tribune entreprendre le grand œuvre d'éplucher à sa façon la Révolution française. Il nous dit sérieusement : « J'accepte ceci et je rejette cela ! » (...) Messieurs, que nous le voulions ou non, la Révolution française est un bloc dont on ne peut rien distraire. (...) Ah ! vous ne voulez pas du Tribunal révolutionnaire ! Vous savez cependant dans quelles circonstances il a été fait. Est-ce que vous ne savez pas où étaient les ancêtres de ces messieurs de la droite ? (Double salve d'applaudissements à gauche et sur plusieurs bancs au centre et protestations à droite.) (...) Cette admirable Révolution, par qui nous sommes, n'est pas finie, elle dure encore, nous en sommes encore les acteurs, ce sont toujours les mêmes hommes qui se trouvent aux prises avec les mêmes ennemis. Oui, ce que nos aïeux ont voulu, nous le voulons encore. Nous rencontrons les mêmes résistances. Vous êtes demeurés les mêmes, nous n'avons pas changé. Il faut donc que la lutte dure jusqu'à ce que la victoire soit définitive... »

On est loin de l'appel que Sadi Carnot lançait à « tous les Français ». Mais il faut dire que les adversaires de la République entretenaient avec virulence dans le pays une active tradition contre-révolutionnaire. Taïné vient de leur fournir une caution intellectuelle avec le quatrième tome des *Origines de la France contemporaine*, paru en novembre 1884, à opposer à Quinet, à Henri Martin ou à Michelet (dont la République éditée en 1889 l'*Histoire de la Révolution française* sous la forme d'une publication nationale), et quelques dirigeants de la droite veulent, face à la « vaine glorification des principes et des actes » de la Révolution, mettre en œuvre une « contre-célébration monarchiste ».

Une assemblée commémorative des Etats du Dauphiné se tient à Romans les 10 et 11 novembre 1888, avec le dessin de « reprendre le mouvement de réforme pacifique commencé en 1788, mais presque aussitôt faussé pour aboutir à la Déclaration des droits de l'homme ». Albert de Mun prête son éloquence (« Le parlementarisme, s'écrie-t-il, voilà l'ennemi ! »). Il s'agit de faire contrepoint aux cérémonies républicaines de Grenoble et de Vizille. Se tiennent ensuite dix-huit assemblées provinciales, qui aboutissent à des « cahiers de doléances de 1889 » présentés solennellement à Paris, le 26 juin 1889 (5). Mais ces efforts n'eurent que peu d'échos profonds et c'est tout juste s'ils ne servirent pas d'efficacitées repoussoirs aux grandes fêtes de la République.

Cinquante ans s'écouleront, et voici 1939. Comme le climat a changé ! La tonalité des fêtes est ternie. La cérémonie du 5 mai, aux Menus Plaisirs, manque un peu d'allure. Celle du 14 juillet, au palais de Chaillot, où l'on s'efforce de mobiliser toutes les ressources de la modernité radiophonique, est gâchée par une pluie diluvienne. Comme l'observe tristement la *Lumière* de Georges Boris, le 7 juillet, « le souffle républicain ne fait pas un bruit de tempête ». Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, est chargé de l'affaire. Dans ses *Souvenirs*, rédigés dans les prisons de

Vichy, et malgré la tendresse accrue que les circonstances lui font ressentir rétrospectivement pour la République, il ne cherche pas à dissimuler sa déception (6).

Edouard Herriot, président de la Chambre des députés, « accepta avec joie la présidence du comité d'organisation ». Je dédie la citation suivante de Jean Zay à Edgar Faure, le successeur d'Herriot pour 1989 : « Nul ne connaissait comme Herriot l'histoire de la Révolution. Il la connaissait trop : les réunions du comité devenaient régulièrement la conférence éblouissante qu'on attendait de sa culture. Il engageait avec les historiens présents des controverses érudites, après avoir repoussé sur un coin de table le courrier et les devis. Ce fut M. Capon, le parfait directeur des Archives de France, qui assura l'essentiel du travail administratif. » Non sans encombre... « Le ministre des Finances, écrit Jean Zay, se fit tirer l'oreille pour accorder un crédit de 15 millions. (...) La droite fit obstruction par ses lenteurs parlementaires ; la presse, par son silence concerté. L'extrême gauche, au contraire, critiquait le gouvernement, qu'elle accusait de manquer d'empressement. »

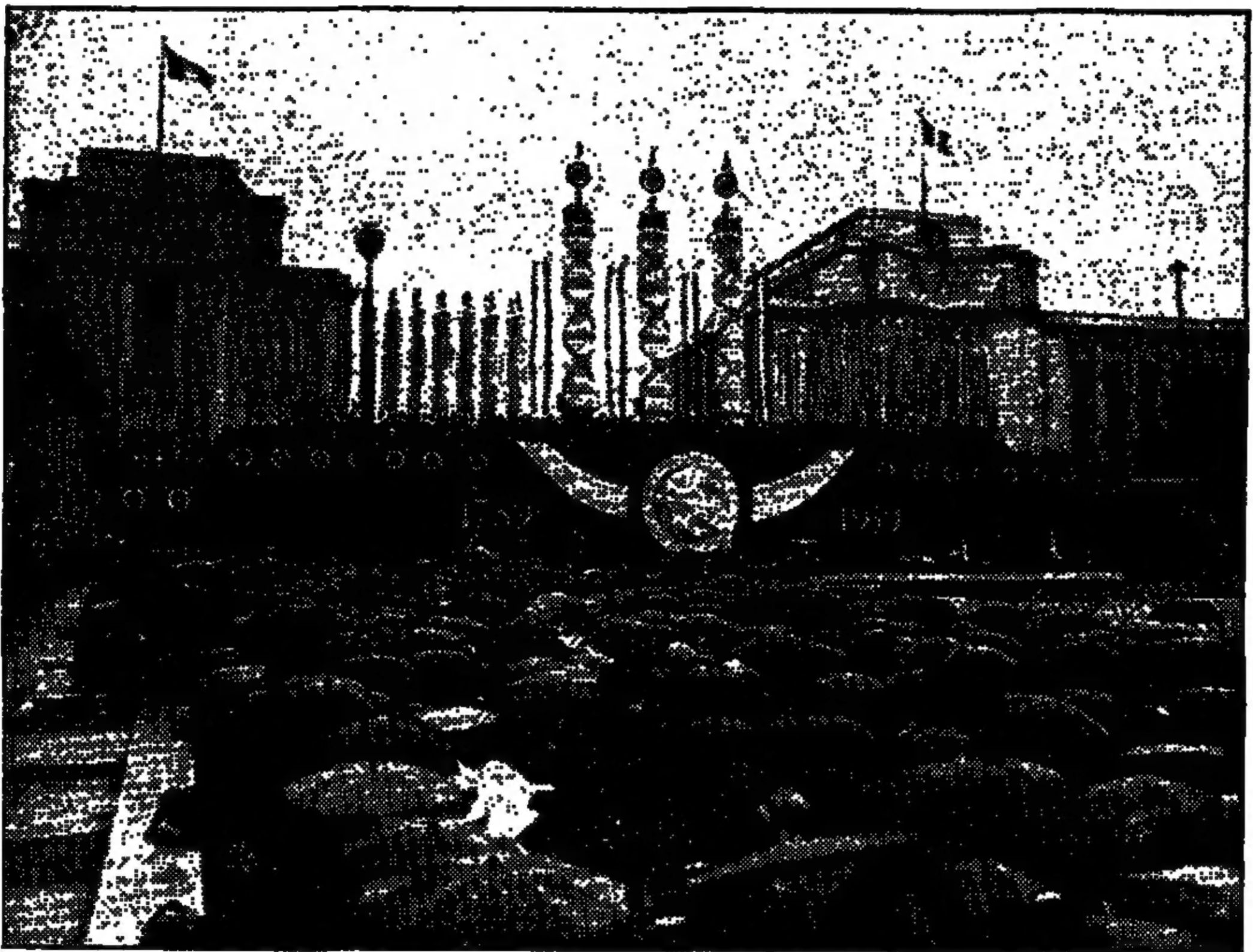
DEPUIS 1889, les fondements d'un consensus républicain minimal se sont brisés. Certes, une bonne partie de la droite s'est ralliée à la République dans les cinquante dernières années ; mais la droite parlementaire est débordée par la virulence des ligues, de l'Action française et du

morocaux et de nouveaux déchirements intellectuels et politiques sont apparus. Le PCF de 1939 utilise le cent cinquantième comme un outil pour sa réintégration dans le patriotisme « atrapato-tout » où Jeanne d'Arc rejoint Carnot, Saint-Just et Robespierre. Mais, dans l'atmosphère de l'été 1939, les cérémonies communistes sont comme reformées sur elles-mêmes, avec peu de rayonnement en dehors du territoire du parti.

Dans ces conditions, les officiels ne parviennent guère à plaquer sur ces différences, comme leurs prédécesseurs de 1889, une unité même artificielle.

Par ailleurs - péril extérieur oblige - la célébration trouve une tonalité internationale que l'orgueil français de 1889 n'avait pas jugée nécessaire. Longue Herriot insiste sur les racines anglo-américaines de 1789 et sur les solidarités qui demeurent (9). Façon inquiète d'exorciser la guerre en marche ? La dernière journée ne put avoir lieu. Elle devait avoir Vainmy pour cadre, le 20 septembre 1939. Ce jour-là, la France était déjà occupée à autre chose. Et Daniel Halévy pouvait conclure, pour la suite : « Surtout, plus d'anniversaire ! »

Alors, le nôtre ? La Révolution de 1789 a-t-elle épuisé ses vertus, à la fois comme symbole de différenciation et comme étan-



Les cérémonies du cent cinquantième de la Révolution.

PPF de Doriot, qui n'ont pas les mêmes ménagements ni le même style policé qu'Albert de Mun en 1889. L'Action française, qui rend un pieux hommage à Charles Corday et aux paysans vendéens, met dans l'assaut sa brutalité sourde. Aucun « épiphane », aucun tri dans l'insulte.

Pour Léon Daudet, la Révolution française est bien un « bloc », oui, mais « un bloc de bêtises, de fumier et de sang ». Toutes les métaphores zoologiques et telluriques, dont l'AF nourrit ses haines contre la République, répondent à l'appel. Dans *Gringoire*, qui flétrit « l'immonde 14 juillet », Philippe Henriot dépeint la salle de réunion d'un club révolutionnaire comme un « nid de rats », « un égoût pestilentiel ». Ainsi que l'a noté Pascal Ory, « la pathologie des corps sociaux de Balzac, le scientisme de Taïné et le naturalisme médical de Daudet (...) recouvrent d'un vocabulaire de « cancer », de « gangrène » et de « métastases » la typologie et la dynamique de 1789 (7) ». Le tout relayé par une histoire académique qui occupe, avec Bernard Fay ou Pierre Gaxotte, des positions éditoriales dominantes et abuse le grand public de ses dégoûts et de ses philippiques contre-révolutionnaires.

A gauche aussi, les discordances éclatent. En 1889, le régime avait su les envelopper dans l'ample manteau de la « défense républicaine ». Du côté de la Sorbonne (8), Aulard a disparu en 1928, mais son sans avoir vu surgir contre lui, et à sa gauche, disciple et rival, Albert Mathiez qui s'est nourri de l'*Histoire socialiste* de Jaurès. Mathiez aussi est mort, quatre ans après Aulard. La controverse fumeuse qu'il conduisit pendant des années, et qu'on caricature souvent dans la simple opposition de Danton et de Robespierre, s'élargit en un débat sur la Terreur même. Lénine et Staline ont émergé dans l'interval, et 1917 a donné à 1789-1793 figure de mouvement précurseur, aux yeux de certains. Où arrêter la Révolution ? La réponse de 1889 est en

dard national ? En somme, dure-t-elle toujours ? Quelques signes en font d'abord douter : un retour de l'historiographie jusqu'à Tocqueville, sous l'influence notamment des travaux de François Furet, diminue l'originalité de l'événement en soulignant ce que l'Ancien Régime a légué à ceux qui l'ont suivi : une centralisation impitoyable et, au-delà du conflit sur ses formes de l'Etat, un consensus sur ses structures profondes (10). Voyez aussi du côté des politiques le ralliement ostensible des droites à l'héritage, le bonnet phrygien du « logo » RPR, Valéry Giscard d'Estaing dédicant son livre *Démocratie française* à *Marianne et à Gavroche* ou le nom d'un « laboratoire d'idées » chirurgical qui s'intitule « Club 89 ».

EN 1889, les droites modérées se réclamaient de valeurs antagonistes à celles des républicains. A présent, on débat seulement sur l'interprétation des mêmes. Et désormais, comme l'observe Maurice Agulhon, « personne à droite (non plus qu'à gauche) ne conteste que les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits, que l'Etat doit être régi par le droit, qu'on peut se passer de monarchie héréditaire, que tous les citoyens votent, que la discussion des opinions doit être libre, qu'il ne doit plus exister de religion d'Etat, mais qu'au contraire l'Etat doit être philosophiquement neutre ».

Est-ce assez pour penser, avec le même auteur, que « les historiens sont maintenant les seuls à savoir que la gauche est libérale et démocrate, républicaine pour tout dire, par essence et de fondation, alors que la droite l'est par conversion et

Demain : 16 mai 1877
et 16 mars 1986

accoutumance (11) ? Peut-être. Et pourtant... les vieux citages sont-ils enfouis si profond (12) ? Qu'ils ne soient pas destinés à se confondre avec les frontières parlementaires actuelles entre opposition et majorité, c'est entendu. Mais voyez comme il faut peu de chose (un voyage de parlementaires de droite exprimant leur considération pour le régime de l'Afrique du Sud, un geste d'Etat symbolique aux dépens des immigrés...) pour faire vite affleurer dans l'actuelle l'ère des coupures les plus intimes : n'est-ce pas, Claude Malhuret, Michel Noir, Michel Hansson ?

DANS la commémoration de 1989, l'imprévisible conjoncture aura sa part. Mais le plus durable se dessine déjà. Je ne crois pas que la Révolution ait épuisé son rôle de balise, ni que les citages qu'elle crée soient dépassés ; ils sont encore tout près de la surface. A preuve, la virulence mise par le *Figaro-Magazine*, où Louis Pauwels appelle tapageusement à « en finir avec la Révolution », dans sa dénonciation des excès révolutionnaires. A preuve, la satisfaction gouleuse avec laquelle on s'est emparé, sur ces bords, de l'indéfinissable qualificatif de « génocide » appliqué à la Guerre de Vendée par un jeune historien que cette même presse a encensé (13). A preuve encore, puisque je parle de la Vendée, le spectacle saisissant offert par le gouvernement de la République presque tout entier, que M. Raymond Barre avait rejoint, allant au printemps dernier célébrer au Puy du Fou avec les « Blancs » de Vendée, la grande fête chouanne de la tradition contre-révolutionnaire (14).

Ce jour-là, j'ai en pour Georges Clemenceau, enterré debout à Moulleiron-en-Pareds, une pensée affectueuse. Je me souviens avoir entendu naguère un ancien ministre socialiste expliquer en souriant que la raison majeure pour laquelle il était convaincu que François Mitterrand se représenterait à l'élection présidentielle de 1988, c'était que celui-ci ne supporterait pas l'idée qu'un autre que lui pût prononcer le discours du bicentenaire. Simple bontade ?

(1) Cf. Pascal Ory, « Le centenaire de la Révolution française, la preuve par 89 », in Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, tome 1, *La République*, Paris, Gallimard, 1984, pages 523-560, et, du même, « La commémoration révolutionnaire en 1939 », in *La France et les Français en 1938-1939*, sous la direction de René Rémon et Jeanne Bourdin, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1978, pages 115-136, et Moira Ozouf, « Peut-on commémorer la Révolution française ? », *Le Débat*, n° 26, septembre 1983, pages 161-172.

(2) André Daniel, *L'Année politique 1889*, Paris, 1890, page 334. C'est moi qui souligne.

(3) Pour approfondir ce point, cf. Jacques Julliard, *La Faute à Rousseau*, Paris, Le Seuil, 1985 (notamment pages 203-210).

(4) Sur cette question centrale, cf. Maurice Agulhon, « Faut-il avoir peur de 1989 ? », *Le Débat*, n° 30, mai 1984, et François Furet, *La Gauche et la Révolution au milieu du XIX^e siècle*, *Edgar Quinet et la question du jacobinisme (1865-1870)*, Paris, Hachette, 1986.

(5) *Discours et Ecrits divers du comte Albert de Mun*, tome IV, 1888-1891, Paris, Fata Morgana, 1985, pages 109-147 et 209-227, et sur Albert de Mun lui-même la grande thèse de Philippe Levillain que j'ai déjà citée.

(6) Jean Zay, *Souvenirs et Solitude*, Paris, Julliard, 1945, pages 387-388.

(7) Pascal Ory, « La commémoration révolutionnaire en 1939 », art. cité, pages 124-125.

(8) Cf. Alice Gérard, *La Révolution française, mythes et interprétations 1789-1970*, Paris, Flammarion, 1970, page 66 sq., et Claude Nicolet, *L'idée républicaine en France, essai d'histoire critique*, Paris, Gallimard, 1982, notamment pages 96-101.

(9) Edouard Herriot, *Aux sources de la liberté*, Paris, Gallimard, 1939, pages 9-20.

(10) François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1980 et « La Révolution dans l'imaginaire politique français », *Le Débat*, n° 26, septembre 1983.

(11) « Faut-il avoir peur de 1989 ? », art. cité, pages 28-29.

(12) Je renvoie à l'excellent numéro de *l'Événement du jeudi* proposé en collaboration avec *l'Historia*, sous la direction de Stéphane Khémis, 26 février 1987, n° 121.

(13) Il s'agit de la thèse de Reynald Socher, *Le Génocide franco-français : la Vendée-Vengé*, Paris, PUF, 1986. Cf. l'excellente mise au point de Claude Langlois, « La Révolution malade de la Vendée », *Vingtième Siècle*, avril-juin 1987, pages 63-78, et pour une réplique polémique, Max Gallo, *Lettre ouverte à Maximilien Robespierre sur les nouveaux muscadins*, Paris, Albin Michel, 1986.

(14) On me dit que la tonalité contre-révolutionnaire en a été quelque peu adoucie depuis les premiers temps. Mais le symbole reste intact.

لقد كان لي حظ

Le voyage officiel de M. Chirac et le sommet de la francophonie à Québec

Réquisitoire du premier ministre contre les Etats qui n'aident pas suffisamment le tiers-monde

M. Jacques Chirac a prononcé, le lundi 31 août à Montréal, un réquisitoire contre les Etats qui n'aident pas suffisamment le tiers-monde...

Les pays en développement et l'égoïsme de certaines grandes puissances, en clair le Japon et les Etats-Unis...

« Voici vingt ans, le général... »

Montréal, (AFP). — M. Chirac a chaleureusement salué, le lundi 31 août, la ville de Montréal, qui a tenu le dynamisme de l'Amérique et l'esprit français et donne l'usage d'un Québec moderne...

Continuant une visite soignée de réminiscences au général de Gaulle de Gaulle en 1967, M. Chirac s'est rendu à Québec où il a inauguré une place de Paris ornée de sculptures de Jean-Pierre Raynaud...

Des Américains doublement immigrés : les « Francos » de Nouvelle-Angleterre

Les ministres des affaires étrangères des pays ayant en commun l'usage du français se sont réunis longuement, le lundi 31 août à Québec...

Le Québec en tant que pays francophone, la dette du tiers-monde francophone, la création d'un véritable réseau international de télévision en français, etc.

Si M. Chirac se trouvait déjà à Québec à l'issue de son voyage officiel au Canada, M. Mitterrand était attendu mardi dans la capitale provinciale...

Ce qui a alors pris le dessus, c'est la hantise d'être traité de canuck, sobriquet injurieux attribué par les anglophones à ces ouvriers ou fils d'ouvriers canado-français...

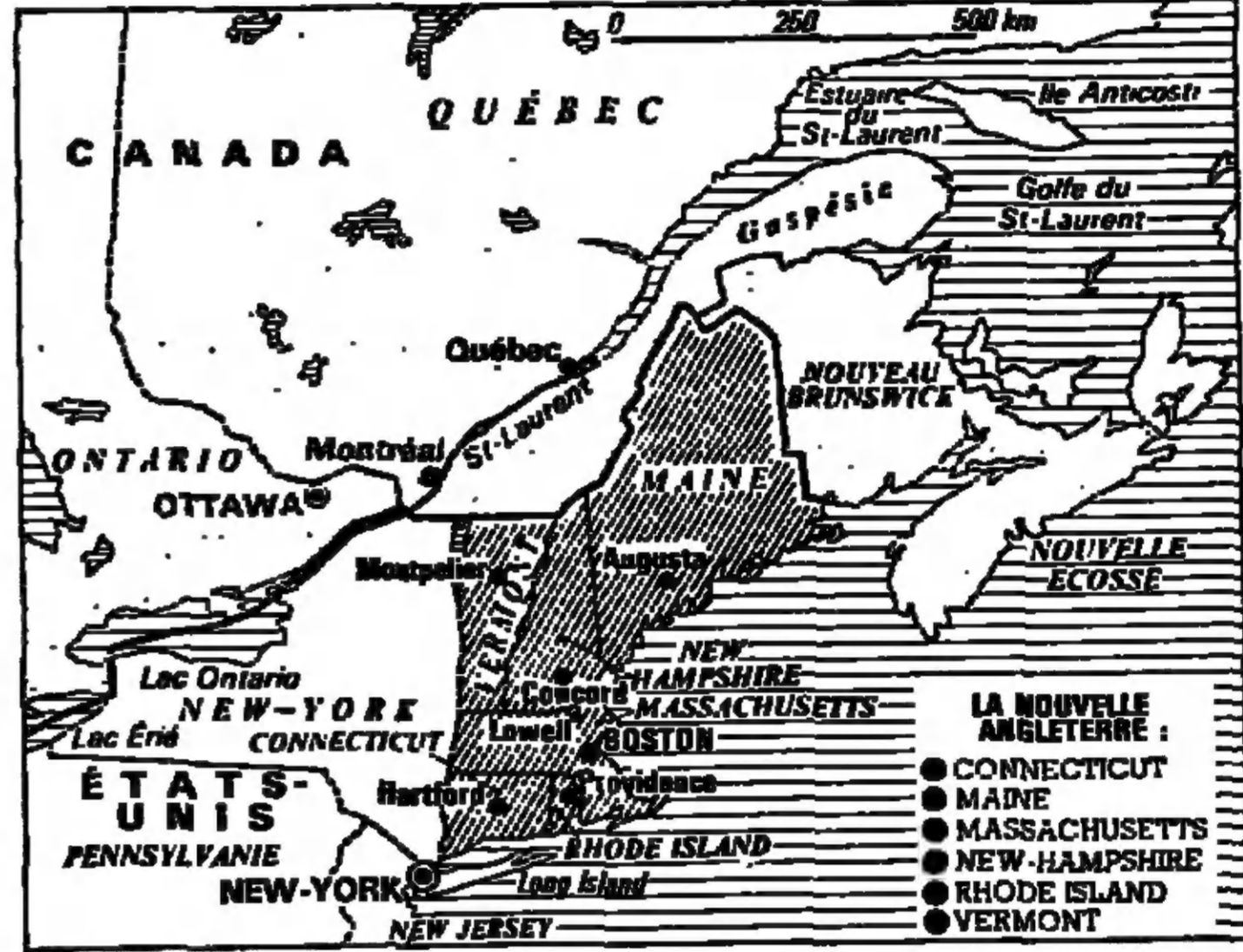
LOWELL (Massachusetts) de notre envoyé spécial

Cette petite ville de Nouvelle-Angleterre a été, au début du dix-neuvième siècle, l'un des berceaux de la révolution textile aux Etats-Unis.

Aux émigrés irlandais catholiques, premiers soutiens d'un essor économique qui devait durer jusque vers 1920, vint s'ajouter, dès 1840, des Canadiens, tout aussi catholiques et démunis, mais francophones.

La Lowell, à Manchester (New-Hampshire), à Woonsocket (Rhode-Island) et dans des dizaines d'autres zones industrielles de Nouvelle-Angleterre...

On a pu penser que le coup de grâce porté à cette francophonie méprisée serait la suppression, par l'administration Reagan, des subventions aux écoles bilingues...



Le « canadianisme » de Kérouac

Le dernier mot appartient peut-être à M. Roger Brunelle, ce Lowellien professeur de français, et aussi spécialiste de l'écrivain Jack Kérouac...

Bataille télématique entre la norme américaine et le minitel français

Juste avant que MM. Mitterrand et Chirac ne lancent officiellement le minitel à Québec, le mercredi 2 septembre, en guise de prélude au sommet des pays francophones...

Il faut, pour le moment, se contenter de croire la société Bell sur parole. Son terminal baptisé Alex (en hommage à Alexander Graham Bell, l'inventeur du téléphone) n'a pas été exposé et sa fabrication n'a pas encore débuté.

L'exemple louisianais

Parmi ces signes figure la volonté d'une partie restreinte mais grandissante de l'encadrement intellectuel et politique, particulièrement dans le Massachusetts, le New-Hampshire, le Vermont et le Maine...

Cinq cents associations

Tel n'est pas l'avis de beaucoup d'autres. Par exemple, M. Paul Paré, il est marié à une Franco, mais ils n'élèvent leurs enfants qu'en anglais...

Le seul de ces six magistrats en mesure d'exprimer en français se trouvait être M. Michael Dukakis, gouverneur démocrate du Massachusetts...

M. Sununu est escorté à Québec par une partie de l'élite franco, dont M. Paul Paré, M. Claire Quintal, M. Georges Berrubé, sénateur démocrate du Maine...

Le minitel français avait pourtant séduit Bell-Canada. Ses responsables reconnaissent que les discussions ont été nombreuses, mais la norme nord-américaine l'a finalement emporté...

Quelle que soit l'issue de la bataille, l'initiateur québécois du minitel pourra pianoter à bon compte : les communications téléphoniques locales sont gratuites dans les agglomérations de Montréal et de Québec...

Lors du sommet de Versailles et de Paris en 1986, seule la Louisiane

Le Monde 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

ABONNEMENTS BP 507 09 75442 PARIS CEDEX 09

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 3615 - Tapez LEMONDE

Le Monde PUBLICITE 5, rue de Montreuil, 75007 Paris

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ ET FORMATION CONTINUE I.S.T.V. INSTITUT SUPÉRIEUR DE LA TÉLÉVISION ET DE LA VIDÉO

Asie

THAILANDE : une affaire d'espionnage à Bangkok Un Soviétique trop entreprenant...

BANGKOK correspondance

Depuis une dizaine de jours, les services occidentaux, bien implantés à Bangkok, se posent la même question : « Mais qu'est devenu Iouri ? » M. Iouri Drouzov, quarante et un ans, sympathique second secrétaire à l'ambassade de l'Union soviétique, était une figure bien connue des milieux diplomatiques et journalistiques de la capitale thaïlandaise qu'il fréquentait avec assiduité. Il avait quitté le royaume le 10 août, avant terme, sans même un au revoir.

Jusqu'au lundi 31 août, lorsque l'on apprit que la Thaïlande avait expulsé, la veille, un ressortissant britannique, M. John Higginson, et envisageait d'expulser également un Allemand de l'Ouest, M. Tomas Benes, tous deux accusés d'espionnage au profit de l'URSS. Selon l'hebdomadaire de Hongkong, Asiaweek, qui a révélé toute l'affaire sur les quatre-vingt-sept officiels attachés à l'ambassade d'URSS en Thaïlande, trente-neuf ont déjà été identifiés comme agents, soit du KGB, soit du GRU, les renseignements militaires.

Le départ discret et précipité de M. Iouri Drouzov est le prix qu'a accepté de payer Moscou pour éviter le scandale. En outre, les visas de deux autres Soviétiques, un responsable de l'Aeroflot et un agent commercial d'une firme de transport maritime, Thaïso (une entreprise qui se retrouve des capitaux thaïlandais, singapouriens et soviétiques), ne seront pas renouvelés.

M. Iouri Drouzov était le contact de M. John Higginson. Il avait, en 1936, succédé à M. Andreï Korotine, l'homme qui, un an plus tôt, avait recruté le Britannique. Selon la sécurité thaïlandaise, c'est dans un célèbre bar du quartier rouge de Patpong, le « Pink Panther », que l'Anglais avait pour la première fois rencontré son futur « contrôleur ».

Très vite, M. Higginson avait effectué un bref voyage en URSS où il aurait reçu un entraînement sommaire. Orienté d'abord vers Hongkong, il avait ensuite, lors d'une visite à New-Delhi, reçu instruction de rentrer à Bangkok. Les Soviétiques lui avaient même conseillé de chercher un emploi du côté du ministère de la défense du Royaume-Uni. Sans succès. M. John Higginson était resté à Bangkok malgré l'expiration de son visa.

La personnalité et les activités de M. Tomas Benes sont encore plus mystérieuses. Déjà déclaré persona non grata en 1979, M. Benes serait revenu plus ou moins clandestinement en Thaïlande, continuant, comme il le faisait depuis des années, à travailler pour le KGB. La police locale reste très discrète sur les agissements de M. Benes qui serait probablement de liaison entre les Soviétiques et des agents locaux. Comme M. Higginson, M. Benes, à nouveau persona non grata, va être expulsé du pays. Et l'affaire en restera sans doute là.

Car il est clair que tant du côté de Moscou que de Bangkok, on cherche à minimiser l'affaire (1). Les relations entre les deux pays se sont améliorées depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev. Le

commandant en chef de l'armée royale thaïlandaise, le général Chaovith Yongchaiyuth, doit très bientôt se rendre en Union soviétique, ce qui constitue une grande première à laquelle Moscou tient beaucoup. En mai dernier, le ministre des affaires étrangères M. Siddhi Savetsila, avait eu, dans la capitale soviétique, des entretiens jugés « très constructifs » avec son homologue M. Edouard Chevardnadze.

Depuis longtemps, en Thaïlande, tant le KGB que le GRU s'intéressent de près aux activités de la Chine populaire dans la région ainsi qu'aux mésaventures de la résistance cambodgienne. L'URSS donnerait sans doute gros pour obtenir quelques détails supplémentaires, concernant un dépôt d'armes qui sera prochainement installé dans le pays par les Etats-Unis.

Même quand les va-et-vient des diplomates et des agents commerciaux soviétiques sont suivis de près — ainsi, toute personne pénétrant dans les locaux de l'ambassade d'URSS est soigneusement photographiée par la sécurité thaïlandaise installée de l'autre côté du boulevard — l'URSS continue de faire de gros efforts pour se concilier des complaisances locales. Les salaires, pratiqués notamment dans la fonction publique, permettent aux Soviétiques — et à d'autres services spéciaux — de se montrer généreux à bon compte.

JACQUES BEKAERT.

(1) L'ambassade soviétique à Bangkok a, lundi, qualifié toute l'affaire de « légende ». Quant au premier ministre thaïlandais, il a déclaré lundi qu'elle ne remaniait pas en cause la coopération soviéto-thaïlandaise.

Europe

URSS : ouverture du procès du « pilote de la place Rouge »

Mathias Rust devant ses juges

MOSCOU de notre correspondant

Le tribunal de première instance de la Cour suprême d'URSS juge, à partir du mercredi 2 septembre, à Moscou, un affaire qui a « profondément porté atteinte à l'honneur » de l'armée soviétique, de l'aveu même de son journal l'« Etoile rouge » : l'atterrissage au pied du Kremlin, au soir du 28 mai, d'un petit avion de tourisme Cessna piloté par un jeune Allemand de l'Ouest, Mathias Rust. Ce garçon de dix-neuf ans venait de survoler pendant plusieurs heures et dans la plus parfaite illégalité le territoire soviétique.

Devenu instantanément une célébrité mondiale, et sans avoir quitté la prison de Lefortovo depuis plus de trois mois, Mathias Rust doit maintenant répondre devant les juges soviétiques de violation des frontières, violation des règlements internationaux de navigation aérienne et de « hooliganisme aggravé ». Ce personnage éminent, dont on ignore encore à ce jour les motivations profondes, risque dix ans d'emprisonnement.

Le procès, ouvert à vingt-cinq journalistes soviétiques et étrangers et à au moins un diplomate de l'ambassade de RFA à Moscou, accompagné d'un interprète, devrait se terminer le vendredi 4 septembre.

Les parents du jeune pilote, qui vivent près de Hambourg, en RFA, sont arrivés à Moscou pour assister au procès, sous l'étroit « chaperonnage » des représentants du magazine ouest-allemand Stern, qui a acheté l'exclusivité du récit de la famille Rust. L'accusé est défendu par un avocat soviétique commis d'office et assisté d'un interprète également soviétique.

Rien ne permet de prévoir l'issue du procès. La presse soviétique a observé une grande discrétion à ce sujet ces derniers jours, en dépit du vif intérêt manifesté par les Moscovites pour « l'affaire de l'avion de la place Rouge ». La formulation des chefs d'accusation laisse à penser que les enquêteurs ont finalement écarté la thèse du complot international ou de l'espionnage et certains diplomates pronostiquent un verdict de plusieurs années de détention qui serait suivi d'une expulsion dans quelques mois.

Un procès sérieux

Moscou semble en tout cas vouloir un procès sérieux et non pas une sentence symbolique. Au-delà de l'aspect rocambolesque et anecdotique d'une aventure qui, en plein sommet du pacte de Varsovie à Berlin-Est, a beaucoup amusé à l'Est comme à l'Ouest, l'odyssée aérienne de

Mathias Rust a quand même placé la défense soviétique dans une position délicate. Le maréchal Sergueï Sokolov, ex-ministre de la défense, et le maréchal Alexandre Koltousov, son adjoint chargé de la défense anti-aérienne, en savent quelque chose, puisque cette affaire devait leur coûter leur poste deux jours plus tard. Il fallut plusieurs jours à la presse pour reconnaître que le petit avion s'était posé au cœur de Moscou.

M. Gorbatchev lui-même, s'il sur d'une certaine manière récupère l'affaire en réagissant rapidement et fermement, jugerait malgré tout nécessaire de faire une mise au point devant le plénum du comité central, le 25 juin : « Au nom du bureau politique et du conseil de la défense, je déclare fermement que ni au sein du parti ni dans le peuple on ne doit avoir le moindre doute sur les capacités des forces armées de l'URSS à défendre le pays, à déclarer-t-il alors.

Cette inquiétude n'était pas gratuite, si l'on en croit la scène dont fut témoin, à cette époque, une jeune femme à Moscou : attendant un taxi derrière un militaire en uniforme, elle eut la surprise de voir un chauffeur l'inviter à monter en voiture et refuser le militaire. « Depuis l'affaire de l'avion ouest-allemand, je ne prends plus de militaires, ils expliquent-ils. Ils ne sont même pas capables de défendre notre patrie. »

(Intérim.)

A TRAVERS LE MONDE

Israël

Mordechai Vanunu proposé pour le prix Nobel de la paix

M. Mordechai Vanunu, le technicien israélien accusé d'avoir vendu des secrets militaires de son pays et dont le procès s'est ouvert dimanche à Jérusalem, a été officiellement proposé pour le prix Nobel de la paix, e-t-on appris, le lundi 31 août, à l'Institut Nobel à Oslo.

M. Vanunu a été proposé par un parlementaire britannique. Il ne sera toutefois éligible que pour le prix 1988, la date de clôture pour l'attribution de ce prix cette année ayant expiré en février dernier.

A Jérusalem, la deuxième journée du procès de M. Vanunu a été marquée lundi par un incident, lorsque l'accusé a tenté d'enlever le casque intégral que les autorités israéliennes l'obligent à porter pour éviter tout contact avec le public, s-t-on appris de source judiciaire.

M. Vanunu s'est plaint auprès de son avocat d'avoir été frappé par ses gardiens lorsqu'il a voulu se débarrasser du casque.

Malaisie

Condamnation à mort pour trafic de drogue

Penang (Malaisie) (Reuters). — Lorraine Phyllis Cohen, une Néozélandaise âgée de quarante-quatre ans, a été condamnée, le mardi 1^{er} septembre, à la pendaison par la Haute Cour de Penang, en Malaisie, pour trafic d'héroïne. Son fils, Aaron Shelton, âgé de vingt ans, a été condamné à la réclusion à vie et à six coups de canne pour possession d'héroïne destinée à son usage personnel.

Le juge Mohamed Dziddin Abdullah a déclaré que les quantités de drogue saisies « parlaient d'elles-mêmes » et que la mère, accusée de trafic de 140,8 g d'héroïne, n'avait pas réussi à prouver qu'elle était réservée à son usage personnel. Le fils était accusé d'avoir été trouvé en possession de 34,6 g de cette drogue.

La mère et le fils avaient été arrêtés en février 1985 à l'aéroport de Penang, alors qu'ils se préparaient à quitter l'île. Ils ont tous deux expliqué que, drogués, ils réservaient l'héroïne à leur propre usage.

La loi malaisienne prévoit la peine de mort pour toute personne trouvée en possession de plus de 15 grammes d'héroïne. Mais il est possible de plaider que la drogue était réservée à l'usage personnel. Depuis l'introduction de la condamnation automatique à la peine de mort pour les personnes reconnues coupables de trafic, en 1983, il s'agit du quatrième procès dans lequel sont impliqués des étrangers. Depuis 1975, plus de quarante personnes, dont plusieurs étrangers, ont été pendues en Malaisie.

République sud-africaine

Huit morts et quarante-deux disparus lors d'une explosion dans une mine d'or

Welkom (Afrique du Sud). — L'explosion survenue le lundi matin 31 août au puits numéro 10 de la mine d'or de Saint-Helens, à 300 kilomètres au sud-ouest de Johannesburg (le Monde du 1^{er} septembre), a fait 8 morts et 42 disparus, selon un bilan provisoire communiqué par un porte-parole de la mine. Cinq nouveaux survivants, atteints de brûlures, ont été ramenés à la surface une quinzaine d'heures après l'explosion.

L'espoir de retrouver vivants les 42 disparus — 37 Noirs et 5 Blancs — s'amenuise rapidement. Ces mineurs, au moment de l'explosion, se seraient trouvés dans un ascenseur qui descendait dans la mine. Cet ascenseur n'est toujours pas localisé par les sauveteurs qui utilisent une caméra dans leurs recherches. La cause de l'explosion n'est pas encore connue, mais les responsables de l'entreprise ont écarté toute hypothèse de sabotage.

434 mineurs se trouvaient sous terre au moment de l'explosion. L'évacuation a commencé rapidement, et certains ouvriers sont parvenus à remonter à la surface par leurs propres moyens.

Selon le Bureau international du travail (BIT), 8.500 mineurs noirs sont morts dans les mines sud-africaines entre 1973 et 1984. L'accident s'est produit quelques heures après que des centaines de milliers de mineurs noirs eurent regagné leur lieu de travail au terme d'une grève dans les mines d'or et de charbon qui avait duré vingt et un jours. L'une des revendications des grévistes était précisément d'obtenir l'augmentation des indemnités au profit des familles des mineurs tués au travail. Le montant de ces indemnités avait été porté à trois ans de salaire au lieu de deux précédemment. — (AFP, Reuters.)

● AFGHANISTAN : reprise des « pourparlers indirects » à Genève le 7 septembre. De nouvelles négociations indirectes sur le conflit afghan débuteront le 7 septembre à Genève, a annoncé, le lundi 31 août, à New-York, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez. Il a précisé que ces conversations indirectes entre les ministres des affaires étrangères de l'Afghanistan et du Pakistan reprennent à l'initiative du gouvernement de Kaboul. M. Cordovez s'est déclaré encouragé par la reprise des négociations. « J'ai le sentiment, a-t-il dit, que ce sera important. S'ils [le gouvernement de Kaboul] ont proposé le rattachement d'un nouveau round, c'est qu'ils ont quelque chose à dire. » La précédente session de négociations indirectes s'était terminée en impasse en mars dernier à Genève. — (AFP.)

Cet ouvrage sera tiré selon le nombre de souscriptions et relié au fur et à mesure des demandes.

le livre capital sur la peinture

LE TRAITE DE LA PEINTURE de LÉONARD DE VINCI

Ce texte, toujours d'actualité, est aujourd'hui introuvable dans sa totalité. Jean de Bonnot propose aux amateurs de livres rares et précieux cette œuvre magistrale dans ses versions française et italienne.

Le TRAITE DE LA PEINTURE qui révèle les secrets perdus du «Grand Art», comporte notamment les étonnantes dessins de Léonard figurant dans les manuscrits originaux.

Traduction nouvelle d'André Keller, diplômé de la Société Dante Alighieri de Rome, précédée par la biographie de Léonard rédigée en 1550 par Giorgio Vasari.

Toujours épris de raretés, Jean de Bonnot a retrouvé l'édition italienne du Traité, imprimée à Bologne en 1786, où figurent les dessins de Léonard de Vinci, gravés d'après les interprétations de Nicolas Poussin.

En tout, 307 illustrations parfaitement reproduites en partant directement des gravures originales de l'époque. Edition en un volume unique d'environ 600 pages, grand format in-quarto (21 x 27 cm).

Cette édition intégrale du «Traité de la Peinture» de Léonard de Vinci est un livre précieux par la noblesse de ses matériaux et sa fabrication dans les grandes traditions anciennes : cuir de mouton d'une seule pièce pour la reliure et or fin véritable pour le décor du dos et de la tranche supérieure, frappe à froid des deux plats, papier vergé chiffon

ci-dessus spécimen du dos de la reliure réduit.

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.



à la forme ronde filigranée dans la masse, pages de garde, signet et tranche-fils assortis.

Quel surprenant personnage que Léonard ! Il domine toute la Renaissance et son influence se manifeste jusqu'à nos jours. Son Traité notamment a guidé tous les grands maîtres de la peinture, de Rubens aux impressionnistes. Les cubistes eux-mêmes et les artistes les plus révolutionnaires d'aujourd'hui y ont trouvé matière à réflexion. On peut dire sans exagération que la compréhension de la peinture passe par Léonard et son Traité. Ce livre est une somme. On y trouve à côté des conseils pratiques pour peindre, dessiner, construire un tableau, des pensées et des réflexions d'une élévation d'esprit qui rejoint Pascal.

Peintre, sculpteur, architecte, urbaniste, ingénieur, anatomiste, physicien, il était universel et eut un destin à la mesure de son génie. Fils naturel et sans fortune, il vécut dans l'intimité des grands et mourut en France dans les bras de François I^{er} à qui il légua la Joconde, le 2 mai 1519.

Garantie de fabrication J'atteste que mon papier est un véritable papier chiffon, vergé au naturel ; que les peaux de mouton de mes reliures sont coupées d'une seule pièce sans couture ou collage apparent ou caché ; que les fers utilisés pour le décor des plats et du dos sont gravés à la main et signés ; que l'or employé est de l'or véritable tirant 22 carats.

Form for ordering the book, including fields for name, address, and payment details. Includes a 'BON' stamp and a list of terms and conditions.

Islamiste

Le 1^{er} septembre, le différend entre le régime républicain et le mouvement islamiste a été réglé. Le régime a accepté de reconnaître le statut de mouvement islamiste et de reconnaître les accusations de terrorisme. Le régime a accepté de reconnaître le statut de mouvement islamiste et de reconnaître les accusations de terrorisme.

Le 2^e septembre, le différend entre le régime républicain et le mouvement islamiste a été réglé. Le régime a accepté de reconnaître le statut de mouvement islamiste et de reconnaître les accusations de terrorisme.

Le 3^e septembre, le différend entre le régime républicain et le mouvement islamiste a été réglé. Le régime a accepté de reconnaître le statut de mouvement islamiste et de reconnaître les accusations de terrorisme.

Océan Indien

ILE MAURICE

Million gouvernementale et la majorité au Parlement

Le 1^{er} septembre, le gouvernement mauricien a annoncé qu'il avait obtenu la majorité au Parlement. Le gouvernement a annoncé qu'il avait obtenu la majorité au Parlement.

Le référendum

Le 2^e septembre, le référendum a eu lieu. Le peuple mauricien a voté en faveur du gouvernement. Le référendum a eu lieu.

JACQUES DE LARA

Europe

GRANDE-BRETAGNE : le congrès du Parti social-démocrate

Le divorce est consacré entre partisans et adversaires d'une fusion avec les libéraux

Les délégués du Parti social-démocrate britannique ont confirmé, le lundi 31 août, leur volonté de fusion avec le Parti libéral, à l'issue du débat qui a scellé le divorce plein d'acrimonie entre la majorité du parti et les amis de l'ancien leader du SDP, M. David Owen.

Les participants au congrès de Portsmouth se sont prononcés à une large majorité pour « la création d'un nouveau parti incorporant le SDP et le Parti libéral ». Ils ont, d'autre part, repoussé une motion proposant le partage des avoirs du SDP entre partisans et adversaires de la fusion.

LONDRES de notre correspondant

La victoire du oui ne faisait aucun doute. Elle donne au nouveau leader, M. Robert MacLennan, mandat pour entamer les discussions avec les libéraux. Quant à M. Owen, il a définitivement opté pour la rébellion. « Je suis social-démocrate, et je le resterai », a-t-il répété dimanche en réponse au plaidoyer des trois autres cofondateurs du SDP. Ces derniers sont convaincus, depuis la prestation décevante des deux formations centrées aux élections de juin, de l'absolue nécessité d'une fusion sans laquelle la « troisième force » ne saurait s'imposer sur l'échiquier politique britannique dominé par les conservateurs et les travaillistes.

« Ce n'est pas moi qui pars, ce sont eux », a souligné dimanche M. Owen lors d'une réunion de ses partisans en marge du congrès, confirmant ainsi son intention de conserver à la fois le nom et une par-

tie des fonds du SDP. Dès lors, il était clair qu'en dépit des appels à l'apaisement de part et d'autre la séparation de corps n'était pas sans acrimonie.

En enjoignant une dernière fois M. Owen de se rallier à la décision majoritaire, la présidente du SDP, M^{me} Shirley Williams, avait souligné que « l'éclatement du SDP n'était dans l'intérêt de personne ».

M. Roy Jenkins, l'un des quatre dissidents travaillistes à l'origine de la fondation du SDP en 1981, a été plus direct encore : « Il serait complètement absurde de croire un seul instant en la possibilité d'un futur accord » entre une formation unitaire libérale-social-démocrate et « un quatrième parti » que dirigerait M. Owen. Plusieurs interventions à la tribune ont donné la mesure de l'amertume au sein du parti. « Nos divisions sont dérisoires quand nous ne comptons plus que cinq députés au Parlement », a souligné l'un des orateurs.

(Interim.)

ESPAGNE : en présence de neuf mille participants

Le congrès mondial basque examine l'avenir de la « basquitude »

MADRID de notre correspondant

« Démontrer que les mots « Pays basque » n'équivalent pas seulement à violence mais aussi à recherche et progrès scientifique » : tel est, selon le président du gouvernement autonome basque, M. José Antonio Ardanza, l'objectif principal du deuxième congrès mondial basque (CMB) qui s'est ouvert le lundi 31 août à Saint-Sébastien. Cette ambitieuse réunion qui se déroulera simultanément à Bilbao et à Victoria se prolongera jusqu'à la mi-décembre.

Trente-cinq séminaires, huit cent cinquante conférenciers européens et américains, neuf mille participants attendus, un budget de 600 millions de pesetas (30 millions de francs) : les organisateurs de ce congrès - le gouvernement autonome, d'une part, et les universités basques, de l'autre - ont vu grand. Les objectifs sont, il est vrai, plus amples que ceux du premier congrès mondial, qui s'était tenu en 1956 à Paris à l'initiative du gouvernement basque, à l'époque en exil. Il s'agissait alors d'un congrès de « résistance » visant à rassembler la diaspora basque à un moment où le franquisme semblait se consolider définitivement et où l'identité basque se voyait menacée et réprimée.

La démarche est aujourd'hui tout autre. Il ne s'agit plus de défendre une identité contestée, mais bien de réfléchir à l'usage qui sera fait de l'autonomie récemment recouvrée. Les organisateurs de ce deuxième congrès mondial veulent s'interroger sur ce qu'est aujourd'hui réellement

la « basquitude » et sur les solutions à apporter à la profonde « crise de société » que connaît aujourd'hui le Pays basque. Une crise qui ne se manifeste pas seulement par la spectaculaire violence des indépendantistes, mais aussi par les difficultés de reconversion d'un appareil productif suranné reposant sur des secteurs en difficulté dans le monde entier. Une crise enfin qui se traduit aujourd'hui par un taux de chômage atteignant 23 % de la population active pour l'ensemble des trois provinces basques, soit plus de 2 % de plus que la moyenne nationale espagnole.

Les participants à ce deuxième congrès mondial ne sont toutefois pas seulement invités à débattre de thèmes spécifiques de la région comme « l'entreprise basque face au futur » ou « la langue basque », mais aussi d'anthropologie, de problèmes de nutrition des sociétés développées, de toxicomanie ou d'intelligence artificielle. Il s'agit ainsi de contribuer à la formation de la nouvelle génération de scientifiques et d'universitaires basques en la mettant en contact avec des experts étrangers de renom.

« Nous ne voulons pas que le Pays basque manque le train du futur à force de s'enfoncer dans ses conflits internes », affirme M. Ardanza. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que le gouvernement autonome, en organisant ce congrès, entend démontrer que le Pays basque peut être aujourd'hui à même de forger son propre avenir de manière indépendante de Madrid.

THIERRY MALINIAK.

RFA

Huit ans de prison pour l'ancienne secrétaire espionne de la présidence

Une ancienne secrétaire de la présidence de la République fédérale d'Allemagne, Margret Höke, cinquante et un ans, a été condamnée, le lundi 31 août, par le tribunal de Düsseldorf, à huit ans de réclusion pour trahison. Elle avait avoué au cours de son procès avoir transmis des renseignements au KGB.

L'affaire Höke avait éclaté en août 1985, après la fuite en RDA d'un des spécialistes du contre-espionnage ouest-allemand, Hans-Joachim Tiedge, chef de section à l'office pour la protection de la Constitution (équivalent de la DST), ainsi que de deux autres secrétaires, dont celle du ministre de l'économie.

Au cours de son procès, Margret Höke, qui avait travaillé au palais Schaumburg sous cinq présidents, a reconnu avoir transmis des informations sur une période de quinze ans. Ces informations avaient trait à la politique étrangère de la RFA, mais

aussi au domaine militaire. Elle avait notamment livré des messages « sensibles » échangés entre le président Reagan et le chancelier Kohl.

La secrétaire s'était laissée entraîner dans l'espionnage par amour pour un agent du KGB, connu sous le nom de Franz Becker, qu'elle avait rencontré en 1968 alors qu'il se présentait comme réfugié est-allemand et étudiant. Par la suite, elle avait été prise en charge par d'autres officiers traitants. Elle avait accepté à partir de 1975 un salaire de 500 DM (1 600 F) par mois et de cadeaux divers. Ses fonctions lui donnaient accès à tous les documents classés « secrets » de la présidence, où elle entretenait également les contacts avec l'office pour la protection de la Constitution et les services de sécurité des autres ministères.

H. de B.

Proche-Orient

La guerre du Golfe

Iraniens et Irakiens redoublent d'intransigeance

La guerre des pétroliers, rallumée le samedi 29 août par les Irakiens après une trêve de six semaines, s'est poursuivie le lundi 31 août dans le Golfe, où, après qu'un porte-conteneurs koweïtien a été touché par deux roquettes tirées d'une vedette iranienne, l'aviation irakienne a annoncé de nouvelles attaques de pétroliers iraniens.

Il semble ainsi que, depuis la reprise, samedi, par les Irakiens de leurs raids contre des « objectifs navals », quatre pétroliers iraniens aient été touchés, de même que plusieurs terminaux, dont le principal, celui de Kharg.

Parallèlement à ces bombardements - l'Iran annonçant à son tour des attaques de représailles contre des installations industrielles dans le sud de l'Irak - les deux pays ont fait assaut d'intransigeance, menaçant chacun d'accroître l'intensité et d'élargir le champ de ses opérations militaires. Téhéran a ainsi fait savoir au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, qu'il entendait attaquer « par tous les moyens » l'Irak tant que Bagdad poursuivait ses raids contre des installations pétrolières dans le Golfe.

De son côté, le gouvernement irakien a signifié, également à M. Pérez de Cuellar, qu'à ses yeux l'Iran avait rejeté de facto la résolution 598 adoptée le 20 juillet à l'unanimité par le Conseil de sécurité et appelant à un cessez-le-feu immédiat, et que, en conséquence, l'Irak n'avait aucune raison de ne pas atta-

quer les intérêts iraniens. « Tout appel à l'arrêt des attaques contre ces intérêts traduit, en pratique, un soutien à l'effort de guerre irakien », écrit notamment M. Tarek Aziz, vice-premier ministre irakien et ministre des affaires étrangères. Un porte-parole militaire irakien a en outre répondu aux menaces iraniennes de reprendre la guerre des pétroliers en assurant que son pays était aussi capable de frapper les villes d'Iran « avec des dizaines de tonnes d'explosifs ».

L'aviation irakienne a effectué mardi matin cinq nouveaux raids contre des objectifs économiques en territoire iranien, a annoncé Radio-Bagdad. Par ailleurs, un bâtiment panaméen a été également touché.

Sur le fond du problème, la position de l'Iran est toujours aussi tranchée, Téhéran ayant de nouveau indiqué qu'il n'est prêt à négocier un arrêt des combats avec M. Pérez de Cuellar que si l'ONU « condamne l'agresseur dans le conflit irano-irakien », comme l'a souligné le président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hachemi-Rasfandjani.

Nervosité, mais aussi inquiétude des grandes puissances. Washington a en effet renouvelé ses craintes devant une situation rendue encore plus « dangereuse » et nécessitant d'autant plus l'adoption rapide par le Conseil de sécurité d'une nouvelle résolution « musclée ». D'autre part, la Ligue arabe doit prochainement dépêcher une délégation à New-York, a annoncé le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher Masri. — (AFP, AP, Reuter.)

LIBAN : pour sa première visite au sud depuis huit ans

Le chef d'Amal lance une violente attaque contre les extrémistes chiïtes du Hezbollah

Le chef du mouvement chiïte Amal, M. Nabih Berri, a mis à profit, le lundi 31 août, sa visite - la première en huit ans - dans le bastion chiïte qu'est le sud du Liban pour lancer une violente attaque contre les extrémistes du Hezbollah pro-iranien.

« Il ne suffit pas de mettre un turban comme un homme de religion pour devenir un théologien. Il n'y a que cinq religions au Liban autorisées à dire la loi. Comment se fait-il qu'on en trouve aujourd'hui dix dans chaque quartier, qui publient des fatwas (décrets religieux) pour attaquer les casques bleus ou interdire d'aller au restaurant ? », a notamment déclaré M. Berri à Tyr, devant une foule évaluée par des témoins à cinq cent mille personnes. Le chef d'Amal avait choisi le neuvième anniversaire de la disparition, à l'issue d'un voyage en Libye, de l'imam Moussa Sadr, principale personnalité religieuse chiïte du Liban, pour affirmer la puissance et l'unité de son mouvement.

Ses attaques contre le Hezbollah n'ont pas été du goût de tout le monde, et les diplomates iraniens venus pour l'occasion ont quitté la tribune dès le début de son discours.

M. Berri s'est félicité de la présence dans la région de la FINUL (Force intermédiaire des Nations unies au Liban), « demain, a-t-il dit, du drame de la population du Liban-sud », ajoutant que « toute

agression contre elle est une agression contre la résistance [à Israël] et contre l'Islam ». Le dirigeant chiïte a, en outre, renouvelé sa proposition - faite pour la première fois le 7 février à Damas - d'échanger un pilote israélien aux mains de sa milice contre des Libanais et des Palestiniens détenus par Israël.

Pour sa part, une organisation clandestine chiïte, les Brigades de Sadr, a demandé, lundi à Beyrouth, à l'Iran d'exiger de la Libye la « libération » de l'imam Moussa Sadr.

Le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) a, de son côté, jugé « positives » les propositions faites dimanche par M. Berri de mettre fin au conflit palestino-chiïte en levant le siège militaire des camps palestiniens et en installant à leur périphérie des postes sous contrôle de Palestiniens, d'AMAL, de généraux libanais et d'observateurs syriens en contrepartie d'un retrait palestinien des localités de l'est de Saïda (sud du Liban).

D'autre part, le commandant de la FINUL a « fermement protesté » auprès d'Israël contre le bombardement, vendredi et samedi par l'armée israélienne et son auxiliaire libanais de l'ALS (armée du Liban-sud), du village d'Yater, situé hors de la « zone de sécurité » établie par les Israéliens dans le sud du Liban. — (AFP, Reuter.)

Amériques

HAÏTI

La commission d'enquête sur le massacre de Jean-Rabel a rendu son rapport

PORT-AU-PRINCE correspondance

La commission d'enquête du gouvernement haïtien a rendu public, le samedi 29 août, son rapport sur le massacre de plus de deux cent personnes à Jean-Rabel, le 23 juillet dernier. Dans ce village du nord-ouest d'Haïti, de violents affrontements avaient opposé des paysans du groupement « Tête ensemble », animé par des religieux, à d'autres villageois venus de localités voisines. Dans ses conclusions, la commission d'enquête, composée des représentants de six ministères et d'un officier supérieur, réfute prudemment la thèse d'un complot monté par des « tontons-macoutes » et de grands propriétaires pour provoquer une guerre fratricide entre paysans.

La commission explique cependant le drame par « la disparité socio-économique entre un petit groupe de nantis et une majorité de démunis absolument privés de biens et de services essentiels ». « Curieusement, note le rapport, la petite élite, déjà riche, est la grande bénéficiaire des terres du domaine privé de l'Etat ». Les hauts fonctionnaires mettent aussi en cause les carences des services publics, la soumission des autorités locales aux grands pro-

prétaires et le rôle exorbitant joué, dans ces conditions, par les organisations d'aide internationale.

Les rapporteurs dénoncent enfin la « négligence de la justice » dans la région et l'« insignifiance numérique de la caserne de Jean-Rabel » (qui ne comprend que sept hommes, dont un officier, pour un territoire où la population est de 70 000 personnes). Pour la commission, le massacre a eu lieu à la suite d'une « expédition punitive » lancée par deux mille paysans des groupements communautaires (dont « Tête ensemble »), qui ont tué une dizaine de villageois et incendié leurs maisons avant d'être surpris et massacrés par leurs adversaires.

Le point le plus obscur concerne la responsabilité de l'Eglise, mise en cause par la commission. La conférence épiscopale s'est, en effet, dans cette affaire, enfermée dans un mutisme total.

JEAN-MICHEL CARROT.

NICARAGUA : Visite d'une

délégation du Sénat américain. — Le chef de la minorité républicaine du Sénat américain, M. Robert Dole, est arrivé, le lundi 31 août, au Nicaragua, à la tête d'une délégation sénatoriale, dans le cadre d'une mission d'information. M. Dole a rencontré pendant près d'une heure le président Daniel Ortega en présence de journalistes nicaraguayens et étrangers. Le sénateur, qui est candidat à l'investiture du Parti républicain pour la prochaine élection présidentielle, doit aussi rencontrer le cardinal Miguel Obando y Bravo et M^{me} Violeta Barrios de Chamorro, propriétaire du journal d'opposition la Prensa, qui a été fermé par les autorités sandinistes. — (AFP, Reuter.)

Un Haïtien s'immole par le

feu aux Etats-Unis. — Un Haïtien de cinquante-six ans, Antoine Thurel, s'est immolé par le feu, le lundi 31 août, sur les marches du Sénat de l'Etat du Massachusetts à Boston pour protester contre la situation actuelle du pays.

M. Thurel, qui travaillait comme chauffeur de taxi à Boston, a laissé près de son corps des tracts adressés au CNG (Conseil national de gouvernement), qui dirige Haïti à l'heure actuelle.

Il déclare vouloir s'offrir en holocauste pour la libération complète de son pays. — (AFP.)

Le retour de « Titi »

PORT-AU-PRINCE correspondance

« Nous sommes d'accord avec les élections mais pas avec ce Conseil national de gouvernement. » La jeune fille, présentée comme une « représentante de la jeunesse haïtienne » est applaudie à tout rompre par les fidèles agglutinés dans l'église du Sacré-Coeur. Les quatre religieux qui ont échappé de justesse à une tentative d'assassinat, le 23 août dernier, à une centaine de kilomètres de la capitale, ont choisi cette église d'un quartier bourgeois pour réapparaître publiquement. Dès 16 heures, le lundi 31 août, dans la vaste nef se pressent des jeunes gens venus en bandes des bidonvilles, mais aussi des dames d'âge mûr au teint clair appartenant à la classe aisée.

Il y a plus de mille lorsqu'apparaît leur héros sur fond de guitare électrique et de percussions. Les fidèles se déchènent, les mains se tendent pour toucher le père Jean-Bertrand Aristide, tandis que la foule scandie « Titi, Titi », le surnom que lui ont donné les jeunes du bidonville de la Saline. Pendant plus de trois heures, la messe, concélébrée par seize prêtres, va se transformer en un étonnant spectacle de ferveur

collective. Sur l'autel encadré par les fidèles, un plant de manioc symbolise le célèbre slogan : « Arracher manioc » (en finir avec le CNG et le régime macoute) qui va ponctuer l'office et déchainer les hurras et les applaudissements.

Le clou de la cérémonie, c'est bien sûr l'homélie du père Aristide à la fin de la messe. Beau coup moins fougueux que lors de ses derniers prêches, le père salésien commence par remercier tous ceux qui l'ont aidé, notamment les jeunes grévistes de la faim, pour empêcher son éloignement de sa paroisse de Saint-Jean de Bosco. « Merci, ajoute le père Aristide, aux paroissiens du Sacré-Coeur qui accueillent chez eux mes enfants aux pieds sales. Merci enfin à la Conférence épiscopale pour le devoir qu'elle a commencé mais qu'elle n'a pas encore terminé. »

Auparavant, le principal officiant, le père spiritain Antoine Adrien, avait rappelé les grands thèmes de la théorie de la libération en Amérique latine, « le nouveau continent des enfants de Jésus ». « La vérité vient de l'Eglise et non des grandes puissances, car les pauvres ont pris possession de l'Eglise », déclare le religieux.

J.-M. C.

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE BACHELIERS LITTERAIRES

D'octobre à juin, classe préparatoire annuelle médecine, pharmacie, concours paramédicaux, S.N.V., etc.

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Les yeux de Laure

LE CONCEPT D'OBJET C DANS LA THEORIE DE L'ACAN

... (textes philosophiques) ...

Aubier

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Les bourses du monde

3615 TAPÉZ LEMONDE

لَمُنْدُو

Politique

... Le Monde • Mercredi 2 septembre 1987 • 7

La campagne pour le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie

MM. Jacques Lafleur et Maurice Nenou et M. Dick Ukeiwé, sénateur de la Nouvelle-Calédonie, ont déposé, mardi 1^{er} septembre, à Nouméa, les propositions de loi tendant à permettre au peuple de la Nouvelle-Calédonie de décider de son avenir par le référendum.

A leurs yeux, les événements de ces derniers jours « sont porteurs de risques graves ». Depuis la brutale dispersion d'une manifesta-

tion indépendantiste pacifique, le 22 août dernier, à Nouméa, les indépendantistes et les forces de l'ordre se livrent à un véritable jeu de cache-cache. A Paris, plusieurs organisations de gauche et écologistes ont appelé à une manifestation, mardi après-midi 1^{er} septembre, place de la Bastille. Parmi celle-ci, la FEN, qui souligne « qu'il est grand temps que le gouvernement cesse de multiplier les provocations ».

De son côté, la Fédération protestante de France appelle ses adhérents à se joindre à une journée de prière organisée pour le 6 septembre par l'Eglise évangélique de Nouvelle-Calédonie, laquelle exprime sa « vive inquiétude ». Selon l'Eglise évangélique, on assiste à des pratiques indignes d'un pays qui se veut démocratique.

Elle accuse le gouvernement « non seulement de mépriser ceux qui par une marche non violente veulent exprimer leur dignité d'hommes

mais aussi de creuser encore plus le fossé entre les ethnies vivant sur le territoire ».

Enfin, à Nantes, la récente déclaration du maire et sénateur RPR, M. Michel Chirac, selon laquelle « l'indépendance du territoire est quasiment inéluctable », suscite des protestations au sein de la fédération RPR de Loire-Atlantique, tandis que MM. Lafleur, Nenou et Ukeiwé se déclarent « choqués et découragés ».

La difficile conversion des indépendantistes canaques à la non-violence

CANALA
de notre envoyé spécial

Chaque matin à Paube, sac au dos, tous les militants se rassemblent pour la levée des couleurs de Kanaky. Sac au dos, comme s'ils étaient prêts à partir pour leur étape quotidienne de marche vers Nouméa. Mais ils ne partent pas : le gouvernement a interdit la marche, et, depuis le 23 août, ils sont encore entre cinq cents et mille qui campent sur le terrain de football sous une grande banderole : « Quinze jours pour Kanaky ».

Certains matins, les gendarmes, qui les observent du bord de la route, se laissent prendre au subterfuge et viennent s'enquérir de leur intention. Et si toute la troupe, bravant l'état français, s'apprête à prendre la route subitement ? Riant sous cape, les indépendantistes ont mis au point une réplique imparable : ils ne répondent rien. Ils restent muets. Déçus, les gendarmes font rapport. Et une nouvelle journée se prépare sur le terrain de football.

Certes, ce tournant n'a pas été pris sans quelques résistances. A Thio par exemple, les leaders du mouvement ont eu quelque peine à convaincre les adhérents de renoncer à leur vieux réflexe et de s'abstenir de lapider les gendarmes. Dans cette cité minière, seules ou presque, les adolescentes des tribus se sont inscrites pour une grève de la faim tournante qu'elles poursuivent consciencieusement en lisant des romans-photos, tandis que les hommes jouent à la pétanque. Dans bien des tribus, naguère à la pointe, la démotivation des « durs », peu attirés par les méthodes non-violentes, contraste avec le dynamisme de Canala et peut faire dire à M. Bernard Pout, ministre des DOM-TOM, avec une apparence de raison, que « le FLNKS est en perte de vitesse ».

Pour bien des responsables locaux indépendantistes, la non-violence en outre ne saurait être qu'un intermédiaire. « Tous les moyens sont bons pour parvenir à l'indépendance », explique par exemple le président du comité FLNKS de Canala : « tout dépend du rapport de forces. Si, demain, on nous demande de foncer dans le tas, on le fera. » Les admirateurs de « Che » ne se sont pas mués par magie en disciples de Gandhi...

L'exclusion de M. Uregeti

La non-violence est la dernière trouvaille du FLNKS. Conscient que la prolifération des forces de l'ordre et l'omniprésence de l'armée sur le territoire leur interdisent désormais d'avancer seulement la main vers un fusil ou un couteau, les indépendantistes ont dû changer radicalement de stratégie. Quelques visites chez les paysans du Larzac ou dans la communauté de l'Arche fondée par Lanza Del Vasto ont convaincu M. Jean-Marie Tjibaou et ses amis que, de leur faiblesse, ils pouvaient tirer une force.

Tout au long de l'été, des militants du MAN (Mouvement pour une alternative non violente) venus de métropole ont sillonné les tribus. Le film Gandhi a été projeté avec arrêt sur image et débats interminables. On a mimé avec application des scènes d'affrontement avec les forces de l'ordre. Les similitudes et les différences de l'Inde et de la Nouvelle-Calédonie ont été explorées dans tous les sens. « Ici, une grève générale n'aurait aucun sens. Notre poids économique est insuffisant », explique, par exemple, un responsable FLNKS de Canala.

La nouvelle ligne s'est traduite jusqu'au sommet du FLNKS par l'éviction de M. Yann Céleé Uregeti du poste de « ministre des relations extérieures du gouvernement provisoire » du FLNKS. Grand organisateur de « stages de formation » en Libye, l'enfant terrible du mouvement persistait à mener un jeu très personnel parmi ses pairs, en se refusant notamment à révéler ses sources de financement. « Si l'on avait continué à tout accepter d'Uregeti, comment aurions-nous pu empêcher un gain de s'emparer d'un couteau pour la lancer sur un gendarme ? demande M. Yewéiné Yewéiné, numéro deux du FLNKS : « Et si on donne prise à tout un battage sur la Libye, on fait courir un trop grand risque aux marcheurs. »

Une carte formidable

« En perte de vitesse » ou non, le FLNKS occupe pourtant efficacement le terrain. L'impact de sa nouvelle stratégie a été démultiplié par l'inventivité médiatique dont ont su faire preuve, jusqu'à présent, les dirigeants indépendantistes. Sans aligner plus de quelques centaines de militants résolu sur Nouméa, ils parviennent, jour après jour, à tenir en haleine les médias métropolitains et à faire régner une intense nervosité au Haut Commissariat, où l'on fait preuve, jusqu'au soir, du plus grand intérêt pour les nouvelles de la « bavure » du 22 août. « Avec très peu de choses, le FLNKS s'est fait une carte formidable », reconnaît-on au Haut Commissariat.

Quant aux anti-indépendantistes, désarçonnés, ils ne peuvent que remettre leur scepticisme sur la sincérité de la conversion canaque, et se trouvent bien en peine d'inventer une image aussi efficace. Que le bruit courre que le FLNKS projette une baignade collective, et voilà dès la veille les plages bouclées par la police (voir encadré). Les autres actions envisagées sont tout aussi subversives : on projette par exem-

Une remarquable maladresse

Le référendum en Nouvelle-Calédonie sera-t-il le plus remarquable maladresse du gouvernement ? On ne sait pas encore, ce dernier n'étant pas arrivé à son terme. En tout cas, il était inutile de démontrer que plus de la moitié de la population repousse l'indépendance, puisque tout le monde le sait. Il n'était pas adroit de souligner que plus de la moitié des Kanaks le réclament, et d'offrir au FLNKS l'occasion de gonfler artificiellement le nombre de ses partisans, en y ajoutant les abstentionnistes habituels. Renforcer la division entre des communautés qui doivent absolument vivre côte à côte, est-ce bien ce qu'il fallait faire ?

La gauche n'est guère plus habile dans son opposition. Comment assier la politique de M. Chirac à Nouméa à celle de M. Botha à Paris, quand elles sont exactement contraires ? Les Noirs d'Afrique du Sud réclament avant tout l'égalité avec les Blancs dans le droit de vote, qu'ils ne possèdent pas. Les Kanaks en usent depuis longtemps, et ils sont précisément invités à le faire une fois de plus. Mais le FLNKS ne veut pas qu'ils le fassent dans un référendum d'autodétermination ouvert aussi aux caloches. Il exige que celui-ci soit réservé aux seuls Kanaks, ce qu'aucun gouvernement français ne peut accepter. Sur ce point, tous les partis de la métropole devraient proclamer leur accord.

Malheureusement, l'irréalisme du FLNKS sur le problème de l'indépendance n'a d'égal que celui de ses partenaires engagés dans leurs idéologies respectives. Pour le RPR, la Nouvelle-Calédonie doit absolument demeurer dans la République française, ce qui n'était pas l'opinion du général de Gaulle. Il proclamait donc celui-ci soit réservé aux seuls Kanaks, ce qu'aucun gouvernement français ne peut accepter. Sur ce point, tous les partis de la métropole devraient proclamer leur accord.

Autre racisme

Certes, M. Jean-Marie Tjibaou est un homme de bonne volonté. Mais ses qualités personnelles ne suffisent sans doute pas à empêcher une « Kanakie » indépendante de glisser vers le modèle du Vanuatu si répandu dans le Pacifique. Même si elle échappait par miracle à ce destin, il resterait pourtant insurmontable qu'une des deux communautés de la Nouvelle-Calédonie soit sacrifiée à l'autre.

Le privilège des occupants originaires ne peut plus être invoqué après une si longue occupation. Quand M. Tjibaou veut ramener au statut d'étrangers tous les non-canaques installés sur ce territoire, on ne parvient pas à vivre ensemble pacifiquement, le partage deviendra sans doute inéluctable.

Laisser les caloches exercer sur les Kanaks une domination insolente et fructueuse, ce n'est pas être fidèle à la République française, quoi qu'en pense une certaine droite. Permettre aux Kanaks de réduire les caloches à la situation d'étrangers ou d'immigrants, ce n'est pas être fidèle à la démocratie et aux droits de l'homme, quoi qu'en pense une certaine gauche. La Constitution, le droit et la morale obligent notre gouvernement à établir entre les deux composantes de la Nouvelle-Calédonie une égalité réelle, et pas seulement électorale. Telle est la condition préalable à tout rapprochement entre les communautés, qui restera sans elle superficielle et illusoire.

Après la visite de M. Jacques Chirac

Et pourquoi pas l'indépendance de Saint-Pierre-et-Miquelon ?

Et c'est bien pourquoi la grande majorité de la population, de surcroît plus largement sous-informée par RFO comme partout outre-mer, s'est demandée quelle mouche s'avait piquée ! Le président du conseil général, un ami de toujours, a accepté de recevoir à ma place Jacques Chirac...

Il serait pourtant temps d'ouvrir les yeux et d'écarter dans le sens de l'histoire, pour mes compatriotes comme pour nos dirigeants. Ces derniers « d'extrême-droite » à Saint-Pierre-et-Miquelon comme ailleurs, en savent bien haut le drapeau national tout en négligeant le développement économique local, en évitant soigneusement la formation des hommes, en revenant peu à peu sur les statuts plus évolués accordés par la gauche.

Oserais-je aller jusqu'au bout de ma pensée, dressé-je en atchoquer beaucoup ?

L'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon constitue lui aussi une aberration de l'histoire, ne survivant qu'à travers l'assistance d'ordre dispensée à ses habitants au gré des caprices électoraux. Nous « coûtions énormément » à notre faible nombre, nous « coûtions peu » par rapport à la richesse nationale !

Car nous connaissons nous aussi un environnement international hostile à la présence française. Dieu sait si le Canada même la vie dure à nos pêcheurs, Paris ne montrant quelque intérêt que dans la défense de la

POINT DE VUE

Après la visite de M. Jacques Chirac

Et pourquoi pas l'indépendance de Saint-Pierre-et-Miquelon ?

par Albert Pen
sénateur (app. PS)
de Saint-Pierre-et-Miquelon

A première vue, on pourrait croire qu'il n'y a guère de ressemblance entre la Nouvelle-Calédonie et les îles Saint-Pierre-et-Miquelon, tous deux territoires français — Saint-Pierre-et-Miquelon, où on séjourne le 29 août pendant quelques heures (en transit vers le Québec francophone), MM. Chirac, Poncet, M^{lle} Michaux-Chevry et autres consciences. A noter au passage que les médias ont totalement passé sous silence ce... non-événement.

Si j'ai pourtant tenu à manifester ma solidarité avec les Canaques en boycottant personnellement la visite du premier ministre, c'est bien parce que la situation des deux archipels présente à mes yeux certaines analogies, au-delà des grandes différences d'ordre géographique, ethnique, économique et politique.

Certes, à Saint-Pierre-et-Miquelon, pas d'affrontements entre deux communautés (même si les « métropolitains » ne sont guère prisés par les « locaux »), et seules quelques individualités (non fonctionnaires bien sûr) osent penser à un ralliement au Canada ; nul ne brandit de drapeau indépendantiste, même s'il m'arrive de dire que cela « rapporte » plus outre-mer que d'afficher son patriotisme...

Formation en Gestion d'Entreprise

Programme complet de première formation en gestion pour étudiants sans expérience professionnelle — Durée: 9 mois à plein temps — Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac) — Prochaine session: 12 octobre 1987/25 juin 1988.

Basic Management Training

Programme d'entraînement à la gestion globale des PME/PMI pour jeunes cadres avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle — Durée: 5 semaines à plein temps — Admission sur dossier — Prochaine session: 12 octobre/13 novembre 1987.

Administration de l'Entreprise

Programme de formation à la direction des PME/PMI, niveau MBA, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle — Durée: 6 mois à plein temps — Admission sur dossier, entretien et tests — Prochaine session: 11 janvier/25 juin 1988.

Top Management Workshop

Ateliers de perfectionnement et d'échange d'expériences pour chefs d'entreprises et dirigeants de PME/PMI — Durée: 5 week-ends — Prochaine session: octobre 87/mars 88 (1 week-end par mois).

Formation en Gestion d'Entreprise

Programme complet de première formation en gestion pour étudiants sans expérience professionnelle — Durée: 9 mois à plein temps — Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac) — Prochaine session: 12 octobre 1987/25 juin 1988.

Basic Management Training

Programme d'entraînement à la gestion globale des PME/PMI pour jeunes cadres avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle — Durée: 5 semaines à plein temps — Admission sur dossier — Prochaine session: 12 octobre/13 novembre 1987.

Administration de l'Entreprise

Programme de formation à la direction des PME/PMI, niveau MBA, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle — Durée: 6 mois à plein temps — Admission sur dossier, entretien et tests — Prochaine session: 11 janvier/25 juin 1988.

Top Management Workshop

Ateliers de perfectionnement et d'échange d'expériences pour chefs d'entreprises et dirigeants de PME/PMI — Durée: 5 week-ends — Prochaine session: octobre 87/mars 88 (1 week-end par mois).

ECADE
Ecole
d'Administration
et de Direction
des Entreprises

Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tel. (021) 221.511

Laure
OBJET
DE J. LACAN

LAURE SCIENTIFIQUE
LAURE LITTÉRAIRES

IPED

Archie

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 2 mai 1985, devenu définitif, la Cour d'Appel de Versailles a condamné M. PHAM CONG SUIU Joseph, demeurant à SCEAUX, 32, avenue de la Gare, représentant légal de la société EURASIA déclarée civilement responsable, dont le siège est à SCEAUX, 32, avenue de la Gare, à la peine de 20 000 F d'amende pour usage des marques NINA RICCI, L'AIR DU TEMPS, SIGNORICCI et FAROUCHE, appartenant à SARL NINA RICCI, sans autorisation et infraction à la protection des numéros et signes servant à identifier les marchandises, déposé en 1984 sur le territoire national, a ordonné la publication par extraits de l'arrêt dans les quotidiens Le Monde et Le Figaro sans que le coût de cette publication puisse excéder la somme de 10 000 F.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 30 mars 1987, M. ETTEGOU Michel, né le 11 juillet 1935 à RABAT (Maroc), demeurant à PARIS-14^e, 18, rue René-Coty, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende + D.I. pour disposition irrégulière de valeurs par intermédiaire immobilier et de publicité mensongère. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, dans Le Monde et Le Figaro. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait au Journal Officiel, dans Le Monde et Le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS Condamnation pénale Par jugement (contradictoire) rendu le 31 mars 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITE MENSONGERE VIOLATION DES DROITS D'AUTEUR - pour avoir à Paris, courant 1981, diffusé par quelque moyen que ce soit une œuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur, tels qu'ils sont définis et réglementés par la loi, en l'espèce, un film intitulé Son dernier combat en violation des droits de producteurs et concessionnaire des droits de diffusion des œuvres de BRUCE LEE - pour avoir à Paris, Puteaux et Pantin, courant juillet 1981, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles de la prestation de service, en affichant à l'entrée de leurs établissements des supports publicitaires représentant l'acteur BRUCE LEE dans le film Son dernier combat alors que celui-ci n'avait pas participé à cette œuvre cinématographique - BILLARD DE SAINT-LAUMIER Hector, Mado-Peal, né le 15 juin 1912 à Moulins (Allier), retraité, demeurant à Vaux-sur-Seine (78), Croix des Jardins, route de Pontoise, à la peine de 20 000 F d'amende.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans Le Monde et Le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans Le Monde et Le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris (Pourvoi : acte de délitement le 9-3-1987) du 8 janvier 1986, M. FONTEIX Georges, Ebe, né le 18 janvier 1920 à MONTREUIL (Cantal), demeurant à VALLAURIS Saint-Michel, Colline chemin de Californie (06) a été condamné à 10 mois d'emprisonnement avec sursis et pénalités domaniales, pour délits de détention irrégulière d'armes à l'étranger et transfert irrégulier en vue de la constitution d'armes à l'étranger. La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt par extrait, dans Le Monde et Le Figaro. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS Par arrêt de la 13^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 6 mai 1987, M. ALBERT Max, Paul, Auguste, né le 4 décembre 1922 à AUBENAS, demeurant à Paris (10^e), 22, quai de la Magisterie, P.D.G. de la société de tourisme aérien INT SOTAIR a été condamné à 5 000 F d'amende pour publicité mensongère. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait dans Le Monde. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS Condamnation pénale Par jugement (contradictoire) rendu le 18 mars 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE - pour avoir à Paris, le 11-07-1986 étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du Travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du Travail, en faisant travailler à un salaire de plus de 3 mètres un salarié sans protection collective et individuelle à la peine de 3 000 F d'amende.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS Condamnation pénale Par jugement (contradictoire) rendu le 18 mars 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE - pour avoir à Paris, le 11-07-1986 étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du Travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du Travail, en faisant travailler à un salaire de plus de 3 mètres un salarié sans protection collective et individuelle à la peine de 3 000 F d'amende.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 23 octobre 1986, M. LALOU Marcel-Jean, Jean-Marie, né le 27 juin 1954 à REHOVOT (Israël), demeurant à CRÉTEIL (94), 14, voie Lionel-Terray, apt 120, a été condamné à 3 ans d'emprisonnement et 30 000 F d'amende pour PUBLICITE MENSONGERE et ESCROQUERIE. La Cour a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait dans France-Soleil, Le Figaro, Le Monde, Le Matin de Paris. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS Condamnation pénale Par jugement (contradictoire) rendu le 17 février 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour EMPLOI D'UN ETRENGER NON MUNI DU TITRE ALVALENT, pour avoir à Paris, le 22 octobre 1985, engagé au conservé à son service trois étrangers non munis de titre les autorisant à exercer une activité salariée en France. Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal des contrôleurs du travail FAURE-MURET et DENIS, en date du 22-10-1985, que le jour même à 13 heures, dans le local du restaurant PIZZA DI NAPOLI, 29, rue Belgrand à Paris (20^e), établissement exploité par le prévenu, a été constaté la présence de : NAJAR ASSEN, de nationalité tunisienne, travaillant comme barman ; BACCOU SAUMUR de nationalité marocaine, travaillant comme cuisinier, et de BOUNELASSA HASEN, de nationalité tunisienne, également comme cuisinier. Attendu que ces trois étrangers étaient dépourvus tant de titre de séjour que de titre de travail ; que le premier a allégué qu'il avait été engagé par le prévenu 6 mois auparavant ; que les autres ont déclaré ne pas se rappeler la date de leur embauche ; DI NAPOLI Salvatore, né le 18 avril 1949 à Favara (Italie), commerçant, demeurant à Paris (20^e), rue Belgrand, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et à 3 amendes de 5 000 F chacune. Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait, dans Le Monde. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 2 juillet 1987, M. CAZENAVE DE LACAUSSE Charles, né le 24 août 1946 à Portès (Gironde), demeurant 89, boulevard Saint-Michel à PARIS-5^e, a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE. La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans Le Journal Officiel, Le Figaro, Le Monde, L'Affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de PARIS-5^e. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS Condamnation pénale Par jugement (contradictoire) en date du 3 février 1987, la 1^{re} chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour fraude fiscale, à la peine d'un an d'emprisonnement avec sursis et 40 000 F d'amende, THOULOUZE Michel, né le 29 juillet 1945 à Pénzes (Hérault), journaliste, demeurant à PARIS (16^e), 5, villa Victorien-Sardon.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS Condamnation pénale Par jugement (défaut) rendu le 28 avril 1987, la 31^e chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GENERALES DE SECURITE (bâtiment ou travaux publics), pour avoir à Paris, le 31 décembre 1985, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du Code du Travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du Code du Travail, en faisant travailler un salarié à 8 m de hauteur sans protection collective ou individuelle, à la peine de 15 000 F d'amende, LEAL Escadès, Mameel, né le 17 avril 1954 à LAGES (Portugal), gérant de société, demeurant à Issy-les-Moulineaux (92), 17, rue du Docteur-Willuime. Le Tribunal a en outre ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans Le Monde et Le Figaro. Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Au MRG : quel candidat pour 1988 ?

MONTCHANIN de notre envoyée spéciale

Les universités d'étés organisées par les partis ont, entre autres vocations, celle de faire parler de soi et de galvaniser le moral des troupes. Exception à cette tradition, le MRG (Mouvement des jeunes radicaux de gauche) n'a pas servi de tribune médiatique aux responsables du parti et il n'a guère mobilisé. A l'exception, certes, des caciques, tels MM. Michel Crépeau et Roger Gérard Schwarzenberg, maintenant la distance qu'ils ont prise depuis le début de l'année avec la direction du parti qu'ils ont présidé l'un et l'autre. Ils n'ont pas fait le voyage de Montchanin (Seine-et-Marne) ; Seul M. Jean-Michel Baylet, également ancien président, est venu le premier jour, le samedi 29 août, faire savoir que, selon lui, les radicaux de gauche se devaient de soutenir l'an prochain le candidat socialiste.

M. Doubin. Reste que si M. François Mitterrand ne se représente pas, le MRG, selon son président, « ne se laissera pas imposer » n'importe quel candidat et en conséquence « doit se préparer » à désigner le sien. Cette analyse n'est pas unanimement partagée. Pour certains radicaux, le MRG doit, en toute hypothèse, avoir son porte-drapeau en 1988. Pour d'autres, convaincus que M. Michel Rocard « tra jusqu'au bout », il est nécessaire de soutenir l'ancien ministre de l'Agriculture, susceptible, selon les mêmes, de réussir là où les radicaux ont échoué, c'est-à-dire de permettre l'émergence d'un parti de centre gauche.

M. Doubin a fait aussi le point des discussions entre radicaux de gauche et radicaux valoisais. Après avoir promis la publication de propositions concrètes et conjuguées des deux formations en faveur de la construction européenne à la fin du mois, il a souhaité que « les retrouvailles des deux branches de la famille radicale se préparent et se vérifient ». Si la réunification n'est pas pour demain, elle peut être pour après-demain, c'est-à-dire après mai 1988. Cet objectif, accompagné d'un appel à la constitution de comités de liaison dans les départements, ne doit pas, a-t-il affirmé, conduire les uns ou les autres « à mettre leur drapeau dans la poche ». En outre, la direction du MRG continue à ne pas négliger l'« alliance » possible avec les sociaux-démocrates et les gaullistes de gauche.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Son successeur à la tête du parti, M. François Doubin, a été plus nuancé le lendemain. Pour lui, le « bon » candidat est celui qui « montre qu'après son élection il est capable de disposer d'une majorité », à l'issue de ce « troisième tour » déterminant que seront les législatives. Du futur président, M. Doubin attend qu'il « fasse fonctionner les institutions », qu'il « modère tous les excès d'une majorité parlementaire par son influence morale » et qu'il limite l'exercice de « son pouvoir personnel », comme l'a amorcé la période de collaboration.

M. Marchais préfère un président de gauche

« Nous sommes toujours disposés à des alliances et à des ententes avec le PS. Mais il est exclu qu'un accord puisse être conclu sur la base de sa politique actuelle », a déclaré M. Georges Marchais à RTL, le lundi 31 août. Le secrétaire général du PCF a précisé cependant : « Il y a toujours des compromis. Une formation politique ne peut pas imposer ses vues aux autres. C'est ce qu'a fait le PS quand il avait la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Les électeurs de gauche doivent se rappeler que donner la majorité absolue au PS lui permettrait de ne pas tenir ses engagements. » Le dirigeant communiste, qui préfère voir « un président de gauche [plutôt que] un président de droite » (1), s'est demandé « comment le PS allait rendre compte du mandat qui lui a été confié » depuis 1981. « Les électeurs socialistes ont été profondément déçus quand ils ont compris ce qui s'est passé », a-t-il déclaré. M. Marchais. Des « conditions exceptionnelles » existent pour « un rassemblement en vue d'actions communes des travailleurs socialistes et communistes » a-t-il souligné.

Interrogé sur les critiques concernant l'âge du président de la République formulées au sein de la majorité, le député du Val-de-Marne, qui est âgé de soixante-sept ans, a répondu : « Nous n'avons jamais tenu ce langage. » M. Marchais a également déclaré qu'il aurait « accepté » la chanteuse Madonna à la fête de l'Humanité, qui a lieu les 12 et 13 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), si elle avait voulu venir « gratuitement ou dans des conditions financières acceptables ». Le secrétaire général a estimé « ridicule d'essayer de récupérer la popularité d'un grand nombre de vedettes. » (1) Lors de la conférence nationale du PCF, les 12 et 13 juin dernier, M. Marchais avait indiqué : « Il ne nous faut pas imposer ce qui sera [sa] présidence de la République. »

M. Henri Emmanuelli dénonce vivement la gestion de MM. Balladur et Séguin

M. Henri Emmanuelli, membre du secrétariat national du PS chargé de la communication et ancien secrétaire d'Etat chargé du budget, a vivement critiqué, le lundi 31 août, lors d'un « point de presse » hebdomadaire du PS, les résultats de la politique de MM. Edouard Balladur et Philippe Séguin.

« M. Emmanuelli, à propos de la prestation du ministre d'Etat au « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 30 août, a souligné que, « d'une certaine manière, M. Balladur reconnaît ses échecs ». M. Emmanuelli a remarqué que « le chômage et ce qui a été fait », a déclaré M. Marchais. Des « conditions exceptionnelles » existent pour « un rassemblement en vue d'actions communes des travailleurs socialistes et communistes » a-t-il souligné.

M. Emmanuelli, à propos de la prestation du ministre d'Etat au « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 30 août, a souligné que, « d'une certaine manière, M. Balladur reconnaît ses échecs ». M. Emmanuelli a remarqué que « le chômage et ce qui a été fait », a déclaré M. Marchais. Des « conditions exceptionnelles » existent pour « un rassemblement en vue d'actions communes des travailleurs socialistes et communistes » a-t-il souligné.

M. Emmanuelli, à propos de la prestation du ministre d'Etat au « Club de la presse » d'Europe 1, le dimanche 30 août, a souligné que, « d'une certaine manière, M. Balladur reconnaît ses échecs ». M. Emmanuelli a remarqué que « le chômage et ce qui a été fait », a déclaré M. Marchais. Des « conditions exceptionnelles » existent pour « un rassemblement en vue d'actions communes des travailleurs socialistes et communistes » a-t-il souligné.

L'ancien secrétaire d'Etat au budget a été à la réalité de la réduction du déficit budgétaire : « Si, a-t-il précisé, on restreint les dépenses en excluant les privatisations, on avait 153 milliards de déficit budgétaire en 1987. Si l'on ajoute « les déficits de M. Séguin », on aboutit à une augmentation du besoin de financement des administrations publiques, selon M. Emmanuelli. Celui-ci a précisé que le PS publiera un Livre blanc sur les modalités des privatisations.

A propos des « noyaux durs » d'actionnaires, M. Emmanuelli a affirmé : « Dans aucune démocratie (...) on n'aurait pu assister à une telle redistribution des leviers de commande qui s'est faite au profit d'un très petit groupe d'amis et nous nous chargeons nous-mêmes de démontrer. » « On aura constaté, en fait de redressement, a continué le député des Landes, à une régression de notre appareil de production sur fond de démantèlement de la collectivité sociale, avec en prime le bradage de secteurs économiques clés à quelques copains. »

A propos de M. Philippe Séguin, il a affirmé : « Si M. Séguin cherche vraiment à savoir à quel servira un président socialiste, on peut l'aider : il servira par exemple à résorber les déficits qu'il a créés, à remettre sur pied une législation sociale au démantèlement de laquelle il a abondamment participé. » M. Emmanuelli a reproché à M. Séguin d'avoir « décidé 50 milliards de prélèvements sociaux (...) supplémentaires ». « M. Séguin, a-t-il continué, aurait tort de croire que l'incompétence est un bon à tirer sur l'avenir. »

A propos de la candidature de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Emmanuelli a rappelé que le PS « est un parti démocratique, ce qui, manifestement, est assez incompréhensible pour un certain nombre de leaders de droite. » « Ils ont tort de nous venir, son candidat, et à ce moment-là il ne leur restera plus qu'à occuper de leurs trois candidats », a-t-il continué. Néanmoins, M. Emmanuelli a reconnu que « les socialistes n'ont pas intérêt à cultiver leurs différences ».

PROPOS ET DEBATS

M. Michel Rocard :

respectueux « Je n'ai jamais songé à une action politique qui se mènerait seul et mes camarades socialistes le savent bien », affirme M. Michel Rocard dans un entretien publié mardi 1^{er} septembre par Midi Libre. Le maître de Confans-Sainte-Honorine ajoute que « la Constitution de la 1^{re} République crée (...) une situation dans laquelle la relation entre le président — et donc le candidat — et l'opinion est une relation personnelle ». A la question : « Vis-à-vis d'une éventuelle candidature de François Mitterrand, quelle est votre attitude ? », M. Michel Rocard répond d'un mot : « Respectueuse. »

M. Méhaignerie :

outrances Les critiques lancées par les jeunes RPR à l'encontre du chef de l'Etat (le Mitterrand à l'hospice) ne sont pas du goût du président du CDS, A. Renne, le lundi 31 août. M. Pierre Méhaignerie a rappelé que « la tolérance et le sérieux dans la vie politique passent par le respect des personnes ». Le ministre du logement a estimé que les « outrances » étaient le fait de la droite comme de la gauche, et précisait, « a-t-il précisé, je me refuse à de telles pratiques pour des raisons de sérieux et afin de ne pas nuire à l'image de notre pays à l'étranger. » S'agissant, en outre, de la politique économique menée par le gouvernement auquel il appartient, M. Méhaignerie a expliqué qu'il fallait montrer aux Français que cette politique « profitera à tous et non seulement à quelques-uns ».

M. Jacques Toubon :

la névrose Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, a affirmé, le lundi 31 août, sur France-Inter (le Face au public), qu'il ne souhaite pas faire de l'âge du président de la République « un argument de campagne ». Il a, d'autre part, contesté que le porte-parole du RPR, M. Franck Borotra, ait mis en cause l'âge et les capacités intellectuelles de M. Mitterrand. « Il y a une névrose collective sur ce sujet. On entend même ce qui n'est pas dit », a-t-il protesté. M. Toubon a estimé que le chef de l'Etat se conduit « plus en candidat politicien qu'en président d'un pays », notamment à travers ses propos sur la chaîne musicale que M. Chirac veut « reconstruire » un faisant, avait M. Mitterrand, d'un « palais une biocasse ».

M. François-Poncet :

le choix Analysant devant les jeunes démocrates-socials (JDS) qui tiennent leur université d'été à Hourtin, près de Bordeaux, les grands défis internationaux auxquels la France est confrontée, M. Jean François-Poncet a affirmé qu'au cours du prochain septennat « nous aurons à relever des défis et nous ne le ferons que si la France ne se trompe pas de président de la République ». L'ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, aujourd'hui proche de M. Raymond Barre, a déjà fait, quant à lui, son choix.

M. Péronnet :

affligeant « Les propos tenus sur le personnage du chef de l'Etat sont indignes de la part de ceux qui se prétendent des responsables politiques », c'est le point de vue exprimé le lundi 31 août, par M. Gabriel Péronnet, président d'honneur du Parti radical. « Ils seraient désolés s'ils n'étaient pas affligés », a-t-il ajouté, en s'inscrivant de la tournure que prend la campagne électorale avec cette polémique sur l'âge du capitaine. »

RECTIFICATIF :

Une erreur de transmission a faussé le sens d'une déclaration de M. Pasqua à l'Université d'été des jeunes du RPR (Le Monde du 1^{er} septembre). Le ministre de l'intérieur n'a pas dit de M. Mitterrand qu'« il n'a pas l'air désagréable ». Cette remarque s'appliquait à la chanteuse Madonna. D'autre part, M. Pasqua était à Arles pour la dernière journée de cette Université et non pour la première.

لقد كنت في الحب



Le Monde SCIENCES ET MEDECINE

Sous la faux du SIDA

L'impuissance des médecins, l'angoisse des malades et des séropositifs, font souvent du SIDA une maladie intolérable.

A propos du SIDA, une enquête américaine de 1985 montrait que plus d'un tiers du personnel soignant éprouvait une anxiété majeure lors de la prise en charge de malades atteints de cette maladie. On observait alors des réactions d'évitement de soins ou de contact corporel, voire des attitudes d'agressivité des soignants à l'égard des malades.

plus en plus souvent, en milieu hospitalier, à ces spécialistes de la communication que sont les « psy ». Mais, dans l'intimité de son cabinet, le spécialiste, ou le généraliste, se sent bien désarmé.

Les conséquences psychologiques

Au-delà du corps médical ou paramédical, quelles réactions psychologiques, individuelles et collectives, l'extension de l'épidémie de SIDA déclenche-t-elle ? Quelques études anglo-saxonnes mais aussi françaises permettent une première approche du problème.

La situation décrite dans cette étude paraît aujourd'hui dépassée parce que les risques de contamination sont mieux circonscrits et les mesures de précaution, généralisées. Sans doute aussi parce que le SIDA a perdu auprès du personnel paramédical son caractère de maladie nouvelle et mystérieuse. Pourtant, l'angoisse demeure. Elle est moins conditionnée aujourd'hui par la peur d'être contaminé par le virus que par l'évolution très pénible de cette maladie qui frappe de manière inexorable des sujets souvent jeunes.

C'est aux médecins que revient la tâche redoutable d'annoncer la séropositivité. On conçoit que cette annonce soit particulièrement délicate lorsqu'il s'agit d'une femme enceinte ou souhaitant l'être, d'un couple dont l'un est « HIV + », d'un jeune enfant ou d'un adolescent hémophile.



Laboratoire de contrôle du vaccin HEVAC B Pasteur en milieu stérile.

Les derniers défis

L'Association pour la recherche en physiologie de l'environnement s'est même dotée d'une règle éthique intangible : tous ceux qui participent aux expériences réalisées au laboratoire de haute altitude Vallot (4 350 mètres), au Mont-Blanc, doivent être « expérimentateurs ». Le groupe qui vient de subir une série d'observations au département de physiologie de Créteil avant de se rendre au centre Vallot pour des relevés similaires est d'ailleurs exclusivement composé de médecins, à l'exception d'un ingénieur de l'INSERM... qui a conçu un appareil miniature de détection du mal des montagnes.

altitude pour des « observations ». Un hélicoptère de secours avait bien été prévu, mais le but de l'opération restait tout de même d'étudier les conditions d'apparition des œdèmes, qui peuvent être fatals.

Cependant, aujourd'hui, les renseignements obtenus grâce aux expéditions « sportives » sont de plus en plus marginaux. Les grands mécanismes de l'adaptation à l'hypoxie (manque d'oxygène) sont connus et la médecine de haute altitude a désormais besoin d'études qualitatives précises. Il a donc fallu explorer de nouvelles voies, comme l'expédition médicale. L'ARPE en a déjà organisé deux : l'une en 1981, au Népal, l'autre, quatre ans plus tard, dans l'Annapurna. Avec beaucoup de matériel scientifique pour schématiser les 4 tonnes de matériel au camp de base, situé à 4 800 mètres, cent trente porteurs ont été nécessaires et une partie des appareils, ainsi que 80 litres d'azote liquide, ont été transportés par hélicoptère de Katmandou.

La recherche se poursuit également dans l'observatoire Vallot, situé sur le Mont-Blanc. Dernière solution, et non des moindres, le « caisson » qui simule la haute altitude (pression, oxygène). Si les deux appareils installés en France restent sous la haute main de l'armée française, qui l'utilise dans le domaine de l'aviation, un « caisson » ouvert aux civils sera disponible à Grenoble en 1988.

En France, il naît actuellement un enfant séropositif par jour. Pourtant, les études psychologiques n'ont porté que sur les enfants plus âgés et sur les adolescents (le plus souvent de jeunes hémophiles) qui, d'une histoire médicale grave mais contrôlée, passent à une situation d'enfants « dangereux » à l'avenir incertain. Ils peuvent réagir par le biais de troubles comportementaux : dépendance absolue vis-à-vis de la mère ou, à l'inverse, rupture totale avec les parents. Et, puisqu'ils ont été en quelque sorte les « victimes » d'une transmission sanguine, on ne peut exclure des réactions d'hostilité tant à l'encontre des médecins que des pouvoirs publics.

L'apparition des complications organiques déstabilise une seconde fois l'équilibre psychique du patient avec un risque suicidaire majeur. L'évolution en dents de scie de la maladie, émaillée de séjours hospitaliers de plus en plus longs et fréquents, fait alterner des périodes d'espoir et d'anxiété paroxystique. S'installent alors le découragement devant l'impuissance médicale et la dépendance vis-à-vis des structures de soins avec parfois des conduites agressives dans une attente plus ou moins résignée de la mort.

Trop souvent, les réactions des proches sont négatives : indifférence, repli prudent voire hostilité. Il est déjà arrivé que certains patients hospitalisés se heurtent pendant des heures, durant leurs permissions de sortie, aux portes closes de familles réprobatrices et rejetantes. Dramatiques, de telles réactions demeurent peu fréquentes.

Le SIDA provoque enfin une remise en question de la toute-puissance médicale et scientifique, fréquemment exaltée par un discours médiatique centré sur les grands succès de la médecine. La mort n'est plus seulement l'apanage des personnes ayant dépassé un certain âge. L'angoisse de mort étroit aujourd'hui une population jeune qui ne l'imaginait qu'à travers d'un accident brutal. C'est dire que les conséquences à moyen et à long terme du SIDA sont encore imprévisibles tant sur le plan de la maladie elle-même que sur son retentissement dans l'évolution des mentalités et sur la psychologie collective.

Dr FRANCIS PEIGNE
professeur au Collège de médecine des hôpitaux de Paris.
ERIC CHEVALIER
interne en médecine, élève de l'Institut d'études politiques de Paris.

Les chaudières du granite

KUTZENHAUSEN de notre envoyés spéciale

Maurice Allègre, directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières, et M. Heinz Rutzhausen, vice-président de l'Institut fédéral pour la recherche géologique et les matières premières, ont signé, le vendredi 28 août, à Kutzenhausen (Bas-Rhin), l'accord qui prévoit la réalisation commune par la France et l'Allemagne fédérale du projet de Soultz-sous-Forêts.

Ce projet est de forer dans les roches sèches et chaudes un puits profond de 1 800 à 2 000 mètres, au fond duquel on espère trouver une température d'au moins 150 °C.

La chaleur naturelle du sous-sol, qui croît, en règle générale, avec la profondeur de 3 °C tous les 100 mètres en moyenne, constitue une énorme réserve potentielle d'énergie naturelle. Dans le Bassin parisien, l'eau chaude (à 60 °C environ) de l'étage géologique du Dogger est déjà utilisée pour le chauffage domestique de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

La première phase du projet de Soultz-sous-Forêts, qui devrait être achevée en 1989, comporte le forage d'un seul puits. Elle est destinée à améliorer les connaissances théoriques et pratiques de la roche et de l'hydraulique et à avoir une idée de la faisabilité et de l'économie de l'exploitation des roches sèches et chaudes.

La France consacrera à cette première phase 16 millions de francs, auxquels s'ajoutent 9 millions de francs venant des Communautés européennes ; l'Allemagne fédérale, 20 millions de francs, auxquels s'ajoutent 5 millions de francs donnés par la CEE.

L'intérêt du projet de Soultz-sous-Forêts est que la chaleur augmente de 6 °C tous les 100 mètres. Et il s'agit, dans un avenir plus ou moins lointain, d'exploiter la chaleur - 150 °C

YVONNE REBEYROL

ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE

Dans le cadre de son département ÉCONOMIE ET GESTION, le CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS organise un enseignement sur les ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE (sous la direction du professeur A. Lebeau), qui présente le développement spatial et analyse les liens qui existent entre ses aspects techniques et ses aspects socio-économiques.

Les cours auront lieu chaque mardi de 18 h 30 à 20 h, à partir du 20 octobre 1987.

Les inscriptions sont reçues au CNAM. Les cours est cependant ouvert aux auditeurs libres.

292, rue Saint-Martin 75003 PARIS

Au chevet des cordées

Pour progresser, la médecine de haute altitude recherche les concours des alpinistes.

PEUT-ON atteindre le sommet de l'Everest (8 848 mètres) sans se munir de bouteilles d'oxygène ? Jusqu'en 1978, la plupart des physiologistes, chiffres à l'appui, jugeaient ce défi bien ambitieux. Impossible, répondaient-ils le plus souvent. Les alpinistes se montrent malgré tout fort têtus, et, en dépit du scepticisme du monde médical, les expéditions en direction du Toit du monde se multiplient. Il faudra cinquante ans pour gravir sans oxygène les 300 derniers mètres, mais, en 1978, Reinhold Messner et Peter Habeler parviennent au sommet, épuisés. En quelques semaines, ils viennent de trancher un débat scientifique vieux de plus de cinquante ans.

Aujourd'hui, dix ans plus tard, la médecine de haute altitude a-t-elle encore besoin, pour progresser, de ces défis des professionnels de la montagne ? « Les observations recueillies au cours des expéditions « sportives » nous sont précieuses », c'est vrai, répond le docteur Richalet, qui dirige les travaux de l'Association pour la recherche en physiologie de l'environnement. Depuis la fondation de l'ARPE, en 1982, nous avons suivi 180 alpinistes. Ils passent des tests

avant leur départ, tiennent un carnet de randonnée où ils notent leurs moindres maux (céphalées, insomnies, diarrhées, somnolence) avec l'altitude correspondante et le nombre de journées passées dans le camp de base, et, lorsqu'ils sont de retour, nous étudions de nouveau en détail leur état de santé. Toutes ces observations nous permettent de définir un profil « optimal » de l'expédition en haute montagne. Nous avons ainsi dégagé trois « règles » de base : il ne faut pas dépasser 300 mètres de gain de dénivelé par jour (au-dessus de 3 000 mètres), il faut s'acclimater dans un camp de base suffisamment élevé (5 000 mètres pour un sommet de 7 000), et il ne faut pas rester trop longtemps au-delà de 6 000 mètres. Ces conseils peuvent paraître relever du simple bon sens. En fait, ils sont assez récents. Autrefois, par exemple, les médecins préconisaient des phases d'acclimatation très longues : certaines expéditions restaient à une altitude de 5 000 mètres pendant plus d'un mois avant de s'attaquer au sommet. Au risque de dégrèler, parfois de manière irréversible, un organisme qui n'est pas fait pour fonctionner en altitude.

L'impatience de certains alpinistes apporte parfois, au prix d'un drame, la confirmation de ces « lois de montagne » mises en avant par les physiologistes.

Ces alpinistes aventureux n'ont pourtant rien de cobayes. Ils agissent toujours de leur propre initiative, et les physiologistes se contentent d'analyser à leur retour les observations recueillies en cours d'expéditions. « Je ne proposerais jamais à quiconque de tenter une expédition dangereuse », précise le docteur Richalet.

code d'athlétisme

Bulgare

Le Bulgare... (text is very faint and partially obscured)

Tour de force

Et là, le tour de force... (text is very faint and partially obscured)

Les conséquences psychologiques

Plus en plus souvent, en milieu hospitalier... (text is very faint and partially obscured)

Les chaudières du granite

Maurice Allègre, directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières... (text is very faint and partially obscured)

Au chevet des cordées

Pour progresser, la médecine de haute altitude recherche les concours des alpinistes... (text is very faint and partially obscured)

Les derniers défis

L'Association pour la recherche en physiologie de l'environnement s'est même dotée d'une règle éthique intangible... (text is very faint and partially obscured)

Les chaudières du granite

Maurice Allègre, directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières... (text is very faint and partially obscured)

Au chevet des cordées

Pour progresser, la médecine de haute altitude recherche les concours des alpinistes... (text is very faint and partially obscured)

Les derniers défis

L'Association pour la recherche en physiologie de l'environnement s'est même dotée d'une règle éthique intangible... (text is very faint and partially obscured)

Le réveil de la mouche tsé-tsé

L'utilisation des anciennes techniques pour vaincre la maladie du sommeil.

On a beau dire et on a beau faire, le sommeil, transmis par la fameuse mouche tsé-tsé, ne cesse de provoquer des ravages en Afrique. Certes, on ne déplore plus d'épidémies dévastatrices comme celles du début du siècle, qui ont fait deux cent mille morts sur les bords de la Victoria, en Afrique de l'Est, ou celles des années 30 qui ont tué la moitié de la population de certains villages d'Afrique de l'Ouest. Mais le phénomène persiste cependant et atteint des proportions suffisamment importantes pour que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme.

Dans un rapport publié en juillet dernier, l'Organisation signale en effet que, entre 1983 et 1986, le taux d'accroissement de la maladie du sommeil (ou trypanosomiase) a été plus élevé encore qu'entre 1973 et 1983, période pendant laquelle il avait pourtant plus que doublé. Encore cette observation ne résume-t-elle que d'« informations fragmentaires » transmises à l'OMS, où l'on souligne que « bien que cinquante millions de personnes ont accès à des services de santé capables de diagnostiquer la maladie ou sous protégées par des activités de lutte anti-vectorielle ».

Pourtant, beaucoup d'efforts ont déjà été déployés pour extirper l'insecte qui sévit en Afrique dans une zone de 10 millions de kilomètres carrés à cheval sur l'équateur. L'OMS et la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont ainsi lancé, en 1984, un important programme de lutte contre la mouche tsé-tsé et la maladie qu'elle transmet, en collaboration avec des organisations africaines telles que l'OCCGE et

l'OCEAC (1). Toutefois, si des progrès ont été enregistrés en matière de diagnostic et de traitement, ils ne sont souvent — faute de moyens — mis en application qu'à très petite échelle. Il s'agit pourtant là de mesures primordiales, non seulement pour protéger les populations contre une maladie dont deux formes communes sont mortelles en l'absence de soins (2), mais aussi pour limiter l'extension du fléau.

La mouche tsé-tsé se nourrit en effet exclusivement du sang de l'homme et des animaux domestiques ou sauvages. C'est par ce biais qu'elle acquiert le parasite fateur de trouble (le trypanosome), qu'elle peut ensuite transmettre à un nouvel hôte, provoquant la trypanosomiase chez les humains et le « nagana » chez les animaux. C'est dire que tout dépistage de malades dans un village permet non seulement de limiter les décès, mais aussi de repérer la présence d'un foyer d'infection.

Améliorer les moyens de lutte

La lutte peut alors s'engager sur un deuxième front : celui de la destruction de la mouche elle-même. Au début du siècle, on n'hésitait pas à abattre les animaux sauvages pour priver les insectes de leur principale source de nourriture, et à débroussailler pour créer des zones barrières empêchant les mouches de migrer d'une région à l'autre. Il est vrai qu'aujourd'hui on n'avait pas grand choix, tant le fléau faisait rage. Mais ces méthodes quelque peu expéditives et peu respectueuses de l'environnement ont pu être abandonnées dans les années 40 lorsque fut découvert le DDT, lequel a depuis été remplacé par d'autres insecticides — notamment des pyréthroides — cent fois plus puissants.

Pour éparpiller ces substances sur les immenses zones potentiellement infestées, avions et hélicoptères ont été mis à contribution, et ils restent encore nécessaires dans les savanes de l'Afrique de l'Est. Mais ailleurs, on préfère le plus souvent avoir recours à des pièges ou panneaux enroulés d'insecticide.

Aux premiers pièges mécaniques ou aux dispositifs simulant la forme d'une chèvre, ont été substitués des systèmes plus simples tels les pièges biconiques mis au point au début des années 70 par deux chercheurs de FORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération), MM. Albert Chailier et Claude Lavoisier. Ces derniers n'ont cessé depuis d'améliorer leur « invention », modifiant la nature des tissus

et leur couleur pour augmenter l'efficacité et la longévité des pièges. Ils ont même simplifié à l'extrême ces dispositifs pour n'utiliser, dans certaines situations, que des panneaux imprégnés de produits chimiques.

Et, preuve que les techniques les plus sophistiquées et les plus coûteuses ne sont pas toujours les meilleures, pièges et panneaux se sont révélés mieux adaptés aux besoins de l'Afrique de l'Ouest. « Au lendemain d'une pulvérisation aérienne d'insecticide, il n'y a plus une seule mouche tsé-tsé sur le terrain, mais les insectes reviennent trois mois plus tard, souligne M. Chailier. Les pièges et les panneaux agissent plus lentement mais plus sûrement, et ils font écran à la réinvasion. »

D'autant que leur action peut être complétée par des lâchers de mâles stérilisés par irradiation. Plusieurs campagnes de lutte fondées sur cette méthode ont été menées avec succès, tant au Nigeria par l'Agence internationale de l'énergie atomique qu'en Tanzanie par l'Agence américaine pour le développement international. Le Centre de recherche sur les trypanosomiases animales, financé par l'Allemagne fédérale et la France, a lui aussi testé cette technique au Burkina-Faso, alternant pendant deux ans (1982-1984) la pose de pièges et de panneaux pendant les saisons sèches et les lâchers de mâles stérilisés pendant les pluies. Plus de 11 000 pièges et quelque 800 000 mâles ont été mis à contribution lors de cette campagne qui a permis d'éli-

miner trois espèces de mouches tsé-tsé riveraines ou de savane, dans une zone de 3 000 kilomètres carrés.

Ces résultats encourageants ne marquent pas pour autant la fin des recherches visant à améliorer les moyens de lutte. Des chercheurs britanniques tentent par exemple de rendre les mâles comme les femelles inféconds en les attirant dans des « boîtes » aux parois enduites des substances chimiques stérilisantes. D'autres équipes cherchent des produits odorants susceptibles d'attirer les mouches — les mélanges de gaz carbonique et d'acétone semblent faire l'affaire — pour accroître le rayon d'action des pièges, actuellement limités à une vingtaine de mètres. D'autres encore travaillent sur la reproduction des mouches — lesquelles sont vivipares et accouchent d'une larve — et envisagent de répandre sur les aires de repos des hormones provoquant des « avortements ».

Autant de voies qui pourraient se révéler prometteuses et viendraient compléter l'éventail des méthodes actuellement utilisées. En la matière, souligne M. Chailier, « il ne faut jamais abandonner les anciennes techniques ». D'autant que la lutte contre la mouche tsé-tsé promet d'être incessante car, s'ils ne sont pas surveillés en permanence, les foyers d'infection risquent toujours de se développer à nouveau, laissant planer sur l'Afrique la menace de nouvelles épidémies désastreuses.

ELISABETH GORDON.

(1) OCCGE : Organisation de coordination et de coopération pour la lutte contre les grandes endémies, installée à Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso) ; OCEAC : Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale, basée à Yaoundé (Cameroun).

(2) Voir à ce sujet l'article de MM. Gérard Lavoisier et André Stanghellini dans Le Monde du 17 août 1983.



C. DORR/SPL COSSMOS La mouche tsé-tsé

Des essais sur le charbon ardent

Les difficultés financières de la plate-forme d'un centre d'expérimentation des Charbonnages de France.

QUATRE chaudières et un four, un grand hall moderne tout à côté, un bâtiment administratif dont la façade de verre reflète le hall. A première vue, la plate-forme d'essais de charbons de Mazingarbe (Pas-de-Calais) n'a rien d'étonnant. Pourtant le CERCHAR (Centre d'études et de recherches de Charbonnages de France) dispose là de moyens de recherche tout neufs et originaux pour l'étude de la combustion du charbon ainsi que pour celle des flammes.

De 1969 à 1971, à la demande de ses autorités de tutelle, le CERCHAR a peu à peu abandonné toute étude sur l'utilisation du charbon. En 1979, après le deuxième choc pétrolier, le ministre de l'Industrie a demandé au CERCHAR de reprendre les études pour des charbons importés ou français. La combustion du charbon avait, partout dans le monde, dépassé le stade des recherches de laboratoire. Il fallait donc disposer de moyens d'essais de taille — presque — industrielle qui permettent d'optimiser les capacités de tous les types de charbon.

La première chaudière, un prototype qui marche depuis janvier 1985, est consacrée aux recherches sur le charbon pulvérisé. Ce type de charbon est obtenu par broyage, ce qui est coûteux. Mais cette poussière impalpable — les grains ont un diamètre moyen de 40 microns — est, par voie pneumatique, d'une manipulation aisée et

les centrales thermiques sont alimentées par du charbon pulvérisé. Celui-ci, à Mazingarbe, arrive dans le foyer soufflé dans un courant d'air qui apporte au four une fraction de l'air nécessaire à la combustion, et dans lequel un mètre cube d'air contient un litre de poussière de charbon. Dans le four à 1 600 °C, le charbon brûle en une seconde, et cette très rapide combustion convient à peu près à tous les types de charbon.

Grands tours

Beaucoup moins chaud (900 °C) est le deuxième four-prototype où est mise au point depuis un an la technique très récente du lit fluidisé. Le charbon est beaucoup moins fin : la taille moyenne des grains est comprise entre 6 et 15 millimètres mais elle peut atteindre les 30 millimètres. Là, les « gravillons » de charbon sont maintenus en suspension dans un nuage volant avec des remous dans le four, grâce à des courants d'air soufflés de bas en haut. Malgré la température relativement peu élevée, les grains de charbon, même les plus gros, « bouillonnent » assez longtemps dans le four pour être brûlés complètement.

Le CERCHAR, en effet, a mis au point un système original d'arrivée d'air. Celui-ci est soufflé à une vitesse de 1,5 mètre à 4 mètres/seconde par des pyramides qui, la pointe en bas, ont leur base béante de 40 centimètres de

côté, fixée sur la base du four. Et ce dispositif assure la répartition correcte des grains de charbon dans l'air du four.

Le maintien à 900 °C, obtenu par un système de pompage de chaleur, présente deux avantages importants. D'abord, les stériles (les « pierres » qui composent tout charbon) ne fondent pas, ce qui facilite leur élimination. Ensuite, on peut désulfurer le charbon. Le charbon, contenu naturellement dans les stériles ou ajouté aux grains de charbon se combine au soufre et bloque celui-ci sous la forme de sulfate de calcium stable qui est enlevé avec les cendres dans les dépoussiéres.

Si la température était supérieure à 900 °C, le sulfate de calcium se décomposerait tout de suite en chaux (oxyde de calcium) et en dioxyde de soufre. Celui-ci s'échapperait avec les fumées et polluerait l'atmosphère. Cette désulfuration directe dans le four est beaucoup moins coûteuse que le traitement des fumées.

Dès à présent, un four de ce type est prévu pour les besoins auxiliaires de la centrale de Gardaise (Bouches-du-Rhône), dont le charbon est très chargé en soufre. On sait aussi qu'un tel four pourra servir à brûler les résidus très souillés du pétrole, qui sont d'excellents combustibles.

La troisième chaudière est fondée sur le principe de grille à projection. Le charbon, sous la forme de grains de taille variable (de 1 à 20 ou 25 millimètres), y est projeté sur une grille tournant dans un foyer où la température est à 1 400 °C ou 1 500 °C. Les grains les plus fins brûlent pendant leur trajectoire ; les plus gros brûlent aussi pendant leur trajectoire mais partiellement ; ils tombent sur la grille où ils achèvent leur combustion. Certains charbons (celui de Cermaux, entre autres) ont des propriétés agglutinantes, c'est-à-dire que ses grains fondent et se collent en donnant du coke. Dans les foyers du type grille à projection, les charbons agglutinants se forment en coke, qui retombe sur la grille où il est brûlé. En outre, d'après des essais très récents, ce type de chaudière semble pouvoir être utilisé pour la désulfuration de charbons peu chargés en soufre : de la chaux est injectée dans la partie supérieure de la chaudière, où les

gaz sont déjà refroidis partiellement.

La quatrième chaudière, enfin, est « en pension » à Mazingarbe. Faite et exploitée en coopération avec Fives-Cail-Babcock selon le procédé « ignifluide » mis au point par cette société il y a environ vingt-cinq ans. Elle marche selon le principe du lit fluidisé, mais à 1 300 °C, et elle accepte des types de charbon et des granulométries très variés. Certes, la désulfuration ne peut se faire dans le foyer, mais on travaille sur un procédé qui projeterait la chaux dans le haut, moins chaud, de la chaudière. En outre, la chaleur ramollit les stériles qui se collent en blocs ; ceux-ci plongent au fond du lit et sont ainsi aisément éliminés.

L'Etat rogne les crédits

Outre les quatre chaudières, la station de Mazingarbe est équipée de divers « outils » de recherche dont un four où sont étudiées, pour plusieurs organismes français ou étrangers, l'efficacité, la forme, la température et la stabilité des flammes produites par la combustion des charbons et autres combustibles. On espère, notamment, en tirer des techniques qui réduiraient les émissions d'oxydes d'azote.

Décidé au moment où le prix du pétrole rendait le charbon largement compétitif, la plate-forme d'essais de charbons de Mazingarbe a vu l'intérêt que lui portait son autorité de tutelle diminuer parallèlement à la baisse du prix du baril. Les frais annuels de fonctionnement de la station de Mazingarbe sont d'une soixantaine de millions de francs ; l'aide publique, qui était en 1983 et 1984 de l'ordre de 25 millions de francs par an, n'est plus, cette année, que de 4 millions de francs. Certes, le CERCHAR a vendu à des voisins chimistes, en 1986, pour 4 ou 5 millions de francs de vapeur produite dans les chaudières expérimentales de la station. La vente de vapeur devrait rapporter une quinzaine de millions par an à partir de 1987. Mais la situation financière est telle que se posera à plus ou moins brève échéance le problème du maintien technologique français dans le domaine de l'optimisation des utilisations du charbon.

YVONNE REBEYROL.

Demain

Des yaourts pour la flore

Bien que ce traitement adjuvant n'ait jamais fait la preuve de son efficacité, il est d'usage de recommander aux personnes sous antibiotiques de consommer des yaourts durant le traitement pour préserver la flore intestinale et éviter certains effets secondaires, diarrhées ou maux de ventre notamment.

Le *Bifidobacterium longum* est l'un des constituants de cette flore intestinale non pathogène qu'un fabricant de yaourts a eu l'idée d'intégrer à ses produits (yaourts BA). Un test réalisé par une équipe de l'université Lille-II (sous la direction de J.-F. Colombel, du département de gastro-entérologie) sur des volontaires en bonne santé (1) qui prenaient à la fois un antibiotique (érythromycine), associé successivement aux yaourts BA ou aux yaourts normaux (trois par jour), a permis de noter une réduction sensible de la fréquence des troubles intestinaux pendant la prise de yaourts au *Bifidobacterium longum* ; certains germes (spores de clostridium) ont été détectés chez sept personnes sur huit prenant des yaourts normaux et seulement chez une personne sur huit prenant des BA.

(1) Lancet, 4 juillet 1987.

Chaloupes au ciel !

La NASA, échaudée par l'accident de Challenger, étudie différentes versions de capsules de sauvetage destinées à évacuer des astronautes en difficulté à bord de la station spatiale et à les ramener à terre. Les astronautes peuvent en effet se trouver confrontés à des situations exigeant leur départ

immédiat : station endommagée par un des nombreux débris de satellites voguant dans l'espace autour de la Terre ; navettes clouées au sol ; problèmes de santé. Une ou plusieurs capsules pourraient être amarrées en permanence à la station, prêtes à l'emploi. La NASA n'a pas encore établi les spécifications d'une telle capsule ni même décidé officiellement sa construction. Mais, en cas de décision positive, les contrats seraient lancés vers 1990, le coût d'un tel vaisseau de sauvetage étant évalué à 1,5 milliard de dollars.

Minitels municipaux

Fin juillet a été officiellement lancé COLOG, service télématique d'aide à la gestion des collectivités locales, créé par le ministère de l'Intérieur. Les maires des 38 000 communes de France se trouvent souvent confrontés à des choix difficiles en matière de gestion, qu'ils ont du mal à résoudre faute d'informations. Or les budgets locaux représentent plus de 450 milliards de francs, 45 % du budget de l'Etat ; les collectivités locales réalisent les deux tiers des investissements publics.

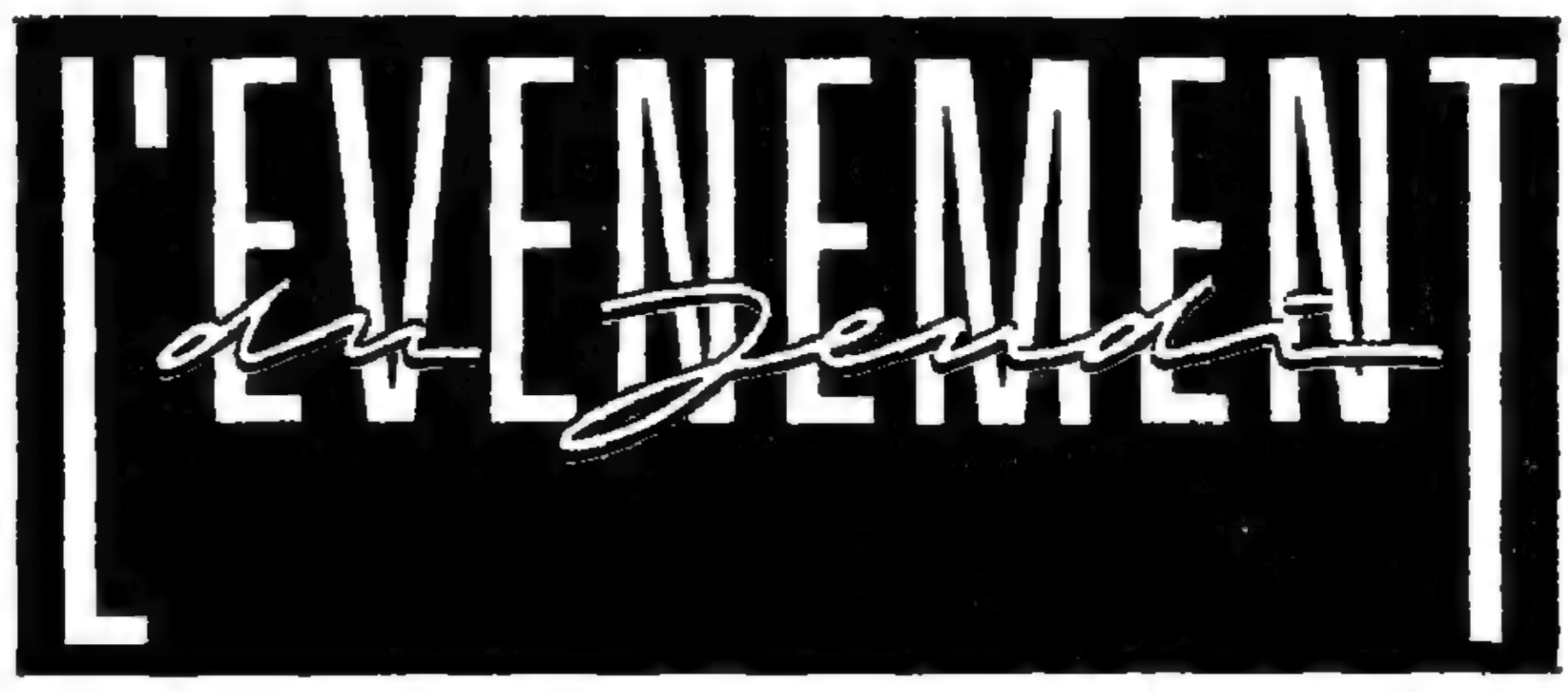
L'information est un élément-clé de toute bonne gestion. COLOG a été conçu pour aider les maires à mieux gérer les fonds publics. Ce service, accessible par minitel en composant le 36-15, propose des fiches sur les problèmes pratiques, des résumés de gestion (prix de revient des repas dans différentes cantines scolaires par exemple), des fiches juridiques, COLOG, encore expérimental, comprend trois mille pages-écran, qui seront complétées ultérieurement pour atteindre dix mille pages.

Le Monde
sur minitel
MINI JOURNAL
Le Tour du Monde en 10 écrans
3615 TAPÉZ LEMONDE

لبنان في الوجد

AUX
en
pre

هَذَا مِنْ لَدُنْهِ



AUX ANNONCEURS

Non, « l'Événement du jeudi » n'est pas, ou pas encore, le premier news-magazine français.

Certes, pour les six mois écoulés (mars, avril, mai, juin, juillet, août), il arrive en tête des ventes, devant « le Nouvel Observateur », « le Point » et « l'Express », aussi bien à Paris que dans l'ensemble de la France. En juillet et en août il a progressé de plus de 25% et occupe la première place dans la plupart des villes grandes et moyennes de l'Hexagone. Mais ces résultats doivent être relativisés. Pourquoi?

- 1** D'abord parce que, la diffusion d'un hebdomadaire n'étant pas uniforme, il y a en fonction des thèmes traités ou des efforts de promotion des périodes plus fastes que d'autres. Ainsi, si l'on prend comme référence les six premiers mois de l'année, c'est *le Nouvel Observateur* qui était en tête des ventes sur Paris. Fin 1986, c'est *le Point* qui était en tête des ventes en province et le redeviendra. Chacun triomphe à tour de rôle: le pluralisme n'est pas une course poursuite!
- 2** Ensuite parce que *l'Événement du jeudi* - qui d'ailleurs ne pratique ni les tarifs de doping ni la distribution de cadeaux - n'a encore que 35 000 abonnés, soit nettement moins que ses concurrents. Il en résulte, par exemple, qu'en juin 1987 le CESP donnait à *l'Événement du jeudi* 927 000 lecteurs contre 1 672 000 au *Point* et 1 749 000 au *Nouvel Observateur* et que, malgré les progrès enregistrés depuis, cet écart n'a évidemment pas été comblé.
- 3** Enfin parce que des succès de vente comme ceux que connaît actuellement *l'Événement du jeudi* ne signifient pas grand-chose en soi. Ce qui compte, c'est la qualité et la richesse du contenu, la cohérence et l'originalité du discours, la valeur et la force des informations. Et nous n'ignorons pas que, forts en notre totale indépendance, nous avons encore des progrès à faire. D'autant que, dans ce domaine, *l'Événement du jeudi* a de prestigieux et talentueux concurrents comme *le Point* ou *le Nouvel Observateur* qui ont largement fait leurs preuves.

« L'Événement du jeudi » entend jouer, dans tous les domaines, le jeu de la vérité.

Ce qu'il demande, c'est la transparence, la publication de vrais résultats, la condamnation des pratiques commerciales frauduleuses et la fin des méthodes visant à manipuler les chiffres de l'OJD.

L'Événement du jeudi

Daniel Production (1) 42.97.58.22.

pour trois...
 Ces résultats...
 A l'instar de...
 (1) OJDG...
 (2) Voir à...
 (3) Daniel...

Mairats
 municipaux
 Ce jour...
 L'information...

Spectacles

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20. Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Réservez à prix préférentiels avec la Carte Club.

Mardi 1^{er} septembre

- LA MÉNAGERIE DE VERRE (A. v.a.): Action Ecoles, 5 (43-25-72-07).
LA MESSIE EST FINIE (L. v.a.): République-Cinéma, 11 (48-05-31-33).
MISSION (A. v.a.): Châtelet-Victoria, 1 (45-06-94-14).
MON BEL AMOUR, MA DÉCHÉRIE (F. v.a.): Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
MOM CHER PETIT VILLAGE (Tib. v.a.): Triomphe, 1 (45-62-45-76).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit. v.a.): Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DERNIÈRE (Holl. v.a.): Triomphe, 1 (45-62-45-76).
LE NORD ALBAIN (A. v.a.): Paris-Montparnasse, 9 (45-74-94-94).
LE NOM DE LA ROSE (Fr. v.a.): Publika Champagne-Elysees, 9 (45-74-94-94).
UNE CHOCHE PAS CROYABLE (A. v.a.): Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
UNE CHOCHE PAS CROYABLE (A. v.a.): Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
UNE CHOCHE PAS CROYABLE (A. v.a.): Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

- LES FILMS NOUVEAUX
L'AMI DE MON AMIE. Film français d'Eric Rohmer.
FUNNY BOY. Film français de Christian Leuzinger.
LE NOME DE LA ROSE. Film italien de Umberto Lenzi.
LE SECRÈTE DE MON SUCCÈS. Film américain de Tony Scott.

théâtre

- Les autres salles
ANTOINE (43-08-77-71), 20 h 45 : la Tante.
CAFÉ DE LA GARE (43-78-52-51), 20 h 15 : Bien déguisé autour des oreilles.
COMÉDIE-CAMOMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Revue d'actualité à l'élysee.
CRYPTE SAINT-AGNÈS (47-00-19-31), 20 h 30 : Le préjugé.

- cinéma
CHAMBRE AVEC VUE (Brit. v.a.): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-99-83).
LA CROIXÉE DE LA MER (Fr. v.a.): Reflet Médias, 5 (43-54-42-34).
CROCODILE DUNDEE (A. v.a.): Saint-Germain-Huchette, 2 (46-33-30-30).
EVIL DEAD 2 (A. v.a.): v.f.: Maxville, 1 (47-70-72-86).
FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A. v.a.): v.f.: Paris-Cinéma, 11 (48-05-31-33).

- LES FILMS NOUVEAUX
L'AMI DE MON AMIE. Film français d'Eric Rohmer.
FUNNY BOY. Film français de Christian Leuzinger.
LE NOME DE LA ROSE. Film italien de Umberto Lenzi.
LE SECRÈTE DE MON SUCCÈS. Film américain de Tony Scott.

- LE TRAVAILLEUR (Fr. v.a.): Utopia, 5 (43-25-99-83).
LE TRAVAILLEUR (Fr. v.a.): Utopia, 5 (43-25-99-83).
LE TRAVAILLEUR (Fr. v.a.): Utopia, 5 (43-25-99-83).

- LES festivals
MICHEL SIMON, Reflet Médias, 5 (43-54-42-34).
WIM WENDERS (v.o.), 14 Juillet-Montparnasse, 9 (43-54-42-34).
TARKOVSKIY (v.o.), République-Cinéma, 11 (48-05-31-33).

- PARIS EN VISITES
MERCREDI 2 SEPTEMBRE
«Vernilles: les bosquets du parc du château», 14 h 30, côté de la statue de Louis XIV, dans la cour d'honneur du château (Monuments historiques).

- CONFÉRENCES
11 bis, rue Kappeler, 19 h 30 : «Approche de la véritable méditation» (Loge unie des Théosophes).

KEAN BELMONDO/HOSSEIN. LOCATION OUVERTE TOUT L'ÉTÉ au THÉÂTRE MARIGNY. Par TÉL. 42.56.04.41. Reprise du spectacle le 8 septembre. Le Monde sur minitel CINEMA PARIS-PROVINCE. Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires. 3615 TAPEZ LEMONDE

CNCL fait saisir les radars pirates

C'est le cas de... des radars pirates... CNCL... fait saisir...

le fils héritier

le fils héritier... CNCL... fait saisir...

le fils héritier

le fils héritier... CNCL... fait saisir...

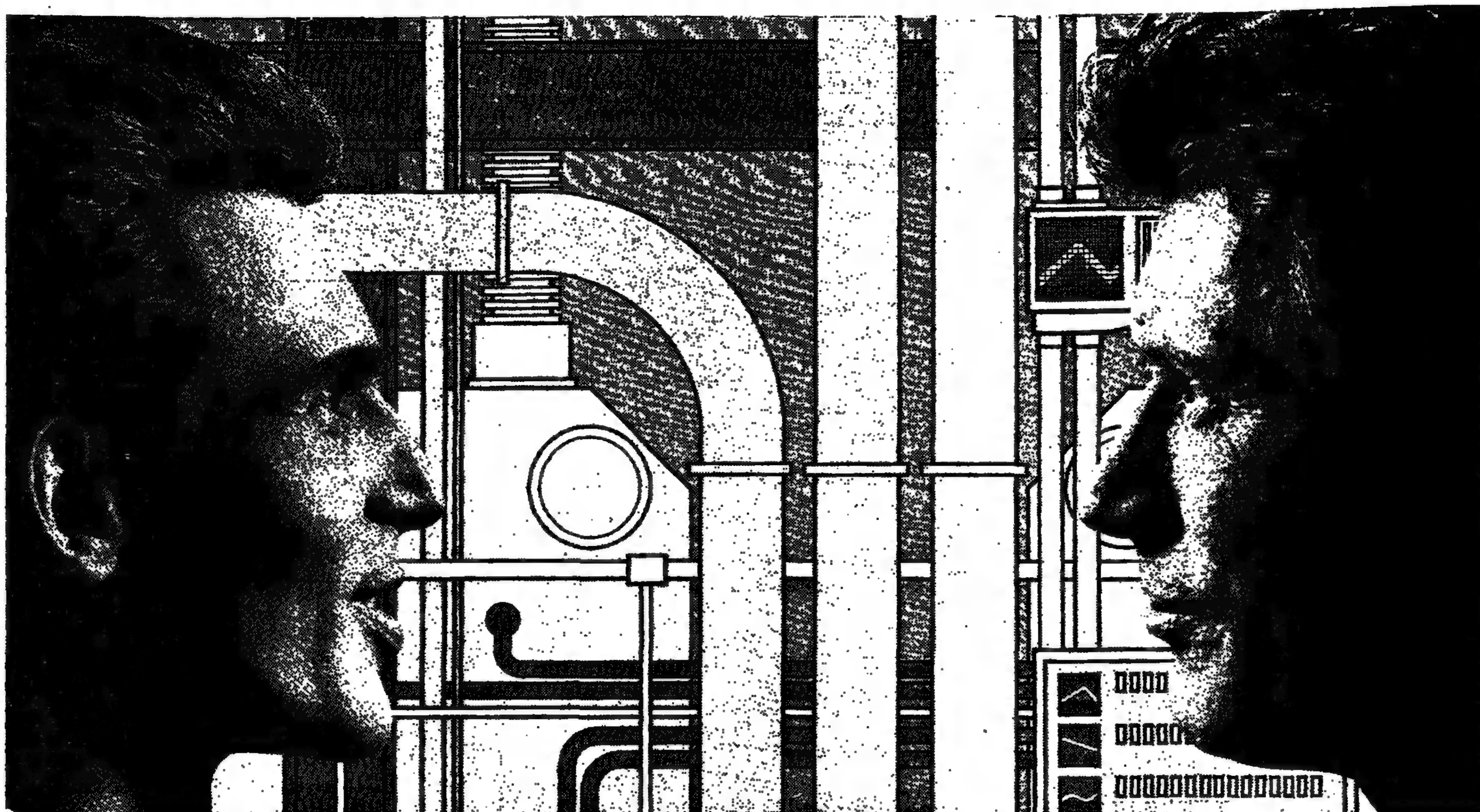
le fils héritier

le fils héritier... CNCL... fait saisir...

le fils héritier

le fils héritier... CNCL... fait saisir...

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS.

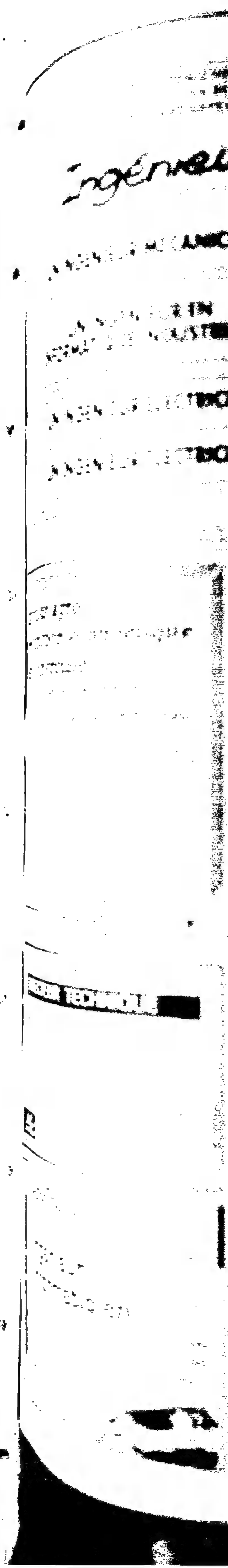


Aujourd'hui plus que jamais, c'est l'efficacité qui prime. Il ne suffit plus d'être bon. Il faut être le meilleur. Pour sortir de l'ombre et réaliser ses ambitions, l'entreprise doit savoir choisir ses cadres : dynamiques, efficaces, disponibles, en un mot, performants. Quand il n'y a pas de temps à perdre, que le défi est quotidien, le plus court chemin d'une entreprise compétitive à un homme de talent passe par Le Monde. C'est parce que Le Monde est le point de rencontre des grandes ambitions qu'il est le premier journal d'offres d'emploi encadrées.

PREMIER JOURNAL D'OFFRES
D'EMPLOI DES CADRES

Le Monde

المجلة الأولى



SECTEURS DE POINTE

SOCIETE D'INGENIERIE SPECIALISEE DANS LA CONCEPTION, L'ETUDE ET LA REALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS FAISANT APPEL A DES TECHNOLOGIES DE POINTE, recherche des

Ingénieurs grandes écoles

parlant anglais et acceptant des déplacements de courte ou moyenne durée.

Pour la Région Parisienne

UN INGENIEUR MECANICIEN

Ref. 87-19 Pour diriger une équipe d'ingénieurs et de techniciens pour la conception d'équipements mécaniques automatisés. Ce poste exige une bonne formation générale en mécanique et en calcul de résistance des matériaux, quelques années d'expérience et une aptitude certaine au commandement.

UN INGENIEUR EN INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Ref. 87-20 Il concevra et réalisera des systèmes informatiques de conduite de processus industriels continus et discontinus, en France ou à l'étranger. Il devra avoir quelques années d'expérience dans l'analyse de processus industriels.

UN INGENIEUR ELECTRICIEN

Ref. 87-21 Pour concevoir et réaliser des installations électriques mettant en œuvre des systèmes à base d'électronique de puissance rapide.

UN INGENIEUR ELECTRICIEN

Ref. 87-22 Pour étudier et suivre la réalisation de réseaux électriques (production et distribution). De formation électrotechnique, il aura une spécialisation en réseaux électriques et l'expérience du dimensionnement des sources de production et des réseaux.

UN INGENIEUR DE PROCEDE GENIE CHIMIQUE ET VENTILATION

Ref. 87-24 Il aura en charge les études de conception de circuits de fluides, l'analyse de conduite et l'élaboration des propositions d'essais en coordination avec les autres spécialités. Il devra avoir 5 à 6 ans d'expérience en génie chimique et thermique. Il sera apte à diriger une équipe d'ingénieurs et de techniciens travaillant sur plusieurs projets.

UN INGENIEUR GENIE CHIMIQUE CONFIRME

Ref. 87-33 Connaissant plus particulièrement le transport et la séparation des produits solides, il aura à établir des propositions techniques : schémas, implantations, choix des équipements, bilans matières et énergétiques, estimations des quantités d'ouvrages.

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

Ref. 87-32 Au sein de la Division Informatique il assurera, dans un premier temps, la mise en œuvre sur VAX 8200 d'un SGBD relationnel, pour la conception et la réalisation d'applications de gestion technique et gestion de projet. La maîtrise des bases de données relationnelles, quelques années de pratique (dont VAX/VMS) et la connaissance de méthodes de conception sont indispensables. L'expérience de l'utilisation des bases de données dans des processus industriels « temps réel » est souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 28660 en précisant la référence du poste choisi à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040-Paris Cedex 01, qui vous garantit l'entière confidentialité.

ingénieur agro + formation économique et commerciale

Un groupe agro-alimentaire de premier plan cherche un

INGENIEUR INA, ENSA, ISA (Lille, Beauvais)

Attiré par l'économie d'entreprise et la fonction commerciale, il a acquis une formation complémentaire (MBA, ISA, IEP, IAE...). Une expérience de 2 à 3 ans dans des services commerciaux peut également constituer ce complément de formation.

Attaché à la direction des services extérieurs, il prendra en charge un secteur d'activité : ses fonctions concerneront les négociations d'achat, le suivi d'approvisionnements, la gestion des stocks des produits de ce secteur, le suivi près des établissements du bon déroulement des opérations, la mise en œuvre de la politique de communication.

Il utilisera et éventuellement rendra encore plus performant l'outil informatique.

Il pourra donc développer ses aptitudes de négociateur et d'homme de terrain aussi bien que de gestionnaire.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence 2520-M seront traitées en toute discrétion par

a. j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION 47, AVENUE ALBERT-LIBRAIRE 92100 ANTOY

NOTRE GROUPE D'ENTREPRISES DE CONSTRUCTION poursuit son développement en Ile-de-France (200 MF prévus en 1988) et recherche le

DIRECTEUR TECHNIQUE de son BUREAU D'ETUDES

Profil : environ 35 ans, ingénieur ETP ou équivalent, vous avez 5 à 10 ans d'expérience en Bureau d'Etudes techniques de structures (béton armé en particulier).

Missions : responsable des études techniques de la Société, vous assurerez l'organisation de ces études et la coordination avec les directeurs de travaux des Sociétés du Groupe et des clients extérieurs. Vous prendrez personnellement en charge la conception technique des ouvrages et la négociation avec les sous-traitants.

Nous offrons : salaire attractif, évolution de carrière au sein du Groupe pour tout candidat de valeur. Poste basé à Paris.

Ecrire avec C.V. + prêt. + enveloppe à l'adresse, s/réf. GZ/LM1, à

michel jouhannaud conseils 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ROYAL CANIN

Notre société, n° 1 de l'aliment sec pour chiens (500 personnes, 600 MF de CA en 1986, taux progression régulier - 25% en - implantation internationale) vous propose le poste de :

ingénieur informaticien

Au sein du service informatique (5 personnes), vous prendrez en charge des projets informatiques de leur conception, réalisation, à la formation de leurs utilisateurs, ceci dans un contexte très décentralisé (4 sites principaux, réseau IBM 36/38/micro).

Votre profil : vous avez 25/30 ans environ, une formation scientifique Ingénieur Bac + 5 avec option informatique + 3^e cycle type IAE. Vous parlez anglais, italien ou allemand, nous saurons l'apprécier. Lieu de résidence : Languedoc.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et présentations, à Marie May Consultants, 42 rue Pibot, 34000 Montpellier.



DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SCIENTIFIQUES

Engagez votre vie professionnelle dans un métier d'avenir, dans des activités passionnantes et diversifiées, dans une société qui vous permette d'acquies rapidement des connaissances et une expérience valorisantes.

CGI propose à 200 jeunes comme vous un avenir dans l'informatique

Après une formation éprouvée aux méthodes et outils de l'informatique (MERISE, PAC-BASE...), vous serez intégrés aux équipes opérationnelles de CGI, l'une des plus solides Sociétés d'ingénierie et de Conseil en informatique.

Vous assumerez chez nos clients des missions d'envergure croissante où vous pourrez renforcer et diversifier vos compétences, développer votre goût des responsabilités et votre créativité.

A terme, vous aurez acquis une maîtrise des techniques informatiques et une bonne connaissance de la gestion des entreprises. Vous pourrez alors choisir une évolution conforme à vos qualités personnelles et à vos ambitions.

Adresser lettre et C.V. sous référence 04/M.987, à Madame JAMET

CGI, 28-34 Rue du Château des Rentiers - 75640 PARIS Cedex 12.



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26.000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Le challenge du réseau commercial France : gagner des parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les Télécommunications.

FUTURS INGENIEURS DE MAINTENANCE LOGICIEL BULL ENGAGE VOTRE TECHNICITE

La satisfaction de nos clients passe par la compétence de notre service maintenance.

Futurs ingénieurs de maintenance, diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum, options téléinformatique, informatique ou réseaux) nous vous offrons la possibilité de rejoindre une équipe technique de haut niveau.

Basés dans un centre national à Paris, vous serez chargés d'assurer la maintenance de logiciel d'exploitation très performant, des systèmes transactionnels et informationnels.

Notre formation constructeur vous permettra d'acquies les connaissances spécifiques.

L'esprit d'équipe vous motive, alors adressez votre dossier de candidature sous réf 715 M à BÉNÉDICTE MAUDUIT - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cadre - 3, avenue Val de Fontenay 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex



SECTEURS DE POINTE

Hoechst High Chem

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST est filiale du leader mondial de la chimie. Elle réalise en France un chiffre d'affaires de 5 milliards tant en produits importés qu'en produits fabriqués. Son activité industrielle s'exerce au sein d'un centre de recherches et d'applications et de 4 usines. Pour répondre à ses objectifs de développement, elle propose à des

Jeunes Ingénieurs Chimistes

des postes de

Commerciaux

Ingénieurs Technico-Commerciaux

Ils devront contribuer au développement en clientèle industrielle, de son chiffre d'affaires dans le domaine des pigments. Postes à pourvoir : Paris, Lyon, Nantes. Débutants possibles. Réf. 811

Chef de Marché «Pigments Peinture»

Avec l'aide d'une équipe de vente, il sera responsable au niveau national du développement des ventes et de l'accroissement du taux de pénétration dans ce secteur. Une première expérience technique ou commerciale dans le domaine des peintures est souhaitée. Poste basé à Paris. Réf. 814

Laboratoire et Développement

Ingénieur Polymériste

Pour synthèse en laboratoire de dispersions aqueuses. Poste basé à Stains (93). Débutant possible, si spécialisation en polymères. Réf. 824

Ingénieur Génie Chimique

Pour calculs et mise au point de procédés nouveaux au sein du département de Développement Chimique Industriel de la Société. Poste basé à proximité de Compiègne (60). Débutant possible (ENSIC, ESPCI, UTC...). Réf. 823

Ingénieur «Procédés»

Au sein d'un département de Production (auxiliaires textiles et tensio-actifs) il aura à mettre au point les fabrications nouvelles et à transposer au stade industriel les procédés nouveaux. Expérience indispensable d'un poste similaire, de préférence en polymérisation en émulsion. Poste basé à proximité de Compiègne (60). Réf. 726

Tous ces postes impliquent une bonne connaissance de l'allemand. Notre politique interne de développement ouvre de larges possibilités d'évolution vers d'autres secteurs de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à la Société Française HOECHST, Département des Ressources Humaines, Tour Roussel Hoechst, Cédex 3, 92080 Paris la Défense.

LA VOIE DE L'INNOVATION



INGENIEUR ELECTRONICIEN CHEF DE PROJET LYON



CORECI, société performante et novatrice, spécialiste du contrôle et de la régulation industriels, recrute un ingénieur électronicien - chef de projet.

Ingénieur en électronique (ESE - Centrale - Mines - IEG ou équivalent) d'environ 35 ans, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans, dans la conception d'équipements électroniques industriels, à base d'électronique analogique et micro-programmée.

Vous aurez la responsabilité de projets de A à Z, de la conception à l'industrialisation.

Votre sens des contacts vous permettra d'animer une équipe de techniciens qui vous soutiendra dans votre tâche. La connaissance de l'anglais technique est indispensable.

La rémunération, ouverte, tiendra compte de votre expérience.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8300 E, à REUSSITES - 11, quai Rambaud - 69002 LYON.

Membre de Syntec



Centre d'Etudes Etatique (très proche banlieue sud) recherche m(e)

JEUNE DIPLOME(E) SCIENTIFIQUE (Ecole d'Ingénieur ou DEA) débutant(e) ou avec quelques années d'expérience.

130 000 - 180 000 selon expérience et formation pour des études de recherche opérationnelle dans les domaines techniques et logistiques.

Des connaissances en probabilités, statistique, optimisation et modélisation seront appréciées.

Adresser C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 1660 à PIERRE LICHAU 10, rue de Louvois - 75002 PARIS.

CHEFS DE PROJETS INFORMATIQUE

Vous possédez une solide expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques. Vous souhaitez affirmer et développer vos compétences techniques, humaines et commerciales dans les domaines de la Télématique, des Télécommunications, de la Défense, de l'Industrie et de l'Espace.

Nous recherchons des ingénieurs de formation grande école ayant une bonne connaissance de l'informatique.

Venez collaborer à la réussite de nos projets et prendre des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1600 personnes, plus d'un milliard de francs de chiffre d'affaires en 1986, une implantation nationale et internationale.

Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, conseils, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise. Nous avons développé des technologies et un savoir-faire exceptionnels dans le domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et numériques, des systèmes d'automatisation : annuaire électronique, pages de métré, systèmes de commandement pour les forces armées, Transpac... Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

SESA - Direction des Ressources Humaines 30, Quai de Dion Boutron 92806 Puteaux Cedex Réf. 48 LM



PRODUITS ROCHE

chefs de projet confirmés

Vous avez une bonne expérience du management et du développement d'applications sur grands systèmes IBM (CICS, DL1) et la pratique de la gestion de production.

jeunes ingénieurs-chefs de projet

pour prendre en charge le développement de projets dans le domaine de la gestion.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à la Division du Personnel - PRODUITS ROCHE 52, bd du Parc - 92521 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

DEFENSE TRANSPORT TELECOMMUNICATIONS

La Compagnie de Signaux et d'Équipements Électroniques est constituée de 3 pôles industriels : DEFENSE, TRANSPORT, COMMUNICATIONS, l'ensemble étant imbué par une compétence en micro-informatique et par une expérience reconnue dans les systèmes de sécurité. Son CA est de 1,25 milliard. Elle emploie 2500 personnes dont 800 ingénieurs. Les établissements de la région parisienne sont implantés en PROCHE BANLIEUE SUD.

Elle recherche pour compléter l'équipe de 10 ingénieurs logiciels développant UNE APPLICATION D'AMPLIEUR NATIONALE DE TELECOMMUNICATIONS :

INGENIEUR REALISATEUR DE LA BASE DE DONNEES Il assurera le schéma et la réalisation physique de la base de données sur BULL DPS8 avec IDS2.

INGENIEUR LOGICIEL SUR MICRO-ORDINATEUR Il sera le spécialiste micro au sein de l'équipe de projet et développera en langage le logiciel d'application sur PC-AT.

INGENIEUR QUALIFICATION DU LOGICIEL Il qualifiera le logiciel du projet. Expérience nécessaire : qualification et recettes d'un grand système réparé temps réel d'application industrielle.

Ingénieurs diplômés ou titulaires d'une maîtrise ou d'un DESS informatique, vous pourrez évoluer soit au sein du secteur réseau de télé-informatique, soit dans d'autres activités dans le cadre de la politique de MOBILITE.

Merci d'adresser, sous réf. 9 MAT, votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) à CSEE - DPH, Service Emploi et Développement des Cadres - BP 514, 92542 Montrouge Cedex.

CSEE HAUTE FIABILITE HAUTE SECURITE

Adjoint chef de service Formes sèches

Nous sommes la filiale française en expansion - CA 1 milliard de F, 850 personnes - d'un important laboratoire international connu pour la qualité de ses produits et la réussite de ses recherches.

Dans notre usine d'EVREUX, le secteur "Formes sèches" assure la production des comprimés, granules, gélules, de la matière première au produit conditionné.

Vous serez chargé des équipements et process dans une dynamique d'amélioration ; vous aurez un rôle actif dans les investissements ; vous concrétiserez ces réalisations par la formation et la motivation du personnel concerné.

Vous avez une formation ingénieur ou maîtrise secteur agro-alimentaire, ou pharmacien option industrie.

Une première expérience industrielle serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV s/réf. 78.01 M à Jacques PIGNARD Conseil, 5 rue des Terrasses, 14000 CAEN.



Handwritten signature or note

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

METHODES ET ORDONNANCEMENT



Chez BMW France, l'informatique est l'un des fers de lance de notre compétitivité. Venez participer à cet élan pour développer l'informatisation de notre département distribution commerciale.



Donnez libre cours à votre créativité industrielle

Deuxième pôle français en communication d'entreprise (5000 personnes, 2,5 Milliards de Francs de CA), déjà très présents sur les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la Radiotéléphonie (Téléphone de voiture et Réseau d'Entreprise), de la Communication Privée (Intercoms et Autocomms électroniques) et de la Télématique (Terminals télématiques, systèmes bureautiques).

Ingénieur Logiciel Temps Réel

Dans un premier temps, vous vous formez sur nos produits téléphoniques et vous participez au développement logiciel. Vous pourrez évoluer rapidement en prenant la responsabilité de projets logiciels.

MATRA COMMUNICATION

Mettre en œuvre « à un poste clef » le GENIE LOGICIEL

La Compagnie de Signaux et d'Équipements Electroniques est constituée de 3 pôles industriels : DEFENSE, TRANSPORT, COMMUNICATION. l'ensemble étant irrigué par une compétence forte en micro-informatique et par une expérience reconnue dans les systèmes de sécurité.

Responsable de la compétence logique pour l'ensemble des affaires de commande centralisée ferroviaire, il affectera les moyens humains et matériels en fonction des demandes des chefs de projets, validera les devis logiciels, contrôlera leur respect, fera appliquer et évoluer les méthodologies logicielles. Forte expérience dans les domaines des systèmes informatiques temps réel.

BMW France JF Guthmann Direction du Personnel 3, avenue Ampère - 75380 Bois d'Arcy

GROUPE SYSECA TEMPS REEL INGENIEURS CONFIRMES PARIS - BREST - TOULON Nous comptons en France parmi les leaders de l'ingénierie informatique (1000 collaborateurs, C.A. 400 MF).

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26.000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Pesage industriel électronique Relevez le challenge européen L'électronique et l'informatique ont révolutionné notre métier de tradition mécanique : le Pesage industriel. Notre savoir-faire de 200 ans d'expérience allié à notre maîtrise des technologies de pointe, nous fait leader en France (600 p., 365 MF de CA) dans la construction de sa position européenne pour 1992.

FUTURS INGENIEURS TECHNO-COMMERCIAUX BULL ENGAGE VOTRE TALENT D'ORGANISATEUR Futurs Ingénieurs technico-commerciaux diplômés (BAC + 5, option informatique appréciée), vous joignez à vos talents d'organisateur et de communicateur de réelles compétences techniques.

INSTITUT LAUE LANGEVIN (ILL) GRENOBLE - FRANCE L'ILL est un Institut de RECHERCHE FONDAMENTALE financé par la FRANCE (CEA et CNRS), l'ALLEMAGNE FEDERALE, la GRANDE BRETAGNE, et depuis peu l'ESPAGNE.

BULL ENGAGE DE FUTURS SPECIALISTES RESEAUX Futurs Ingénieurs (diplômés grandes écoles option systèmes réseaux ou téléinformatique), venez développer avec nous notre programme d'information et de communication d'entreprise, en participant à l'actualisation du niveau de connaissances de nos équipes et de nos clients dans ce domaine.

Vertical text on the left margin containing various small notices and advertisements.

SECTEURS DE POINTE



**DOCUMENTATION TECHNIQUE :
UNE FONCTION STRATEGIQUE**

Filiale du Groupe THOMSON, SEDOC est spécialisée dans la réalisation de documentations industrielles de matériels de haute technicité, et confirme sa vocation d'aide à la communication technique. De nouveaux marchés nous conduisent à renforcer nos équipes et à offrir en proche banlieue parisienne ou dans la région lyonnaise des opportunités de carrière à des :

TRADUCTEURS H/F

De longue maternelle anglaise, vous possédez une formation supérieure et justifiez d'environ 5 ans d'expérience de la traduction technique. Votre parfaite maîtrise de ce domaine vous conduira à assurer également le rôle d'interprète auprès de nombreux clients étrangers. (Réf. E/L/M)

REDACTEURS ELECTRONICIENS H/F

Diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs vous êtes débutant ou possédez une première expérience. (Réf. F/L/M)

2 REDACTEURS CHEFS DE PROJETS H/F

Diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs, vous maîtrisez l'anglais et justifiez de 4 à 5 ans d'expérience (en particulier en gestion de projet). Vos connaissances dans les domaines de l'hyperfréquence et/ou réseaux et/ou asservissement constituent un atout supplémentaire. Pour l'un de ces postes, l'aptitude à la rédaction à caractère technico-commercial ou publicitaire est indispensable. (Réf. G/L/M)

L'ensemble des postes de rédacteurs implique impérativement organisation, goût des contacts et aptitude à l'animation d'équipes.

Si vous vous reconnaissez dans l'un de ces profils, rencontrons-nous. Merci d'adresser votre dossier de candidature avec présentations en précisant la référence du poste choisi à : M. ICHKANIAN - Sociétés SEDOC - 283 rue de la Minière - 78530 BUC.



Ingénieur-Formation



Hier, le transistor et le circuit intégré... Aujourd'hui, le microprocesseur, ses interfaces et ses logiciels d'asservissement... La technicité et la complexité sans cesse croissantes de l'audio-visuel demandent une formation et un recyclage constants tant pour les techniciens que pour les vendeurs. Aussi notre

Service Après-Vente leur propose-t-il des stages techniques. Nous souhaitons aujourd'hui étoffer notre équipe formation et recherchons un ingénieur en électronique pour prendre en charge ces sessions : cours théoriques et pratiques sur nos produits grand-public. Nous recherchons un homme, ou une femme, jeune, diplômé d'une Ecole d'électronique ou d'un troisième cycle universitaire ayant une première expérience terrain, même courte, et possédant, bien sûr, de réelles qualités de pédagogie. Ce poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements sur toute la France auprès des stations techniques ou des revendeurs, ainsi qu'en Belgique pour des réunions européennes, ou même au Japon. L'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 666.06 M1 à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Directeur études et développement



Bordeaux. Le Centre Technique Régional des Caisses d'Epargne (100 personnes 1000 terminaux) recherche son Directeur des Etudes et du Développement. Doté de moyens de premier plan (IBM 3084-Q sous MVS/XA), cet établissement a toujours misé sur l'informatique pour traiter efficacement et rapidement les opérations complexes qu'il doit effectuer. Il développe des applications bancaires qui nécessitent des compétences de haut niveau.

Le Directeur des Etudes et du Développement devra organiser, gérer et animer son département (40 personnes), élaborer le planning de développement et superviser toutes les fonctions de conception, réalisation et mise en place. Il veillera à optimiser l'utilisation des ressources informatiques et il sera en relation avec les constructeurs (matériels et logiciels) ainsi qu'avec les partenaires locaux et régionaux de l'institution.

Agé d'au moins 35 ans, ingénieur Grande Ecole, il est un généraliste haut niveau de l'informatique ayant une expérience d'encadrement dans un grand centre IBM. Il doit avoir une forte personnalité et le souci constant de la communication et de l'animation.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite sous référence B097/M à Patrick AUDHUY.



INGENIEUR DOUBLE COMPETENCE
(Chimie - Informatique)
Débutant ou première expérience

L'ADMINISTRATEUR DE BASES DE DONNEES
(Région Parisienne)

au sein de l'équipe scientifique d'un Groupe Multinationnel (Environnement VAX-ORACLE). Des connaissances en matière de bases de données seraient un avantage mais ne constituent pas un critère déterminant (formation prévue).

L'accent sera porté lors de l'examen des candidatures sur :

- les qualifications techniques ;
- les qualités relationnelles ;
- l'aptitude à s'intégrer dans un groupe performant.

Adresser dossier de candidature à GFN Développement, 14, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

CENCEP



Les Caisses d'Epargne Ecrouvel viennent d'adopter un projet de réseau qui fixe leur orientation stratégique à l'horizon 1992.

Dans le cadre de sa nouvelle organisation, le CENCEP, Centre National des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, chef du Réseau Ecrouvel recherche pour le secteur architecture informatique de sa Direction Générale, deux ingénieurs.

**RESPONSABLE DEPARTEMENT
SYSTEME DE TELECOMMUNICATION**

Vous serez chargé de définir l'architecture et les normes de télécommunication des différents établissements du groupe :

- vers l'extérieur, au travers des réseaux interbancaires existants ou prévus (SIT, CB, MSEB...),
 - à l'intérieur, entre les différentes unités composant le groupe.
- Vous en coordonnerez ensuite la mise en œuvre par les équipes de réalisation internes ou externes. (Réf. IST)

**RESPONSABLE DEPARTEMENT MATERIELS
ET METHODES INFORMATIQUES**

Responsable de la stratégie d'ensemble en matière de matériels et de logiciels de base, vous optimiserez les moyens informatiques du groupe.

Vous assurez d'autre part, la promotion des méthodes de conduite de projets d'analyse, de conception d'études fonctionnelles, de programmation (AGL) et de sécurité informatique. (Réf. IM)

De formation Grande Ecole ou universitaire, vous justifiez d'environ 10 ans d'expérience de conception et de mise en place dans une fonction similaire ou dans une SSII. Rigoureux et organisé, vous saurez animer votre département et les équipes décentralisées chargées de la mise en place.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, en précisant la référence choisie au CENCEP - 5, rue Masseran - 75007 PARIS



**INGENIEURS D'AFFAIRES
GRANDS COMPTES**

Ingénieur ou commercial informatique, vous êtes motivé par la vente de solutions complexes dans les domaines des télécommunications, des grands réseaux publics ou privés à valeur ajoutée, et du génie logiciel.

Vous souhaitez travailler dans un environnement de haut niveau vous fournissant un support efficace. Notre Groupe d'ingénierie informatique (1000 personnes, CA 400 MF), partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, attend votre candidature.

Auprès des grands comptes (DGT, Défense nationale, Administrations, secteur industriel, banques...), vous assurez vous-même votre stratégie commerciale, vous élaborez vos propositions et menez les négociations jusqu'à la signature des contrats. Vous serez autonome et responsable de votre activité. Nous saurons vous y intéresser.

Merci d'écrire sous référence 278 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline, 92213 Saint-Cloud cedex.



THOMSON-LGT

Notre Société est spécialisée dans l'étude, la réalisation et la commercialisation de produits liés à la distribution et à la diffusion des données, de l'image et du son.

Notre secteur d'activité ?

- TV hertzienne
- Radiodiffusion sonore et Radiomessagerie FM
- Reception Satellite
- Réseaux câblés
- Antennes
- Ingénierie de Systèmes

THOMSON-LGT occupe une position prépondérante sur le marché mondial de la télévision par sa présence dans 110 pays.

Nous renforçons nos services études en intégrant des jeunes.

INGENIEURS ELECTRONICIENS
(E.N.S.T. - E.S.E. ...)

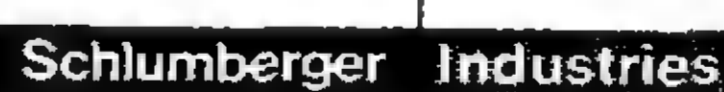
Votre volonté d'être impliqué dans l'essor des techniques télévisuelles vous conduit à rechercher des opportunités de carrière dans ce secteur en pleine évolution

Votre créativité, votre attirance pour le travail en équipe, votre potentiel sont autant d'atouts qui vous permettront de mener à bien les missions que nous vous confierons dans nos laboratoires d'études.

Que vous soyez débutant ou confirmé, si notre activité vous attire, adressez votre dossier de candidature à THOMSON-LGT Département du Personnel, B.P. 150, 78702 CONFLANS-SAINT-HONORINE CEDEX



**Ingénieur d'études :
Schlumberger et votre évolution**



■ Transactions électroniques, division du groupe Schlumberger Industries s'est spécialisée dans des activités à très forte croissance et développe des produits de technologie avancée : cartes à mémoire, systèmes de terminaux électroniques... A Besançon, notre unité conçoit, produit et commercialise des terminaux urbains.

Ingénieur d'études en électronique c'est avant tout à votre potentiel d'évolution que nous faisons appel. Intégré au sein de notre bureau d'études, vous vous associez au développement de nouveaux produits et saurez, en tant que coordinateur, gérer les projets et les hommes.

De formation Ingénieur grande école, vous disposez de bonnes connaissances en transmission de données et avez 3 ou 4 ans d'expérience en conception électronique. Vous maîtrisez l'anglais. ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature, photo, présentations, sous réf. 15847, au Service du Personnel, Schlumberger Industries, Département Terminaux Urbains & Systèmes, 32 rue de Terre Rouge, 25000 Besançon.

Handwritten text in a box: "شركة في الجزائر"

Recevoir les us de demain

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

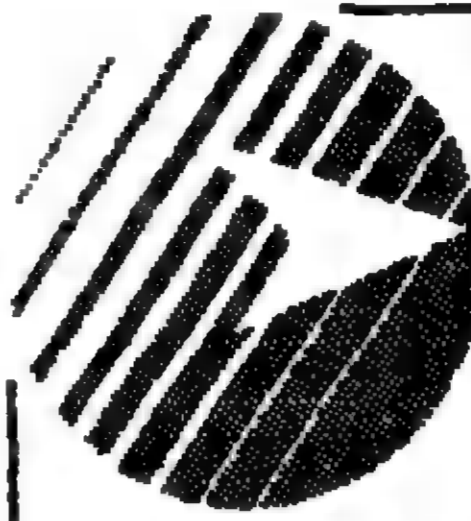
Concevoir les usines de demain

NOUS SOMMES L'UN DES PREMIERS GROUPES AUTOMOBILES EUROPEENS. NOUS VOUS PROPOSONS DE PARTICIPER AU SEIN DE NOS EQUIPES A LA DEFINITION DES PROCES ET DES MOYENS DE PRODUCTION DES VEHICULES DE DEMAIN.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

X - INGRES - PONTS - CENTRALE - NORMALE SUP - ENSTA - ENSAM - ENSI... dans un environnement de haute technologie, vous interviendrez dans l'un des domaines suivants: Conception et industrialisation... Conception des systèmes de pilotage... Choix et mise en œuvre des équipements d'automatismes...

Adressez votre dossier de candidature à l'agence Carré Turenne, 129, rue de Turenne 75003 Paris, sous réf. 486 mentionnée sur l'enveloppe.



Matra Grand groupe industriel, présent dans les secteurs de pointe où s'imposent son savoir-faire et son avance technologique: transports, électro-optique, informatique, CAO, robotique, télécommunications...

Matra Datasystème

Filiale informatique du groupe, présent dans l'univers scientifique, productique, I.A., gestion d'entreprise... par une offre-solution qui répond avec précision aux besoins exprimés...

C'est à ses INGENIEURS COMMERCIAUX que MATRA DATASYSTEME confie la mission de faire connaître et d'implanter ses solutions dans tous ses secteurs cibles: spatial et aéronautique, défense et armement, grands groupes industriels privés et publics, secteur tertiaire, administrations...

Jeunes Diplômés

Cette perspective vous intéresse? Nous vous proposons d'intégrer nos équipes commerciales et de vous confier cette mission. Après une formation intensive de 4 mois, vous participerez au développement d'un secteur commercial et pourrez valider votre dynamisme et vos talents.

Envoyer votre dossier (lettre, CV, photo + prétentions) en précisant la référence 715/21/UM à DRH MATRA DATASYSTEME 1 avenue Niepce 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

MATRA DATASYSTEME L'INFORMATIQUE DES GRANDS PROJETS

Nous sommes la filiale française en expansion - CA 1 milliard de F. 850 personnes - d'un important Laboratoire international connu pour la qualité de ses produits et la réussite de ses recherches.

3 Ingénieurs:

- 1 Responsable Gestion de Production
1 Acheteur Technique
1 Responsable Entretien avec une grande expérience, dans l'industrie Pharmaceutique, ou la Cosmétique, ou l'Agroalimentaire.



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services...

Ministère de la Défense Sologne

Jeune Ingénieur

Le GIAT (Groupement Industriel des Armements terrestres) recherche pour les Ateliers de chargement de Scorpio (700 pers.) un jeune ingénieur. Adjoint au chef de service, il participera à la conception et à la maintenance de l'outil industriel de production.

Ingénieur diplômé (ESE, AM, ECAM, ICAM...) vous êtes débutant, ou mieux possédez une première expérience professionnelle. Vous vous intéressez à la maintenance d'une unité faisant appel à des techniques très variées ainsi qu'à la gestion (importants budgets). Très vite vous aurez un rôle moteur dans le service.

Notre Conseil Philippe VINCHON vous remercie de lui adresser votre lettre avec CV, photo et prétentions sous référence B 3240

65, Avenue Kléber, 75113 PARIS.

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE MICRO-INFORMATIQUE

recherche INGENIEUR ELECTRONICIN INFORMATICIEN

Débutant ou première expérience ENSI, pour développement matériel et logiciel temps réel sur microprocesseurs. Envoyer C.V. à MILESYS, 8, rue Cécile, 75015 PARIS.

La Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme (CA 10 milliards de francs, 40 pays) recherche pour son Service Central Informatique (IBM 43XX, VM DOS, CICS, SQL, infocentre, vidéotexte, divers minis et plusieurs centaines de PC)

chef de projets

Il aura la responsabilité d'ambitieux projets à réaliser dont les premiers concernent le Secteur Tourisme. Il sera l'interlocuteur des services opérationnels pour les assister dans les solutions d'informatique répartie.

Ce poste présente d'intéressantes possibilités d'évolution au sein du Groupe (Hôtellerie, Restauration, Tourisme). Il convient à un ingénieur diplômé d'une Grande Ecole ayant au moins cinq ans d'expérience dans l'informatique et pratiquant l'environnement IBM ci-dessus indiqués, ainsi que les LAG, la micro-informatique et les réseaux.

Il doit impérativement pouvoir travailler en anglais; une deuxième langue serait appréciée.

Lieu de travail: PARIS VIII, puis LEVALLOIS.

Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. PER 401/M à la Direction du Personnel 40, rue de l'Arcade 75008 Paris.



INFORMATIQUE DE GESTION

DIRIGER DES PROJETS DANS UNE ACTIVITE EN FORTE CROISSANCE

Au rang des premiers grands groupes d'assurances français, nous sommes dotés d'équipements très puissants, 600 personnes y sont attachées. Cela situe bien la dimension de notre Direction des Systèmes d'Information. Un de nos «challenges» est de permettre un doublement du CA sur les 3 prochaines années, sans augmentation d'effectifs en faisant évoluer constamment les systèmes informatiques.

Si vous êtes diplômé d'une grande école ou de l'université et si vous avez au moins 6 à 8 ans d'expérience dans les études informatiques de préférence dans le secteur tertiaire, nous étudierons avec intérêt votre candidature. Le poste est à pourvoir à Paris Ouest et la rémunération tout comme les perspectives d'évolution sont de nature à motiver une personnalité de premier plan.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous la référence 101 AD à HB, 66 Avenue Victor Hugo 75116 PARIS.

JEUNES INGENIEURS, BULL ENGAGE VOTRE MOTIVATION POUR LES TELECOM OU L'INFORMATIQUE DE GESTION

Jeune diplômé, sortant de Grande Ecole ou titulaire d'un DEA/DESS, option informatique ou Télécom de préférence, vous recherchez une carrière ouverte et évolutive.

Si vous êtes motivé par les systèmes d'information et de communication d'entreprise, venez faire vos preuves à la Direction des systèmes d'information du Groupe BULL.

Une solide formation vous rendra opérationnel pour participer au développement et à la mise en œuvre de nos réseaux de télécommunication ou de nos applications en informatique de gestion.

Animé par l'esprit d'équipe, vous pourrez concilier votre goût pour un travail concret et méthodique à une bonne capacité d'adaptation aux changements technologiques.

En somme, nous proposons aux meilleurs d'entre vous un véritable parcours qui, selon vos compétences et motivations, vous permettra d'évaluer vers des postes d'expertise ou d'encadrement.

Postes basés à Saint-Ouen ou Angers. Réf. 405 M

POUR SES RESEAUX DE COMMUNICATIONS BULL ENGAGE DES INGENIEURS DU FUTUR

Bull conçoit des logiciels-produits en matière de réseaux et de communications d'entreprise ou service de ses clients.

Dans ce secteur à évolution rapide Bull engage des ingénieurs hautement qualifiés, expérimentés dans les domaines suivants:

- architecture ISO, SNA, DSA,
- systèmes multi-microprocesseurs,
- systèmes UNIX,
ou encore des jeunes diplômés, Grandes Ecoles ou Universitaires, avec option informatique, désireux de faire partie des meilleurs et prêts à s'investir dans un environnement très performant.

Au sein de la Direction des Réseaux et Communications, vous concevrez et développerez des processeurs de réseaux et vous assurerez que les produits du Groupe disposent de capacités de communication et d'interconnexion.

Pour cela, la connaissance de l'anglais est indispensable. Postes basés en proche banlieue Ouest. Réf. 406 M



Rejoignez une équipe qui gagne en adressant lettre, CV et photo sous la référence de votre choix à ANNETTE MENCEL - BULL SA - 25 avenue de la Grande Armée - 75016 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

REPARTITIONNEMENT DES CHIFFRES... REPARTITIONNEMENT DES CHIFFRES... REPARTITIONNEMENT DES CHIFFRES...

SYSECA

YAFFAIRES COMPTES

FINANCIERS

THOMSON INDUSTRIES

Evolution

SECTEURS DE POINTE

n°2 à la direction de l'informatique



ASSISTANCE PUBLIQUE
HÔPITAUX DE PARIS

Cette Direction, qui regroupe 200 personnes, assure la mise en œuvre de l'automatisation de notre administration centrale et de nos 53 établissements hospitaliers tant dans le domaine de la gestion que dans celui des applications médicales. Le site central à Paris est équipé de grands systèmes IBM/MVS.

Le Directeur de l'Informatique vous propose d'être son Adjoint et, à ce titre, de concourir à la maîtrise et au développement du système d'information. Ce système, articulé autour de la communication, nécessite l'emploi de techniques avancées. Une quinzaine d'informaticiens, organisateurs et gestionnaires, vous assistent dans l'accomplissement de votre mission qui implique des tâches aussi bien fonctionnelles qu'opérationnelles : planification, définition et mise en place de méthodes, élaboration et suivi des budgets, diffusion de l'information aux utilisateurs, animation de réunions de responsables informatiques, coordination de projets...

Vous êtes âgé(e) de 32 ans minimum et, de préférence, diplômé(e) d'une grande Ecole (E.C.P., E.N.S.T., E.S.E., X...), Vous avez acquis, en informatique de gestion et, si possible, dans un environnement de grands systèmes IBM, une solide expérience de la conduite de projets importants.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/87010, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.



RESPONSABLE LABORATOIRES

Ingénieur Chimiste de formation, vous consacrez depuis environ 5 ans à la recherche, au développement et à la mise au point de produits grande consommation. Cette expérience vous permet aujourd'hui d'envisager l'évolution de votre carrière.

Ces postes sont à pourvoir dans une agréable ville de province, au Sud de Paris (260 km).

Si vous avez le sens de l'organisation et le désir de réussir dans une société en plein développement, écrivez-nous en faisant part de vos prétentions sous référence correspondante à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS, qui transmettra.

CHIMIE & GRANDE CONSOMMATION

Une très forte notoriété, l'essence du puissant groupe US auquel nous sommes rattachés, nous placent sur les plus grands et prestigieux marchés.

Nous recherchons

JEUNE ADJOINT DE NOTRE DIRECTEUR DE PRODUCTION

A 30 ans environ, vous êtes Ingénieur Electromécanicien et avez une expérience du commandement. Nous vous confierons la fabrication de l'ensemble de nos produits et vous serez responsable des hommes, des matières et du matériel.

Référence 5339M

CHARGEURS S.A.



NOVACEL est une société de CHARGEURS S.A. Première entreprise privée française dans le domaine des transports. CHARGEURS S.A. est aussi un groupe industriel en Europe et sur le continent américain. CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Chargeurs Réunis, Paquet, UTA, Walon, Spontex.

NOVACEL leader Européen dans le domaine des films adhésifs de protection de surface (140 millions de francs de C.A.) recherche dans le cadre de son développement

Un chargé d'études marketing

Rattaché au Directeur du Marketing.

Mission : Recherche, étude, sélection et lance de nouvelles applications.

Profil : Aimer le marketing des produits industriels. Savoir travailler avec une large autonomie. Etre une force de proposition. Pratiquer un anglais opérationnel et si possible une autre langue. Etre de formation supérieure. Commerciale : Ecole Supérieure de Commerce ou Technique ; Ecole de Chimie, complétée par une première expérience marketing en milieu industriel.

Le poste est à pourvoir au siège de la Société situé à Rouen. De nombreux déplacements sont à prévoir en Europe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et présentations au Service du Personnel NOVACEL - 27, rue du Docteur Emile Bataille - 76250 DEVILLE LES ROUEN.

Ingénieurs d'affaires, votre potentiel technique fera la différence...

Informatique industrielle, Informatique de Gestion, Gestion de Production : une triple compétence mini et micro-ordinateurs qui fait de CMG un prestataire unique sur le marché. Choisir CMG, c'est rejoindre la performance (+ 50 %



INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Vous avez complété votre formation école d'ingénieurs par une expérience dans la négociation de produits dans les domaines de l'automatisation industrielle ou bien du traitement de signal et de l'acquisition des données.

Très rapidement, avec professionnalisme, vous nous démontrerez votre polyvalence tant technique que commerciale. Vous serez le véritable partenaire d'une clientèle Grands Comptes que vous saurez fidéliser et surtout développer. Pour cela, vous savez écouter, comprendre, analyser et surtout conseiller afin de commercialiser les produits techniques les mieux adaptés aux besoins des clients.

Ouvrir un support logistique important, vous bénéficierez de l'appui de nos solides équipes techniques et de notre savoir-faire indiscutable.

Fort de vos résultats, vous découvrirez qu'avec CMG la prise rapide de responsabilités en toute autonomie n'est pas un vain mot !



Adressez CV, lettre, photo, présentations sous réf. I.A/I, à Mme Gouffier, CMG, ZA de Courtabœuf, 91948 Les Ulis Cedex.



INGENIEUR ACHETEUR

A 30/35 ans environ, de formation ingénieur option mécanique, vous avez si possible une expérience dans ce domaine ou dans un secteur proche.

Rattaché au Directeur Achats, vous prendrez le management d'une équipe et en véritable interface entre nos directions techniques et les fournisseurs, vous serez amené à effectuer de fréquents déplacements sur nos différents sites en France et à l'étranger.

Pour ce poste clé basé à Paris, nous vous offrons un salaire motivant et de larges perspectives d'évolution au sein d'un groupe en pleine expansion.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence 4902/LM, à

Communiqué 71, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL à vocation internationale comptant plusieurs usines en France et aux Etats-Unis avec un chiffre d'affaires en développement constant de 2,5 milliards de F et 2 000 collaborateurs, nous recherchons pour notre DIRECTION ACHAT GROUPE un

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Bourgogne/Franche-Comté (Dijon)

recherche pour ses services Prévention des Accidents du Travail

UN INGENIEUR CONSEIL

chargé d'examiner dans les entreprises les ensembles automatisés sous l'angle de la sécurité et des conditions de travail. Il encadrera un groupe de coordinateurs de sécurité.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur de type électromécanicien, il justifiera de 5 années d'expérience en automatisation.

Le salaire annuel brut de départ pourra être fixé, selon l'expérience, entre 220 000 F et 261 000 F.

Adressez lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé et copie des diplômes à Monsieur le Directeur de la CRAM, 38, rue de Cracovie, 21044 DIJON Cedex.

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ENST, ESC, ENSMA, INSA, ENSI, DEA, MIAGE.

Pour assurer des développements en :
- LOGICIELS DE BASE ;
- LOGICIELS D'APPLICATION ;
- TEMPS REEL ;
- TELECOM, RESEAUX ;
- CA, CPAD, IA ;
- GESTION.

C.V. + présentations à :
301 rue Gallieni 1,
78300, avenue Gallieni,
93174 BAGNOLET CEDEX.

لدينا من الاجل

كلنا من اجل

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

LOGISTA

Ingénieurs informaticiens

Grandes Ecoles

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg-Orléans

Vous êtes DÉBUTANT et vous cherchez une STRUCTURE D'ACCUEIL capable de vous apporter formation, diversité et technicité...

Vous possédez une PREMIÈRE EXPERIENCE de 2 à 5 ans et souhaitez donner un NOUVEAU SOUFFLE à votre carrière dans une société solidement implantée sur son marché...

LOGISTA filiale d'un grand groupe français, rassemble aujourd'hui 240 collaborateurs et développe ses activités dans des domaines aussi variés que L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, L'INFORMATIQUE DE GESTION, la TÉLÉMATIQUE et les nombreux usages du système UNIX.

Depuis 11 ans, nous bâtissons une société que nous voulons originale, forte et indépendante. Si cela vous attire, envoyez-nous rapidement votre lettre manuscrite accompagnée d'un CV et d'une photo.

LOGISTA 30 quai de Dion Bouton 92806 Puteaux Cédex. A l'attention d'Hervé Caplier.

LOGISTA: DES HOMMES DE SOLUTIONS.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT PRODUITS SURGELES

Au sein d'une entreprise passionnante et passionnée par l'aventure, et le challenge de décliner au futur la cuisine française traditionnelle, il aura pour mission d'animer l'équipe chargée de développer et d'optimiser la gamme produits surgelés, ainsi que d'assister la fonction Fabrication.

Agé de 30 ans environ, de formation Ingénieur Agro, ENSA ou ENITAA, vous avez: - une expérience de 4 à 5 ans des produits surgelés dans des fonctions production, qualité ou développement, - des qualités réelles d'animation, de diplomatie, d'écoute, de négociation, de rigueur et de dynamisme, - un anglais excellent.

Lieu de travail: banlieue Est de Paris. Des déplacements fréquents en France et à l'étranger sont à envisager. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 1510 M, à notre conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

20 rue Pergolise - 75116 Paris Actiman



Dahlke & Partner GmbH Internationale Personalberatung

Düsseldorf London - Wien Paris - Zürich Nous sommes des fabricants particulièrement performants de systèmes électroniques de mesure et de régulation, en combinaison avec les ordinateurs industriels destinés à l'industrie des biens d'investissement. Notre force: un savoir-faire obtenu au fil de nombreuses années, des solutions inédites aux problèmes, ainsi que des normes nouvelles, des plus rigoureuses. Nous recherchons dans la région parisienne (au sens large de ce terme) UN INGÉNIEUR « VENTES ET CONSEILS » spécialiste de la technique de mesure et de régulation.

Ce professionnel de la vente, qui devra être aussi, autant que possible, ingénieur dans le domaine de la mesure et de la technique - et qui devra avoir de l'expérience dans le secteur de la technique de mesure et de régulation pour les biens d'investissement, - sera chargé de développer notre marché. Il sera indispensable qu'il ait des connaissances de l'anglais parlé et qu'il connaisse les techniques physiques de mesure. Nous attendons de lui qu'il soit doué pour négocier, qu'il puisse s'adapter à des interlocuteurs exigeants, faisant preuve de qualités individuelles et de souplesse. Il faudra aussi qu'il poursuive assidûment les objectifs fixés et qu'il puisse travailler avec méthode, en faisant preuve d'initiative. Une situation intéressante l'attend, dotée d'un traitement avantageux. Il aura une voiture de la société à sa disposition, qu'il pourra utiliser également à des fins privées.

Vous pourrez obtenir de premiers renseignements en téléphonant au n° 0049-211-0965-26 (même le dimanche de 16 h à 18 h). Vous voudrez bien envoyer votre candidature écrite, sous le numéro de référence 5 426, à la Société Dahlke & Partner GmbH, Kapellenstrasse 29, D-4000 Düsseldorf 30 (R.F.A.).



Ingénieurs Système Grandes Ecoles

Pour l'application dans des systèmes de navigation, d'études d'asservissements automatiques, bus séries multiples.

Ingénieurs Electroniciens Ingénieurs Automaticiens

Grandes Ecoles (Centrale, Télécom, SUPAERO, SOFEEC, INPG, N7, ENSICA, Arts et Métiers, ENSEA ...)

pour études théoriques et définition d'équipements à forte composante informatique.

Ingénieurs Informaticiens

Grandes Ecoles (Centrale, ENSIMAG, ESE, N7 ...)

pour études théoriques, écriture et mise au point de logiciels liés à des systèmes de haute définition.

Commerciaux

Grandes Ecoles de Commerce

SAGEM: Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique. C.A. 1986: 4,47 milliards de francs HT, dont 23% à l'exportation. Effectifs: 8000 personnes dont 1000 ingénieurs et Cadres. Trois groupes d'activités de haute technologie: - navigation, guidage, pilotage - télématique - équipements industriels. 14 départements technico-commerciaux situés à Paris. 7 Centres Industriels: 4 Centres Recherches - Etudes - Prototypes en Bureaux Parisiens (Argenteuil, Pantin, Eragny, Saint Christophe) 3 Centres de Fabrication en Province (Fougères, Montluçon, Saint-Etienne-du-Rouvray). Vocation: étude, développement et fabrication de systèmes complexes dans les secteurs les plus avancés de l'Automatisme, de l'Electronique, de l'Informatique et de l'Optique.



La très haute technologie dans les domaines de l'aéronautique, le spatial, la télématique vous intéressent. Adressez lettre de candidature, CV et photo à SAGEM - Gestion des Ressources Humaines 25, Bd des Bouviers - 92000 Nanterre Cédex.

Compagnie Industrielle des Lasers CILAS ALCATEL Ingénieurs, participez à notre nouvelle stratégie industrielle!



DIVISION TECHNIQUE (ETUDES ET DEVELOPPEMENT)

1 INGENIEUR DEVELOPPEMENT - CHEF DE PROJET

(Centrale, Arts et Métiers ou équivalent) Avoir une dizaine d'années d'expérience industrielle en mécanique et en écoulément des fluides. Des connaissances en électronique et/ou en optique seraient appréciées. Anglais indispensable.

Nous proposons un poste à responsabilité technique consistant à diriger une équipe de développement et d'industrialisation de lasers de puissance pour le travail des matériaux, intégrés dans des systèmes de production robotisés.

1 INGENIEUR INFORMATIQUE TECHNIQUE

2 ou 3 ans d'expérience, ayant pratiqué le langage C ou le Pascal et l'assembleur INTEL sur IBM/PC. Il sera chargé de la conception de logiciels et de petits systèmes à microprocesseurs.

Merci d'adresser CV, photo et présentations à Renée SUSINI - CILAS ALCATEL - Route de Nozy, 91460 MARCOUSSIS.

1 INGENIEUR INDUSTRIALISATION - MECANICIEN

Avoir plusieurs années d'expérience en mécanique. Des connaissances en optique et applications du laser seraient appréciées.

Au sein d'une équipe et en relation étroite avec les Chefs de Projets et Bureaux d'Etudes, cet ingénieur assurera la responsabilité de l'industrialisation d'ensembles mécano-optiques associés à des circuits électroniques. (Applications civiles et militaires).

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN (Supélec ou équivalent)

Quelques années d'expérience, avec des bases solides en électronique analogique et logique et la connaissance des microprocesseurs (série 6 800 et 68 000). Il sera chargé, au sein d'une petite équipe, de la conception et de la réalisation de bancs de test de matériel optique.

NOUS SOMMES

une entreprise du bâtiment second œuvre, leader dans son domaine implantée en banlieue Ouest de Paris

VOUS ETES INGENIEUR

DÉBUTANT OU CONFIRMÉ. Votre formation et votre expérience vous orientent vers les études ou les projets, le commerce, la gestion d'affaires, la mise au point d'installations. Nous recherchons des collaborateurs motivés et nous recrutons profils à votre convenance.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) à: SOCIÉTÉ 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS qui transmettra.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Expérimenté, temps réel 9086, PL2 et 86. Disponible immédiatement. Tél.: J.P. Châtz, 47-61-14-61.

INFORMATIS CHEFS PROJETS GPAO

6 ANS D'EXPERIENCE A.P. CONFIRMES VAX - VMS - FMS - COBOL SPECIALISTES UNIX SALAIRE 250 000 PAR AN ING. DEVELOPP.

SUR MOTOROLA ET INTEL

Une ingénieure cherche Agt méthodes-qualité, BTS ou DUT, genre méca. 30 a. exp. copier et 5 a. exp. de fonction qualité et méthodes préparation en mécanique. Méthode informatique appréciées. Le salaire sera en rapport avec l'expérience acquise. Env. Bureau Publié n° 6 689, 45, bd J.-Mermoz, 13700 Marseilles.

Une ingénieure cherche 1 Agenc. contr. - assis. entrepr. réparation a/courant. méca. BTS ou DUT génie mécanique, 38 a. exp. 10 a. min. en montage mécanique et réparation de matériel roulant. Le salaire sera en rapport avec l'expérience acquise. Env. Bureau Publié n° 6 689, 45, bd J.-Mermoz, 13700 Marseilles.

ECOLE DES MINES DE PARIS CENTRE DE RECHERCHE EN FORME DES MATERIAUX SOPHIA ANTIPOLIS (06)

recrute

CHERCHEURS

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES AGREGATION - DEA

Pour prendre en charge la responsabilité d'une étude sur les procédés de transformation des métaux et des polymères, en relation étroite avec l'INDUSTRIE.

Deux sujets de recherche sont proposés: - Calcul de structure par éléments finis (déformation plastique, estimation d'erreur); - Compréhension et modélisation d'un procédé de mélange pour la réalisation d'alliages de polymères.

Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'Ecole des Mines de Paris. Rémunération annuelle nette: 91.000 F/an - Contrat: CIFRE.

Envoyer CV détaillé à M. VINCENT Ecole des Mines Sophia Antipolis 06560 VALBONNE - Tél: (16) 93.95.75.75.



La CURCE, centre national d'électronique scientifique du CNRS, recrute pour la mise en œuvre de logiciels sur ordinateurs IBM 3090/200 et compatibles, la maintenance et l'assistance technique:

INGENIEURS INFORMATIENS SYSTEME ANALYSTES ET CHEFS DE PROJET

(position IE2, IE2) (débutants ou expérimentés). Les postes sont à pourvoir dans les domaines des: - télécommunications et réseaux (SNA, réseaux locaux, messageurs X400, hyperchannel...), Réf. CM - système d'exploitation MVS, Réf. JPP - applications et assistance technique (bases de données, gestion des données, PAC, bibliothèques scientifiques), Réf. B6

Anglais technique lu. Diplôme min.: maîtrise d'informatique ou école d'ingénieur option informatique. Degré O.M. Adresser C.V. et présentations au Secrétaire du CURCE, BP 69 - 91406 ORSAY Cedex.



DU PROTOTYPE À L'INDUSTRIALISATION

Le groupe CIPEL, leader du marché de la Pile (MAZDA, WONDER) se développe et renforce ses implantations en FRANCE et en EUROPE. Nous souhaitons intégrer à notre Centre de Recherche basé en Normandie à CAUDEBEC-LES-ELBEUF, travaillant en relation avec nos trois unités industrielles en FRANCE, un:

INGÉNIEUR DEVELOPPEMENT

Vous avez une formation de base en mécanique et des connaissances en anglais. Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience que vous souhaitez valoriser. Au sein d'une équipe de recherche conduisant des projets très innovateurs, vous serez chargé de la réalisation et du développement des prototypes, et vous assurerez l'interface avec les unités d'industrialisation et de fabrication, pour la mise en production de série. A moyen terme, de plus larges responsabilités vous seront ouvertes, notamment dans le domaine de la mise en œuvre industrielle de moyens modernes de production. Merci d'envoyer lettre, C.V., et photo sous référence 2021, à Cécile CHAPUIS.

MIL0 Ressources Humaines 3, avenue des Terres 75017 PARIS

Vertical advertisement on the left side of the page, featuring 'ARTHUR ANDERSEN & CO' and 'KEY MEN'.

SECTEURS DE POINTE

ALCATEL
CIT
Département Transmission sur Câbles

Le Département TRANSMISSIONS SUR CÂBLES D'ALCATEL CIT (4 200 personnes dont 850 ingénieurs et cadres) conçoit, développe et produit des systèmes de télécommunications sur supports physiques (cuivre et fibre optique) pour liaisons terrestres et sous-marines, des équipements de transmission de données et des réseaux câblés de vidéocommunication.

La Direction Qualité recherche :
UN INGÉNIEUR QUALITÉ À FORT POTENTIEL

Son rôle : prendre en charge directement des actions d'amélioration de l'efficacité et de la qualité, dans le cadre d'un Plan à cinq ans concernant l'ensemble du département.

Rattaché directement au Directeur de la Qualité, il sera en relation avec l'ensemble des cadres supérieurs du Département.

Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur en électronique, télécommunications ou électricité et vous avez une solide expérience dans ces domaines (Laboratoire, Bureau d'Etudes, Production Qualité) et vous souhaitez vous orienter vers un poste nécessitant de nombreux contacts et de réelles capacités d'animation. Anglais nécessaire.

Pour ce poste basé à Villarsceaux (Banlieue Sud de Paris) merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) à P. DORÉ sous réf. W/3
ALCATEL Département Transmission, BP 6 Nozay - 91620 LA VILLE DU BOIS.

IMPORTANT CABINET D'INGÉNIEURS-CONSEILS DANS LE SECTEUR DE L'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIVITÉS PUBLIQUES RECHERCHE POUR TOULOUSE

INGÉNIEUR

RESPONSABLE de l'organisation du bureau d'études. Le candidat, 30-35 ANS diplômé d'une grande école d'ingénieur (ENSEET, AM, OC...) devra posséder de solides connaissances en hydraulique, informatique et génie civil. Homme de contact, il devra encadrer une équipe d'ingénieurs et participer à la conception et au suivi de projets dans un secteur très évolutif. Il sera également chargé de la coordination des études avec les ingénieurs chefs de secteur et de la finalisation des dossiers en collaboration avec les services administratifs.

Merci d'adresser vos dossiers de candidature (lettre manuscrite, CV, et présentations sous référence 4298 à Pierre LICHAU 12, rue Président Carnot 69002 LYON qui transmettra.

CONSULTANT INTERNATIONAL
RECHERCHE

dans le cadre d'une mission de contrôle de réalisation d'un aménagement hydroélectrique en Amérique du Sud.

UN INGÉNIEUR

chef d'un lot d'ouvrages souterrains : le candidat, INGÉNIEUR diplômé, aura une expérience d'une dizaine d'années au moins de travaux souterrains et il sera intégré à une équipe de supervision du consultant. La durée de la mission est de 24 mois et la langue de travail est l'espagnol.

Nous vous demandons de bien vouloir transmettre un c.v. détaillé sous n° 8 779, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

steria REJOIGNEZ UNE ÉQUIPE QUI GAGNE
80 % de croissance en 12 mois

JEUNES INGÉNIEURS
2 à 4 ans d'expérience
Motivés par les réalisations de grande ampleur.

Pour des projets d'ingénierie informatique de gestion : IBM, BULL, UNX, DEC.

Nous vous offrons :

- des méthodologies rigoureuses,
- des outils de génie logiciel de pointe,
- l'intégration d'outils S.G.B.D. élaborés,
- un challenge technique et un environnement motivant.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et présentations à l'attention d'Antoine GEORGES-PICOT 147, rue de Courcelles - 75017 PARIS.

INFORMATIQUE en action

GRANDE ADMINISTRATION
recherche

2 INGÉNIEURS INFORMATIENS

PROFIL : Ingénieur grandes écoles scientifiques ou de gestion, ou de formation universitaire équivalente. Une première expérience est souhaitée, mais les candidatures de débutants seront examinées.

MISSION : Dans un environnement technique de premier plan (bases de données, temps réel, télétraitement), le candidat devra participer au développement de projets importants pour le compte de l'administration centrale et les services extérieurs. La connaissance de l'environnement et des matériels BULL serait un avantage (DPS, 8/DPS, 7/DAM, IV, T.F.).

Ecrire sous n° 8 795, Le Monde Publicité, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

Le Monde
CADRES

Avez-vous l'esprit d'initiative?

Par suite de l'expansion économique de ces dernières années, nous sommes la plus grande maison de vente par correspondance d'articles de publicité d'Allemagne et employons 800 collaborateurs dans la région de Hambourg. En vue de faire progresser avec succès nos activités à l'étranger nous recherchons un employé de commerce expérimenté qui, après une période d'initiation, sera promu au poste de

gérant

de notre maison en France/Alsace.

Pour répondre à notre attente, le candidat doit avoir l'esprit d'initiative et d'entreprise, et être une personnalité active, capable de par ses conceptions d'affirmer avec conséquence sur le marché français une entreprise que nous avons reprise à notre compte. Pour ce faire, le candidat doit avoir une parfaite connaissance du pays et des habitants, et être en mesure d'évaluer exactement les possibilités et risques du marché pour pouvoir assumer la fonction qui sera la sienne, y compris la gestion du personnel, et la responsabilité du succès de l'entreprise. Il doit posséder non seulement un talent d'organisation, mais aussi être capable de mettre en pratique le savoir-faire acquis par la maison-mère et de mettre à profit les moyens dont il disposera, tels que traitement informatique de données. Si vous pouvez faire état d'activités analogues couronnées de succès - idéal serait que vous ayez déjà travaillé sur le secteur de la vente par correspondance et viviez en France -, si vous appréciez la mentalité allemande et si vous parlez couramment l'allemand, alors vous devriez prendre contact avec nous.

Les chances personnelles, professionnelles et financières qui s'offrent à vous sont à proportion des tâches que vous aurez à assumer. Des études de sciences économiques et de gestion d'entreprise seraient avantageuses. Votre âge devrait être de 35 à 40 ans et votre assise et assurance fondées sur votre expérience internationale doivent vous gagner la confiance des gens.

Nos conseillers, MM. Neumann et Grube, que vous pourrez joindre par téléphone, en Allemagne, sous le numéro 040/324606, se tiennent à votre disposition pour un premier contact confidentiel. Bien entendu, nous vous garantissons une discrétion absolue et le respect de mentions de blocage.

Votre dossier complet de candidature (curriculum vitae sommaire rédigé en langue allemande, photocopies de diplômes, photo, appointements demandés, date à laquelle vous pourriez prendre le service) est à envoyer, sous mention du chiffre de référence 790349, à Ferdinandstraße 29-30, 2800 Leerburg 1 (FRG).

KI
Kienbaum International AG
Unternehmens- und Personalberater
Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Bonn, Frankfurt, Hamburg, Karlsruhe, München, Zürich, Basel, Genf, Wien, Salzburg, Hiversum, Barcelona, Philadelphia, San Francisco, São Paulo, Johannesburg

Notre société, en pleine expansion, spécialisée dans les logiciels de Gestion, s'est fixée un objectif ambitieux : entrer dans le groupe des dix premières SSI françaises et atteindre une dimension internationale.

Pour relever ce défi, nous recherchons des :

CONSULTANTS GESTION DU PERSONNEL. MF

Environ 28/30 ans, une formation Bac + 4 (Dauphine gestion personnel, Sciences Po, IGS...), vous avez des connaissances en informatique.

Vous analyserez, définirez les besoins des clients et leur proposerez des solutions.

Vous gèrerez ensuite votre projet jusqu'à sa mise en place opérationnelle.

Les candidatures des débutants motivés seront examinées avec soin.

Si vous êtes intéressé par ce poste de haut niveau fortement évolutif, adressez votre dossier de candidature sous référence 2014/LM à :

AUM - 1, place du Palais Foyal 75001 PARIS qui transmettra.

L'Université Louis-Pasteur (ULP) de Strasbourg

recrute
pour le 1^{er} octobre 1987

SON SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Université scientifique et médicale de renom, située au cœur de l'Europe, où elle collabore très activement avec les universités étrangères voisines (Bâle, Fribourg/Brigau, Karlsruhe, Stuttgart), dans le cadre de la confédération des universités du Rhin supérieur, l'ULP souhaite se doter d'une organisation moderne et efficace, lui permettant de conforter la place qu'elle occupe au plan international et de se préparer à l'ouverture des frontières européennes en 1992.

Le secrétaire général recherché est un administrateur de haut niveau, fonctionnaire d'Etat de catégorie A, expérimenté, ayant comme tâche d'administrer une grande entreprise d'enseignement et de recherche (15 facultés ou UER, 2 500 permanents - enseignants, chercheurs, techniciens, administratifs, - 150 laboratoires, 74 bâtiments, un budget de 270 MF...).

La déclaration de vacance du poste et l'appel de candidatures figurent au B.O.E.N. du 2 septembre 1987 et sur minitel (36.13 + EDUTEL). S'y reporter avant d'envoyer une déclaration de candidature au ministère de l'éducation nationale avant le 10 septembre 1987.

Pour toute demande d'informations complémentaires, s'adresser d'urgence au secrétariat de la présidence de l'ULP, M. N. SCHENCK, Université Louis-Pasteur, 4, rue Blaise-Pascal, 67070 Strasbourg Cedex. Tél. 88-61-92-16.

Le Département Finances de LEVI STRAUSS recherche un(e)

ANALYSTE FINANCIER JUNIOR

pour participer, en collaboration avec le responsable du budget, à la réalisation du reporting mensuel à Bruxelles et San-Francisco, à la préparation et au suivi des budgets et à la mise en place du tableau de bord.

Formation souhaitée Ecoles de Commerce (+ DECS). Débutant, bon niveau d'anglais.

Envoyer CV photo (ret.) et présentations au Service du Personnel, LEVI STRAUSS, avenue du Pacifique, 91400 LES ULIS

Levi's

دولت اسلامی

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

RECHERCHES-CONSEILS... MEUR

ANDE ADMINISTRATION

RECHERCHERS INFORMATIENS

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

CHARGEURS S.A. NOVACEL

cobac GROUPE CEA-INDUSTRIE DIRECTEUR SCIENTIFIQUE

Responsable gestion-ordonnancement un challenge pour un ingénieur ambitieux

Novacel Un chargé d'études marketing

UN CHEF D'ETABLISSEMENT UN RESPONSABLE DU PERSONNEL UN CHEF DE PROJET

Le Monde DIRIGEANTS à partir du mercredi 9 daté 10 septembre...

Le Groupe HERVET CHARGÉ DE RECRUTEMENT DES CADRES

Technologie de pointe Chef de zone export H/F

QUELLE VOLONTÉ SE CACHE DERRIÈRE VOTRE DIPLÔME ?

LA VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

CHARGEURS S.A. NOVACEL

Le Monde
CADRES

SALOMON

SALOMON... une équipe passionnée, une entreprise passionnante, 2,4 Milliards de CA dont 90 % à l'export, 1700 personnes, leader mondial sur le marché du sport d'hiver. Nous cherchons le

RESPONSABLE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

pour piloter l'innovation produit de notre Division Fixation.

Votre mission :

- animer une équipe de 40 personnes chargée de la conception et de l'industrialisation de la Fixation de demain ;
- définir avec le Service Marketing et la Direction de la Division les axes de recherche de nouveaux concepts ;
- adapter l'organisation et les méthodes de travail aux évolutions technologiques pour rester à la pointe de l'innovation.

Vous avez :

- Entre 35 et 40 ans et une formation d'Ingénieur Mécanicien Généraliste.
- Une solide expérience du management d'équipe projet ayant développé des produits grand public et de haute technicité.
- Le souci permanent de comprendre et d'intégrer les besoins du consommateur dans le développement des produits.
- Un bon niveau à sté.

Nous vous offrons en retour l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge.

Merci d'envoyer votre candidature avec lettre manuscrite, C.V. et photo à l'attention de Geneviève BONARDEL - SALOMON - Metz-Tessy - B.P. 454 74011 ANNECY Cedex.

systemedia

Devenez un élément moteur de notre centre de production

Amboise

Division autonome de N.C.R. - 5^e constructeur informatique mondial - nous commercialisons des fournitures et imprimés de gestion indispensables aux utilisateurs et constructeurs informatiques. Avec un C.A. de 135 Millions de Francs, nous assurons une progression annuelle d'environ 12%. Afin d'assurer l'organisation du service des Devs-Ordonnancement et du suivi de fabrication, nous recherchons notre futur :

Responsable gestion de production

Vous dépendrez du Directeur de Production et vous serez le coordinateur de la conception des devis, des travaux de sous-traitance, ainsi que le garant du lancement et du suivi en fabrication de chaque dossier (détails, analyse des coûts de revient).

Pour cela, vous aurez acquis outre une formation supérieure Bac + 4 (Ecole de Commerce ou Ingénieur), une expérience de 3-4 ans vous ayant doté de compétences techniques dans le secteur imprimérie. Vos capacités d'animateur vous permettront de dynamiser et d'encadrer une équipe. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. RD/GP à Gilles MAUROUSSIN, NCR FRANCE, 98 rue de Paris, 91300 MASSY CEDEX.

NCR

JEUNES INGENIEURS METHODES et MAINTENANCE

GRUPE CHIMIQUE DE DIMENSION INTERNATIONALE

Nous recherchons pour nos unités de synthèse organique fine (régions Rouen et Lyon) des jeunes Ingénieurs Méthodes et Maintenance

VOUS NOUS APORTEZ :

- Une formation d'ingénieur mécanicien ou génie civil (Arts et Métiers, Centrale Lyon, INSA).
- Une expérience industrielle souhaitée de 2 à 4 ans.
- Une maîtrise de la gestion efficace de l'outil de production.
- La conviction que la qualité se gagne sur le terrain.
- Votre dynamisme et votre mobilité.
- La maîtrise de l'anglais et le goût des contacts.

NOUS VOUS OFFRONS DANS UN POSTE A CREER

- La responsabilité de l'outil de production : fiabilité, productivité.
- La définition et la gestion des budgets et plan pluriannuel de maintenance.
- L'élaboration des choix techniques et méthodologiques destinés à améliorer la performance.
- L'animation de l'équipe de maintenance intégrée à l'unité.
- Le développement de votre carrière au sein d'un groupe en expansion.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous la référence GB 14 à : MUTANDIS S.A. - 22, rue Royale - 75008 PARIS.

Important concepteur et réalisateur de biens d'équipements de haute technologie et d'ensembles industriels clés en main, situé sur le littoral méditerranéen

recherche

un responsable organisations et systèmes d'information

Rattaché au Directeur du département, il sera responsable de l'organisation et des systèmes d'information, associé dans les domaines gestion du personnel, finance comptabilité, achat approvisionnement, bureautique.

Cadre de formation supérieure, il possèdera une bonne connaissance des entreprises industrielles et de l'organisation administrative et de l'informatique, grâce à une expérience de 5 ans minimum.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous référence 109 M à

Bailly Conseil
128, bd Haussmann, 75008 PARIS

LITTORAL OUEST

Nous sommes un important établissement industriel de l'Etat (8.000 personnes), implanté dans l'Ouest de la France. Nous recherchons

INGENIEUR G.P.A.O.

Responsable de projets dans le domaine de la productique, vous serez chargé :

- de définir les dialogues spécialisés dans le cadre de la conception et de la fabrication assistées par ordinateurs,
- d'organiser des systèmes de gestion de production.

Vous êtes ingénieur diplômé d'une Grande Ecole (BAC + 5), ou avez une formation universitaire et êtes titulaire d'un D.E.A. Vos compétences en informatique scientifique et, si possible, votre expérience industrielle vous permettront d'évoluer dans un milieu de hautes technologies. (Réf. 7686 G)

INGENIEUR MECANIQUE ou HYDRAULIQUE

Responsable d'une équipe au sein de notre Bureau d'Etudes, vous serez chargé de la conception, de l'approvisionnement et des études d'intégration de systèmes de manutention à bord de navires. De fréquents contacts avec les fabricants et les utilisateurs nécessitent de bonnes aptitudes relationnelles. Ingénieur issu d'une Grande Ecole, vous possédez si possible une expérience industrielle, même courte. (Réf. 7686 M)

Pour des informations complémentaires, appelez "CONTACT TELEPHONE" au (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 à 13 h le samedi) ou adressez votre candidature en précisant la référence du poste choisi à Organisation et Publicité - 2, rue Maréchal 75001 PARIS, qui transmettra avec la confidentialité que vous attendez.

A partir du vendredi 4 daté 5 septembre retrouvez dans le supplément

« LE MONDE AFFAIRES »

la rubrique d'offres d'emploi pour tous les cadres d'entreprise.

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio-Télévision, le Monde des Affaires... - la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne et les bénéfices en 1986, démontrent le succès du redressement du journal. Pour élargir sa diffusion et augmenter sa pénétration, nous recherchons deux

DELEGUES/ PROMOTEURS DES VENTES

PARIS - REGION PARISIENNE

Au sein de la Direction des Ventes-France, vous prendrez en main la responsabilité des objectifs de vente d'une zone géographique. Avec le souci permanent du développement du journal et des publications, vous animerez les réseaux de vente - grossistes et détaillants - vous veillerez au bon réglage, vous dynamiserez le routage et vous mettez en avant nos produits sur les lieux de vente. Représentant LE MONDE dans votre région, vous sentirez le marché au niveau des lecteurs, des diffuseurs et de la concurrence. Homme de vente, de promotion et de marketing, vous valoriserez vos actions en collant à l'actualité de la région. Pour ces postes, basés en région parisienne nous souhaitons rencontrer des jeunes diplômés de formation commerciale type ESC, possédant une première expérience de vente réussie. Analyse et synthèse au niveau du marché, organisation et préparation pour mener les actions, esprit d'équipe pour intégrer l'entreprise et ambition pour gagner sur un marché difficile, autant de qualités exigées. Pour l'un de ces postes, des déplacements de courte durée sont à prévoir en province. Nous parlerons ensemble de votre statut, de la rémunération et de l'avvenir.

Merci d'envoyer votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil 10, rue du Colisée, 75006 PARIS, sous la réf. 329/M

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

Vous voulez exercer une profession passionnante et rémunératrice. Le n° 1 de son secteur organise un stage pour recruter ses FUTURS CADRES COULEUX H/F. Tél. URGENT 46-00-24-03.

Cherche PRÉCIPITEUR diplômé école normale, logé, nourri, pour entret 9 ans, CMI. Tél. : (14) 36-76-17-67.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS ROUEN

recrute pour rentrée 87 ENSEIGNANTS PERMANENTS ET/OU VACATAIRES

En :

- informatique : UNIC, langage C, architecture des systèmes.
- électronique : analogique, numérique, micro-processeurs.

Adressez lettre de candidature, cv, et photo à ESIGELEC, BP 1012, 76171 ROUEN Cedex.

Ecole St-Michel, sous contrat d'association, rech.

PROF. D'ANGLAIS

1^{er} et 2^e cycle, exp. nécess. Tél. : 43-74-79-62.

Centre de formation recherche

FORMATEUR(trice)

en caractères bureau, ayant exp. de la format. continue (jeunes et adultes). Rémunéré ann. 85.000 F. Adressez lettre à C.V. à M. le Président du GEPF, 16, av. Adrien-Remy, 94310 ORLY.

KELLY SERVICES E.T.T.

recrute

JEUNES DIPLOMÉS

GESTION FINANCE COMPTABILITÉ

BAC + 2 min. pour établissements financiers, banque, assurances.

10, rue Aubert, 75008 PARIS. Tél. : 42-66-62-62.

PARIS MAGAZINE

recherche

JOURNALISTE

Très bon enquêteur.

Envoyer C.V. et choix d'articles à « Paris Magazine », 20 rue Spontini, 75018 PARIS (9^e arr. H.L.).

MARSEILLE

La BANQUE POPULAIRE PROVENCAL ET CORSE recherche

FUTUR RESPONSABLE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

Diplômé d'études supérieures juridiques, vous possédez une expérience d'environ 3 ans des procédures de recouvrement ainsi que le goût des affaires juridiques.

Vous évoluerez, après une période d'intégration, au poste de responsable juridique contentieux. Votre mission, à la tête de ce service englobera :

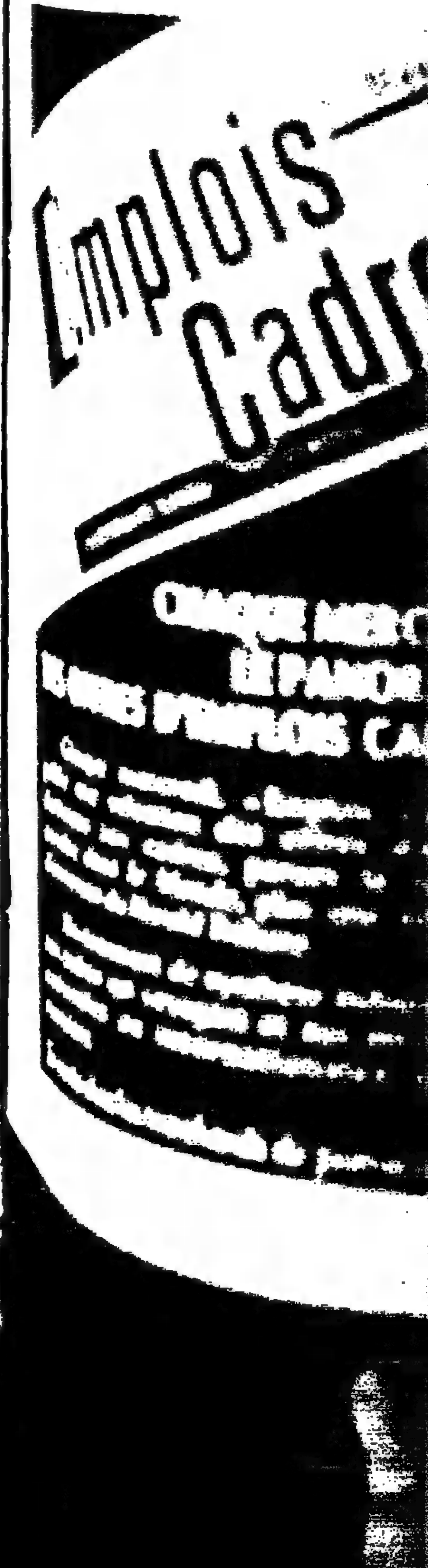
- La gestion du portefeuille de créances à recouvrer.
- L'assistance au réseau d'agences comme aux directions du siège.
- La recherche d'une efficacité toujours améliorée au plan administratif et technique.
- Le conseil juridique de la direction générale.

Le poste est basé à Marseille. Rejoignez une équipe qui gagne sur son marché.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence RJC à BPPC, Direction du Personnel, 16 à 22 rue Léon Pauliat, 13008 MARSEILLE. Dactylogr. assurée.

BANQUE POPULAIRE
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE.

Handwritten signature or note in a box.



Economie

REPÈRES

Facture énergétique, baisse de 40 % sur un an

La facture énergétique nette de la France, c'est-à-dire la solde des échanges de produits énergétiques — pétrole, gaz, charbon — n'a atteint que 47,3 milliards de francs au cours des sept premiers mois de l'année, soit 21,7 % de moins que l'an passé, estime l'Observatoire de l'énergie du ministère de l'Industrie dans son bulletin mensuel de conjoncture. Au cours des douze derniers mois (de juillet 1986 à juillet 1987), cette facture a diminué de 40,5 %. Cette baisse s'explique par la diminution des volumes importés, et par le chute des cours du dollar, les prix étant restés déprimés depuis un an.

Dettes

Le Pérou va reprendre ses paiements

Le Pérou va reprendre très prochainement ses paiements à la Banque mondiale, interrompus en mai dernier, a indiqué, le lundi 31 août, le premier ministre péruvien, M. Guillermo Larco Cox.

Dans une interview publiée par le *Wall Street Journal*, le premier ministre a également affirmé que le Pérou allait augmenter le montant des remboursements à d'autres créanciers.

Cependant, a ajouté le premier ministre, il n'est pas certain que les « capacités financières » du Pérou lui permettent de rembourser plus de 60 millions de dollars d'arrivés dus à la Banque mondiale d'ici à la fin de l'année.

De son côté, le ministre du Commerce extérieur a démissionné pour protester contre le projet de nationalisation des banques annoncé le 28 juillet par le président péruvien.

Prêt du FMI à Madagascar. — Le Fonds monétaire international a approuvé l'ouverture d'une ligne de crédit de 42,2 millions de dollars de crédit spécial (55,7 millions de dollars au profit de Madagascar pour les trois prochaines années, a annoncé lundi 31 août à Washington l'institution internationale. (AFP.)



MEXICO

de notre envoyé spécial

La crise ? Quelle crise ? En attendant la sortie du tunnel, les Mexicains sont bien obligés de vivre avec elle. Pour la grande majorité, en se serrant davantage la ceinture. Pour une minorité insouciance, en cherchant à tirer le maximum de profit de la situation. Eternelle contradiction où d'aucuns spéculent sans compter et dépensent à l'envi pendant que les autres, tous les autres, s'en finissent pas de payer la facture.

Dans les cercles restreints des quartiers chics de la capitale, l'argent circule comme jamais. Une manière d'exorciser la crise. A en juger par son comportement et sa frénésie de consommation, cette petite minorité n'a cure. Par mimétisme, une partie de la classe moyenne vit au-dessus de ses moyens. Dans les grandes haciendas d'autrefois de la vallée de Mexico transformées en résidences de vacances ou en hôtels de rêve, cadres supérieurs et hauts fonctionnaires se bousculent en fin de semaine à l'ombre des arbres séculaires.

Le trafic automobile s'accroît régulièrement, en dépit des écologistes, dont les cris d'alarme sont comme des prêches dans le désert. Les discothèques à laser font recette aussi bien dans les stations balnéaires huppées du Pacifique que dans les beaux quartiers de la capitale ou d'ailleurs.

Nombre de Mexicains font des voyages d'agrément à l'étranger : sans parler des Etats-Unis, plusieurs centaines de demandes de visa sont déposées chaque jour dans les sections consulaires des ambassades de certains pays européens.

Autre signe d'euphorie, les spéculations boursières ont enregistré à la Bourse de Mexico. Durant le pre-

REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Mexique : vivre au jour le jour

mier semestre de l'année, le rendement du marché des valeurs a atteint le chiffre record de 163 %. La grande mode, pour ceux naturellement qui en ont les moyens, c'est de rapatrier des capitaux en fuite. Alors que la dette extérieure du Mexique dépasse les 100 milliards de dollars, les estimations varient sur le montant des fonds mexicains déposés à l'étranger. L'un des pré-candidats de l'opposition de gauche à l'élection présidentielle de l'année prochaine, M. Héberto Castillo, le chiffre à 70 milliards de dollars, et il propose de s'en servir pour rembourser une partie de la dette... si les banquiers étrangers veulent bien fournir la liste de leurs dépositaires mexicains.

3 dollars par jour

Toujours est-il que, avec les conditions alléchantes offertes actuellement au Mexique, près d'un milliard de dollars rentrent mensuellement depuis un certain temps. En tout cas, les réserves de la Banque centrale ont atteint la somme sans précédent de 13 milliards de dollars. Mais s'il y a de l'argent, les investissements ne suivent pas.

Etant donné les hauts rendements de la Bourse et les taux d'intérêt supérieurs à une inflation de 130 %, il est plus rentable d'acheter des titres ou de placer son argent sur un compte bancaire. « Avec les intérêts d'une somme équivalente à 30 000 dollars, calcule peut-être un peu hâtivement un homme d'affaires, il est aujourd'hui possible de vivre confortablement de ses rentes dans une demeure cosue, pourvue de piscine avec de surcroît un chauffeur, un jardinier et deux ou trois domestiques. »

Si quelques-uns peuvent se laisser griser par de telles tentations, le Mexicain moyen, — si tant est qu'il existe, — se trouve confronté à des préoccupations plus immédiates. Avec une monnaie qui ne cesse de se dégrader, le salaire réel a perdu la moitié de son pouvoir d'achat au cours des cinq dernières années. Dans cette cité tentaculaire de près de vingt millions d'habitants qu'est devenue la capitale, 40 % de la population active doivent se contenter du salaire minimum, soit l'équivalent de 3 dollars par jour.

Des lors, faut-il s'étonner du manque de confiance affiché par la grande majorité des Mexicains ? Devant les accusations de corruption et l'insuccès de la campagne de « rénovation morale » lancée par le président Miguel de la Madrid, ils haussent les épaules en constatant d'un ton désabusé, que « de toute façon, il y a aujourd'hui moins à voler au Mexique ». D'un air entendu, un haut fonctionnaire remarque qu'il en coûtera toujours moins cher aux Etats-Unis d'éponger la dette mexicaine que de payer le coût d'une révolution, ce qui est aussi une manière de voir les choses.

Vivre au jour le jour, tel semble être le parti pris de la plupart des

Mexicains. C'est du moins ce qui ressort d'une récente enquête nationale supervisée par divers organismes d'études et de sondages, du direction du Centre d'études éducatives.

Heureux en famille

L'avenir était incertain, mieux vaut ne pas trop se poser de questions et s'épanouir dans le cercle familial, toujours extrêmement prisé. Les institutions n'ont pas la cote : près de 80 % des personnes interrogées n'ont confiance ni dans le pouvoir exécutif ni dans le pouvoir législatif. La politique n'est pas l'affaire du Mexicain, qui préfère la liberté à l'égalité. Davantage réformiste que révolutionnaire, il reste plutôt individualiste et ne recherche guère la participation dans des associations. A tous les niveaux, le manque de confiance se retrouve à des degrés divers : 71 % des citoyens avouent n'avoir de sympathie pour aucun parti politique.

La formidable capacité du Mexicain à supporter ce qui, à bien des égards, peut sembler insupportable, trouve peut-être un début d'explication dans certaines données appues dans l'enquête : la moitié des Mexicains ne signeraient jamais un boycottage. Quatre-vingt-dix pour cent se prononceraient contre la violence et se résisteraient pas à la force. Peu de héros reconnus ou auxquels ils chercheraient à s'identifier : Benito Juárez, le président réformateur du siècle dernier, réunit 28 % d'admirateurs ; Lazaro Cardenas, qui nationalisa le pétrole, 10 % ; les dirigeants révolutionnaires Pancho Villa et Emiliano Zapata, respectivement 8 % et 4,5 %, et les dirigeants politiques contemporains sont loin de faire mieux.

Pour 70 % des Mexicains, la tâche principale du gouvernement consiste à maintenir l'ordre et à contenir la hausse des prix. Un tiers estime qu'il devrait accroître la participation des citoyens aux affaires publiques et un petit 7 %, que sa fonction est de protéger la liberté d'expression. Enfin, malgré les ressentiments envers lui, le grand voisin du nord, les Etats-Unis, arrivent en tête des pays préférés, devant l'Union soviétique et la France.

Quant au bonheur, dans leur majorité les Mexicains se disent heureux en famille et s'en disent guère plus. Peu leur chaut des débats politiques, mais le statut économique détermine, pour l'essentiel, le degré de bonheur. Autrement dit, on ressent plus vivement son absence dans les classes pauvres et marginalisées... Si l'argent ne fait pas le bonheur, au Mexique comme ailleurs il donne en tout cas les moyens de s'en passer.

JEAN-CLAUDE BUHNER.

* Dans la série « Regards sur l'étranger », nous avons publié, dans nos éditions des 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28 et 29 août, des articles sur la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Chine, la Suède, la Grande-Bretagne, le Canada, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis.

Les Allemands doivent consommer et investir davantage

déclare le président de la Bundesbank

M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, a déclaré dans une interview publiée, le lundi 31 août, à l'hebdomadaire *Der Spiegel*, que la RFA n'avait pas fait cette année assez d'efforts pour réduire ses excédents commerciaux, et que sa croissance dépasserait en 1987 les 2,5 % annoncés par le gouvernement.

Au cours des sept premiers mois de l'année, la RFA a réalisé un excédent commercial de 65,4 milliards de marks, contre 61,6 milliards au cours des sept premiers mois de l'année record 1986, qui s'était soldée par un excédent de 112,2 milliards de deutschemarks.

« Les Allemands doivent consommer plus, investir plus, et cesser de faire croître sans cesse leurs excédents commerciaux », a déclaré M. Poehl, qui continue à insister sur l'importance de l'équilibre international. De la part de nos partenaires, c'est une exigence fondée », explique M. Poehl.

Le président de la Bundesbank se félicite donc du programme de baisse des impôts engagé par Bonn, ne craignant pas que celui-ci entraîne un endettement public analogue à celui de l'Etat américain : « Contrairement aux Américains, nous avons un fort excédent de notre balance courante. Nous vivons en quelque sorte en dessous de nos moyens, alors que les Américains vivent au-dessus des leurs. »

Evocant le problème des taux de change, M. Poehl déclare qu'il ne croit pas à l'efficacité de nouvelles institutions de coopération, et notamment à l'extension à l'ensemble des pays industrialisés d'un système de stabilisation inspiré du système monétaire européen (SME). « Les tensions seraient trop fortes », estime-t-il.

M. Poehl se félicite de la réussite des accords du Louvre, tout en refusant de faire des pronostics pour l'avenir. Selon lui, les banques centrales liées par cet accord ont acheté de 60 à 70 milliards de dollars entre janvier et mai 1987 pour stabiliser le billet vert.

M. Poehl ne croit pas à la création prochaine d'une banque centrale européenne : « Historiquement, les banques centrales ne sont nées qu'après les gouvernements. Tant qu'il n'y aura pas de Parlement européen doté de véritables compétences ni de gouvernement européen, il est difficile d'imaginer que les

Etats membres de la CEE soient prêts à transférer à une institution internationale des droits aussi importants que celui de battre monnaie. »

Dans l'immédiat, M. Poehl considère qu'il serait « réaliste que tous les pays européens qui en sont capables adhèrent au SME. C'est vrai en premier lieu de la Grande-Bretagne, mais aussi de l'Italie, qui continue à user de droits particuliers. » La seconde étape de l'Europe monétaire consisterait, selon M. Poehl, à la poursuite par les pays membres du SME d'objectifs politiques communs, dont le premier doit être la stabilité des prix.

« A long terme, un troisième pas consisterait à transmettre à une institution supranationale, à une espèce de banque centrale européenne, des fonctions de banque centrale. » — (AFP.)

La première banque de dépôts chinoise émet des actions

La Communications Bank of China a proposé pour la première fois à des entreprises des actions pour un montant de 100 millions de yuans (27 millions de dollars), a annoncé l'agence de presse *New China News* (NCNA).

« C'est la première fois que la Chine émet des actions bancaires », a déclaré à NCNA M. Zhu Qing, directeur général adjoint de la succursale de la Communications Bank of China à Shanghai.

Selon M. Zhu, cette décision est le signe d'une « nouvelle étape » qui s'inscrit dans les réformes du système bancaire chinois.

La Communications Bank of China, première banque de dépôts chinoise, a constitué son capital par l'émission d'actions destinées à l'Etat et aux entreprises étatisées, précise NCNA.

Les actions, d'une valeur nominale de 10 000 yuans (2 700 dollars) et 100 000 yuans (27 000 dollars), porteront un intérêt annuel qui ne sera pas supérieur à celui des comptes bancaires à intérêt.

Selon les observateurs occidentaux, la décision de la banque d'intervenir dans le cadre des réformes économiques, très controversées à l'intérieur même du parti, les conservateurs étant réfractaires à de telles émissions, incompatibles selon eux avec le système socialiste.

En avril dernier, les autorités chinoises avaient promu des lois limitant sévèrement les émissions d'actions et d'obligations, et interdisant aux entreprises étatisées d'émettre des actions. Seules les entreprises collectives sont autorisées à le faire après agrément de la banque centrale chinoise.

Il est interdit aux étrangers d'acheter des actions ou obligations d'une entreprise chinoise, indiquent des observateurs occidentaux. C'est en 1981 que la Chine a commencé à émettre des actions. Depuis, sept mille entreprises ont émis des actions et plusieurs villes ont ouvert des Bourses de valeurs. — (AFP.)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La société nationale des télécommunications du Sénégal (SONATEL), 6, rue Wagane-Diouf, lance un appel d'offres international pour l'équipement du centre de contrôle et de mesure de Yomboul en matériel informatique.

Les adjudications se feront par lot comme indiqué ci-dessous :

- Lot 1 : une radiogoniométrie fixe.
- Lot 2 : deux radiogoniométries mobiles.
- Lot 3 : deux stations radiolocalisation par satellite.
- Lot 4 : deux récepteurs HF.
- Lot 5 : deux récepteurs VHF/UHF.
- Lot 6 : une antenne rotative — une antenne omnidirectionnelle — un système de communication.
- Lot 7 : un magnétophone à cassettes.
- Lot 8 : un moyen de communication entre des stations fixes et des stations mobiles.
- Lot 9 : un analyseur de spectre.
- Lot 10 : un oscilloscope.
- Lot 11 : un lot d'équipements divers — un fréquencemètre — un générateur de signaux.

Les propositions seront accompagnées d'une caution provisoire d'un montant de 5 000 000 F CFA comme indiqué dans le cahier des charges.

Les dossiers peuvent être retirés dès la publication du présent avis à la SONATEL, 6, rue Wagane-Diouf, 3^e étage, Dakar, République du Sénégal contre un chèque barré de 25 000 F CFA libellé au nom de SONATEL.

Les offres seront déposées au secrétariat de la direction de l'administration et des finances de la SONATEL, 6, rue Wagane-Diouf, 3^e étage à Dakar, République du Sénégal au plus tard le 30 novembre 1987, à 10 heures précises. Toute soumission présentée après cette date ne sera pas acceptée.

ALASSANE DIALY NDIAYE, directeur général de la SONATEL.

orientations SERVICE

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

■ ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS ■ ■ ■

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Services, 57, avenue Montaigne - M. Mme-Mlle (réponse par courrier uniquement).

Nom : _____ Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Niveau d'études actuel : _____ Age : _____

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Ecole Normale
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées
<input type="checkbox"/> Veolia, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> 2 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/> Hotellerie-Restaurant (niveaux)
<input type="checkbox"/> Accueil	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Administration Militaire, Commerciale	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Aéronautique et Spatial	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Assurances	<input type="checkbox"/> Marché de l'Art
<input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Biens, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/> Prévisions Dentaire
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/> Acteur et Danseur
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Secrétariat, Bureautique
<input type="checkbox"/> Concours Administratifs	<input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance	<input type="checkbox"/> Spéculation Turiste, Mode
<input type="checkbox"/> Drame	<input type="checkbox"/> Tourisme
	<input type="checkbox"/> Transports

CONSEIL RÉGIONAL Nord - Pas-de-Calais

7, square Morisson, B.P. 2035, 59014 LILLE Cedex

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURE

Le Conseil régional Nord - Pas-de-Calais lance un appel d'offres restreint pour la réalisation d'une étude qualitative et quantitative sur l'impact de sa politique en matière de recherche et de technologie.

Il s'agit d'évaluer les résultats des actions menées en fonction des objectifs initiaux de cette politique ainsi que son impact sur le développement scientifique et technique dans la région Nord - Pas-de-Calais. Les effets indirects sur l'économie, l'appareil de formation, la vie culturelle ainsi que la perception de la région en terme d'image ne seront pas à négliger.

Le délai d'exécution est de neuf mois.

Les candidatures accompagnées d'une fiche de renseignements MPC 10 N, d'un dossier de présentation et d'une liste de références pourront être remises contre récépissé ou devront parvenir par lettre recommandée à l'adresse ci-dessus avant le

22 SEPTEMBRE 1987

RENSEIGNEMENTS TÉLÉPHONIQUES : 20-60-63-23 ou 20-60-67-54

MSB NEW SOUTH WALES

The Maritime Services Board of NSW
Port of Newcastle Australia

Design of self propelled trailing suction hopper dredge with a grab dredge crane capacity

The Port of Newcastle invites Tenders for the design of a trailing suction hopper dredge for maintenance dredging of approximately 550,000 m³ of silt and sand to a depth of 16 metres in the Port of Newcastle and Sydney.

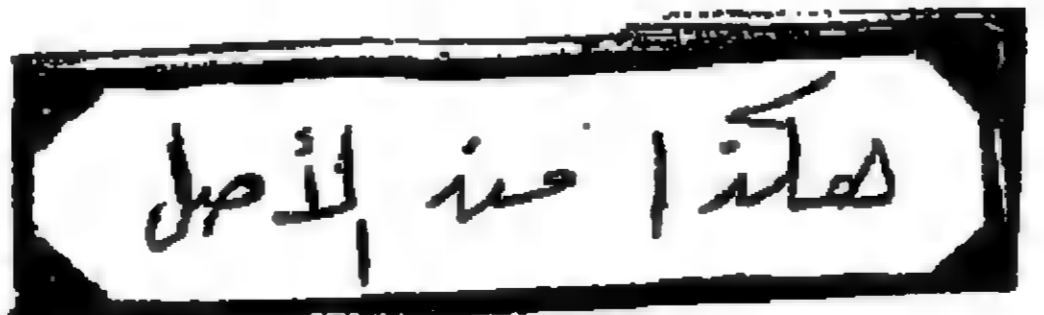
Details of the design services required are available from:

Port of Newcastle
PO Box 563, Newcastle, NSW 2300 Australia.
Attention: Mr. Garry Sclater, Manager Works & Projects.

Tele: A428761
Facsimile 6149 26 4596
Telephone 6149 27 2400

Tenders are to close on Wednesday, 7th October, 1987.

L'avis ci-dessus concerne un appel d'offres pour les plans d'une drague aspirante destinée au port de Newcastle.



Economie

AFFAIRES

Le rapport Mayoux sur les assurances

La clé de la répartition des plus-values

Les deux premières parties de la lettre de M. Mayoux au ministre d'Etat sont consacrées à la définition de critères pour le partage des plus-values latentes contenues dans les portefeuilles des sociétés d'assurance-vie. A ce sujet, l'ancien président de la Société générale écrit : « Dans le cas de la privatisation, comme dans celui des transferts de portefeuilles soumis par les sociétés privées, c'est l'assimilation des plus-values latentes à des gains en capital effectivement dégagés qui est une source d'incohérence et de contestations. »

Rappelant que les actifs des compagnies d'assurance avaient aussi été constitués à partir de l'épargne d'assurés antérieurs - qui ont rompu leurs liens avec la société d'assurance-vie - M. Mayoux estime que, « dans ces conditions, il parait inévitable de renoncer à utiliser la clé de partage en usage pour le calcul de la participation annuelle aux bénéfices » (85 % au moins aux assurés et au prorata des provisions sur l'ensemble des actifs, le reste pour les actionnaires).

Evocant ensuite deux méthodes possibles de partage, l'une « fondée

Comme il l'a été annoncé, le dimanche 30 août, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a rendu public, lundi 31 août, le « rapport Mayoux » concernant les modalités de partage des plus-values latentes dans les restructurations des sociétés nationales d'assurances. Extrêmement technique, ce rapport - une lettre de huit pages, datée du 6 mars 1987 - propose, en outre, une réforme générale dans l'organisation des sociétés d'assurances françaises, de manière à pouvoir bien distinguer désormais ce qui appartient aux assurés-vie d'une part, aux actionnaires d'autre part.

sur l'anticipation de l'avenir en matière de distribution de plus-values, l'autre fondée sur la reconstruction du passé, en matière de capitaux accumulés par les assurés actuels ». M. Mayoux recommande la seconde solution, la méthode dite « historique », qui lui paraît « plus sûre, moins arbitraire, et de ce fait, beaucoup moins sujette à contestation ». Elle est en outre, souligne le rapport, « couramment appliquée à l'étranger... ». Le partage, sur cette base, des actifs doit s'accompagner, dans le cas des privatisations, par la création « de véritables holdings », et permettre un transfert, « des compagnies d'assurance-vie vers ces

sociétés, des actions des compagnies dommagées qu'elles ont été conduites à y placer dans des proportions et pour des montants anormalement élevés ».

La création d'un « Fonds des assurés »

Mais le rapport Mayoux ne s'arrête pas à la définition d'un partage des actifs entre assurés et actionnaires. Il faut « veiller à ce que les intérêts des assurés soient préservés, c'est-à-dire qu'ils aient la jouissance de leurs droits, par des plus-values comprises, dans le nouveau cadre d'activité des compagnies ». Dans ce but, M. Mayoux se

demande « s'il ne conviendrait pas d'établir de façon permanente et générale, dans la réglementation française de l'assurance-vie, le cantonnement des actifs consacrés au service des assurés, comme c'est le cas, selon des modalités d'ailleurs très différentes, au Royaume-Uni et en RFA ».

Il s'agirait en fait de créer un « fonds des assurés » dans lequel seraient « cantonnés » tous les actifs sur lesquels les assurés ont un droit. A côté, coexisterait un « fonds des actionnaires ». M. Mayoux développe alors tous les avantages d'une telle formule. Il les résume ainsi : « Le cantonnement apporterait la clarté au marché et un encouragement à un niveau soutenu et raisonnable de réalisation des plus-values ». L'assuré saurait, de manière permanente, quels sont les actifs sur lesquels il a des droits. Il obtiendrait des rendements supérieurs, les sociétés étant incitées à accélérer la réalisation de leurs actifs. Dans ces conditions, M. Mayoux recommande une généralisation du « cantonnement permanent » à toutes les compagnies d'assurance-vie en France.

Un train peut en cacher un autre

UN train peut en cacher un autre. Le mystérieux rapport Mayoux - oral jusqu'à la semaine dernière - devait amener des révélations fracassantes sur le partage des plus-values potentielles des sociétés d'assurance-vie entre assurés et actionnaires. Rendu public, le rapport - en fait une lettre personnelle de M. Jacques Mayoux à M. Edouard Balladur, - traite certes, et en termes très techniques, du partage du gâteau. Mais il s'intéresse aussi aux assiettes, dans lesquelles sont déposées ces parts. Les recommandations en ce domaine de l'ancien président de la Société générale sont sans doute plus explosives pour la profession que celles concernant les règles de partage des plus-values.

Pour simplifier, on peut dire que M. Mayoux propose que, d'abord

toutes les compagnies d'assurance-vie françaises - privées ou publiques - soient obligées de bien distinguer, dans leurs actifs et d'une manière permanente, ce qui appartient aux assurés et ce qui appartient aux actionnaires. Pour cela, chacune devrait créer un « fonds des assurés ». Les immeubles et titres cotés ou non cotés appartenant aux assurés seraient dans ce fonds. Les actionnaires, chargés de la gestion, n'auraient sur ce fonds, de droits qu'en termes de commissions de gestion. Ils seraient par ailleurs leurs propres actifs, regroupés au sein d'un « fonds des actionnaires ». Les professionnels parlent d'un « cantonnement des actifs ».

Le « cantonnement » n'est pas une nouveauté en France : les polices

individuelles ou collectives participatives sont fréquemment « cantonnées ». Il est pratique courante à l'étranger. Il offre de grands avantages : une plus grande clarté d'abord, un rendement meilleur ensuite. Mais sa généralisation se heurte à de nombreuses difficultés.

Favorable à ce dispositif, M. Edouard Balladur a demandé à ses services, dès réception de la lettre de M. Mayoux, d'étudier les conditions techniques de sa mise en œuvre. C'est pourquoi, fait-on savoir dans son entourage, il n'a pas souhaité rendre public le rapport Mayoux immédiatement. Il a reçu, en août, les propositions de son administration. « Une concertation avec la profession pour la généralisation du dispositif » va donc maintenant s'engager, indique-t-on Rue de

Rivoli. Il s'agit, estime-t-on auprès du ministre comme chez les assureurs, d'une « réforme d'urgence », d'un enjeu essentiel à l'horizon 1992.

Mais 1992 ne peut faire oublier... 1988. Il reste la question du partage des plus-values latentes dans les restructurations en cours à l'UAP, aux AGF et au GAN. La direction des assurances n'avait rien, vendredi 28 août - le délai de réclamation expire le 30 août - qu'une seule opposition aux transferts envisagés. Le ministre de l'économie devrait donc, dans les jours qui viennent, donner son accord aux projets de transferts des compagnies d'assurances.

Le partage retenu (80 % aux assurés, 40 % aux actionnaires) semble certes correspondre, selon les professionnels, aux critères recommandés par M. Mayoux, et même au-delà. Mais certains ne manquent pas de souligner que, si les 40 % de plus-values latentes remontent définitivement aux actionnaires, les 60 % destinés aux assurés ne le sont pas d'une manière définitive. Lorsqu'elles seront réalisées, les plus-values en question seront à nouveau partagées entre assurés... et actionnaires. Le principe d'un « fonds des assurés » n'ayant pas été complètement retenu dans l'immédiat pour les trois sociétés privatisables, certains ne manquent pas de se demander si « les assurés ont la certitude raisonnable qu'ils jouiront dans le futur des droits qu'on leur a reconnus », selon l'expression de M. Mayoux.

ERIK IZRALEWICZ.

Selon un rapport interne

La Direction générale des télécommunications devra supprimer 32 655 emplois d'ici l'an 2000

L'administration des Télécoms va devoir à son tour en passer par d'importantes suppressions d'emplois dans les années à venir : un rapport interne de la DGT (Direction générale des télécommunications) évalue en effet à 32 655 d'ici à l'an 2000 le nombre de personnes en sursurnombre dans ses services, soit un excédent de 20 %.

Selon les projections de la DGT - qui reposent sur une hypothèse d'« activité constante », - les effectifs totaux de la DGT augmenteraient fortement de 161 950 personnes à la fin 1985 à 129 295 à la fin de ce siècle, soit un niveau proche de celui de 1975 (127 820), année du lancement de la modernisation du réseau téléphonique français qui a donné lieu à un gonflement important du personnel.

Toutefois, le profil de l'emploi serait considérablement modifié : alors que les effectifs des populations les plus qualifiées (cadres supérieurs et intermédiaires) augmenteraient fortement (de 63,3 % et 9,5 % respectivement), ceux des catégories les plus basses seraient réduits : le nombre d'ouvriers chuterait de 23,6 %, celui des administratifs du service général de près de 30 %, contre une baisse de 26 % pour les agents des lignes et de 24,6 % pour les techniciens et aide-techniciens.

Cette « déflation des effectifs », souligne-t-on à la DGT, sera effectuée régulièrement, au rythme de 2 000 à 2 500 l'an. Il s'agit, ajoute-t-on, d'une tendance commune à tous les opérateurs dans le monde, liée aux progrès de la technologie. Elle s'inscrit

en outre dans un souci d'améliorer la compétitivité de la DGT, où l'on compte actuellement 7 agents pour 1 000 abonnés contre 4 à 4,5 dans les autres pays.

Afin de ne pas déséquilibrer la pyramide des âges, la DGT devrait continuer à embaucher environ 2 000 personnes par an, essentiellement des cadres dont le nombre devrait être multiplié par quatre entre 1975 et l'an 2000. En effet, la DGT affirme souffrir d'un niveau d'encadrement insuffisant et voudrait passer d'un taux de 12 % actuellement à 20 % dans quinze ans.

Bien qu'elle dénombre déjà environ 5 000 départs naturels par an, la DGT évoque dans son rapport la possibilité d'opérer des préretraites à cinquante-cinq ans pour les personnels du service général, de proposer des primes de départ pour les agents des lignes ainsi que des indemnités de conversion.

Ce « document de travail », qui fait partie des « calculs économiques » et des « prévisions nécessaires » de l'administration des Télécoms, a été présenté au début de l'été aux syndicats par les responsables de la DGT, qui soulignent que ces réductions d'effectifs sont « totalement indépendantes » du statut juridique de la DGT que le ministre, M. Gérard Longuet, voudrait transformer. Point de salut pour la démoiselle du téléphone.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

Les effectifs de la DGT

	1975	1985	2000	Variation 1985-2000
Cadres supérieurs	3 986	7 482	12 228	+ 63,3
Inspecteurs	7 753	12 214	13 375	+ 9,5
Techniciens et aides-tech.	21 314	30 409	22 928	- 24,6
Agents des lignes	24 543	34 167	25 298	- 26
Service général	39 887	64 186	45 800	- 29,9
Ouvriers	4 488	7 197	5 508	- 23,6
Divers	(25 857)	6 295	5 088	- 28,6
Total	127 820	161 950	129 295	- 28,2

(Source DGT.)

TRANSPORTS

Les pilotes de la Sabena avaient le droit de faire grève

Bruxelles (AFP). - La chambre des référés des Bruxelles a annulé, le 31 août, l'ordonnance du tribunal de première instance interdisant aux quatre cents quarante et un pilotes de la compagnie nationale belge Sabena de faire grève le 6 août. Elle a estimé que le tribunal avait outrepassé ses pouvoirs.

Le conflit entre la direction et le personnel concerné porte sur les salaires ainsi que sur le code de

représentation des pilotes dans les discussions sociales.

Une autre action en justice est toujours pendante devant le tribunal de première instance que la direction avait saisi d'une autre menace de grève, déposée pour le 15 août et retirée par les pilotes. Cette assignation court toujours, mais la compagnie la reporte de jour en jour, car aucun de ses avions ne volerait si l'ensemble des pilotes se présentait à l'aérodrome (le Monde du 21 août).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

Emprunts Août 1987

Emprunt à taux fixe :
1 milliard de Francs
soit 200 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 910 F

Taux nominal : 9,90 %
Taux de rendement actuariel brut : 10,15 %

Durée : 15 ans
Amortissement en trois tranches
égales à partir de la treizième année.

Emprunt à taux révisable :
1 milliard de Francs
soit 200 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 943 F
Taux d'intérêt du 1^{er} coupon : 8,735 %
payable le 14 septembre 1988

Coupons suivants : le taux d'intérêt annuel, fixé un an avant chaque échéance, sera égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) émis par la Caisse des Dépôts et Consignations pour les mois de Juin et Juillet précédant la fixation du coupon, diminué d'une marge de 0,60 % l'an.

Durée : 12 ans
Amortissement in fine.

Modalités communes aux deux emprunts :

Jouissance, règlement : 14 septembre 1987
Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Épargne, des Agences de Change et des Comptes de Trésor. Une fiche d'information (n°s C.O.B. n° 87-313 du 27/08/87) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 56, rue de Lille - 75002 Paris et des Etablissements chargés du placement. Cliquez sans frais.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.



Le Monde dossiers et documents



LA FRANCOPHONIE

Cent vingt-cinq millions d'hommes s'expriment aujourd'hui en français. La francophonie est devenue une réalité culturelle et politique.

- Les « Dossiers et Documents » du Monde dressent un bilan complet de la planète francophone.
- Le bilan politique : les institutions, les structures et les associations francophones ; les radios et les télévisions de langue française.
 - Le bilan culturel : le portrait d'un monde aux multiples visages ; le français tel qu'on le parle et tel qu'on l'enseigne ; les artistes francophones dans le monde.
 - Les repères : la carte de la francophonie ; les grandes dates et les conférences importantes.

En vente en France uniquement par correspondance - Un exemplaire : 13 F (frais d'expédition inclus) SPÉCIAL LYCÉES ET COLLÈGES Commandes groupées par lots par lot de dix : 85 F (frais d'expédition inclus)

NUMERO SPECIAL HORS SERIE



LA FRANCOPHONIE

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____
Code postal : _____ Localité : _____

Nombre d'exemplaires : _____ x 13 F : _____ F Lots de dix exemplaires : _____ x 85 F : _____ F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au : Journal Le Monde, service de la vente du numéro, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08 LM 1

ommer

bank

La CEE soient une institution à droits aussi de battre mon-

M. Poché considère que tous les membres du Comité. C'est vrai en Grande-Bretagne, le, qui continue à travailler. - La Europe monétaire. M. Poché, à la pays membres du politiques commu-

un troisième pas vers une institution, à une centrale européenne de banque cen-

ère banque chinoise actions

International Bank of Commerce Bank of China à

200, cette décision s'explique par le fait que le

International Bank of Commerce Bank of China à

International Bank of Commerce Bank of China à

International Bank of Commerce Bank of China à

International Bank of Commerce Bank of China à

International Bank of Commerce Bank of China à

NSB

International Bank of Commerce Bank of China à

International Bank of Commerce Bank of China à

International Bank of Commerce Bank of China à

International Bank of Commerce Bank of China à

Marchés financiers

NEW-YORK, 21 août

Raffermissement

La Bourse de New-York s'est raffermie, lundi, dans un marché... Les analystes n'ont cependant...

Table with columns: Valeurs, Cours, % de variation. Lists various stocks and their performance.

INDICES BOURSISERS

Table showing various stock indices like S&P 500, Dow Jones, etc., with their values and changes.

MATIF

Changement de pourcentage du 31 août 1987

Table with columns: Valeurs, Cours, % de variation. Lists MATIF products.

VIE DE LA COTE

Text describing market conditions and company news.

INTERBANKAIRE DES DEVISES

Table showing interbank exchange rates for various currencies.

MONNAIES

Table showing exchange rates for various international currencies.

BOURSE DE PARIS 1er SEPTEMBRE

Main table for Paris stock market, including 'Règlement mensuel' and 'Comptant' sections with columns for Valeurs, Cours, and %.

Comptant (sélection) SICAV (sélection) 31/8

Large table containing selected 'Comptant' and 'SICAV' data, including various stock and fund listings.

Second marché (sélection) Hors-cote

Table for 'Second marché' and 'Hors-cote' listings, including various financial instruments.

MINTEL logo and text: 'La gestion en direct de votre portefeuille personnel'.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or', showing exchange rates and gold market data.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La visite de M. Chirac au Canada. 4 Le 18 ^e anniversaire de la révolution libyenne. 5 Une affaire d'espionnage en Thaïlande. — L'ouverture du procès de Mathias Rust à Moscou. 6 La guerre du Golfe. — La situation à Haïti.	7 La campagne pour le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie. — Après la visite de M. Chirac à Saint-Pierre-et-Miquelon : un point de vue de M. Albert Pen. 8 La préparation de l'élection présidentielle de 1988.	9 L'amour-possession d'un père pour sa fille. — L'antracisme ordinaire du professeur Jean-Michel Dubernard. 10 Sports : les championnats du monde d'athlétisme.	14 Le Corbusier et « l'Esprit nouveau », à Strasbourg. — Le Festival du film européen à Vichy. 15 Le Festival de théâtre de rue à Aurillac. 16 Digressions, par Bernard Frank. — Communication : la CNCL fait saisir deux radios pirates.	32 Regard sur l'étranger : vivre au jour le jour au Mexique. 33 Le rapport Mayoux sur les assurances. 34 M. Lévy confirme le projet de changement de statut de Renault. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 3 Météorologie 18 Mots croisés 18 Carnet 19 Loto sportif 10 Radio-télévision 18 Annonces classées 21 à 31 Loterie 10 Spectacles 17	● Mon voyage au Canada. JOUR ● Des livres pour la rentrée. LIT ● 11 h-14 h 30 : rendez-vous à la Bourse de Paris. BOURSE Actualité, Sports, International, Jeux, Cinéma, Bourse. 3615 Tapez LEMONDE

Pour faciliter la vérification et sur une base de réciprocité

Des essais nucléaires américains pourraient avoir lieu en URSS

Un responsable militaire soviétique a annoncé de nouvelles ouvertures soviétiques sur le problème de la vérification d'un éventuel arrêt des essais nucléaires. Parlant lundi 31 août à Washington, à l'issue d'une réunion tenue les jours précédents dans l'Etat de New-York sur les relations soviéto-américaines, le général Tchervov, chef de la direction juridique et des pactes à l'état-major général soviétique (la direction chargée des problèmes de désarmement), a annoncé que Moscou était prêt à accepter « n'importe quelle type de vérification » en matière d'essais nucléaires, sous réserve de réciprocité. « Si vous voulez régler vos instruments de mesure, vous pouvez venir dans nos centres d'essais et faire exploser l'un de vos engins nucléaires », a-t-il précisé notamment.

Autrement dit, on ne saurait exclure qu'une bombe américaine soit mise à l'essai sur le site d'expérimentation soviétique de Semipalatinsk, au Kazakhstan, tandis que des Russes feraient de même dans le Nevada. Le général Tchervov a également indiqué que l'ouverture soviétique pourrait comporter également l'acceptation par Moscou du système de vérification Cortex proposé par les Etats-Unis et refusé à

l'époque par l'URSS. Ce système, basé sur un nouveau type de mesures hydrodynamiques, avait été suggéré par M. Reagan en mars 1986, mais rejeté à l'époque par l'URSS.

La nouvelle volonté soviétique — que devrait illustrer dans les jours qui viennent la présence de quatre congressistes américains sur le polygone de tirs de Semipalatinsk afin d'y assister à des essais d'armes non nucléaires — pourrait ouvrir la voie à des progrès sur le dossier des essais nucléaires, qui a été, avec celui des armements proprement dits, au cœur des discussions soviéto-américaines depuis deux ans.

Sans doute les Etats-Unis ne sont-ils pas prêts à accepter un arrêt total des essais : en décembre 1985, le président Reagan avait affirmé que si un tel accord constituait un « objectif à long terme » des Etats-Unis, il était lié à toutes sortes de conditions, notamment à un meilleur équilibre conventionnel et à une situation « où la dissuasion nucléaire ne sera plus un élément aussi essentiel qu'aujourd'hui pour la sécurité et la stabilité internationales ».

Pendant, le président américain acceptait de reprendre les discussions afin de rendre possible la

ratification de deux accords partiels soviéto-américains signés en 1974 et 1976 : l'un sur la limitation des essais à un seuil maximal de 150 kilotonnes, l'autre visant à réglementer les essais nucléaires dits « pacifiques ». Le 10 octobre 1986, peu avant le sommet de Reykjavik, il adressait une demande en ce sens au Congrès américain.

La mauvaise humeur de M. Karpov

Parallèlement, l'idée d'un perfectionnement de la vérification avait progressé avec l'arrivée en URSS, à l'été 1986, d'un groupe d'experts américains privés chargés d'installer, avec l'accord de l'Académie des sciences soviétiques, des instruments de mesure près du site de Semipalatinsk. Il s'agissait toutefois alors d'inspecter des « non-essais », puis que l'URSS observait alors le moratoire imposé par M. Gorbatchev depuis août 1985. Lorsque les explosions reprirent en février dernier, les experts américains durent plier bagage. Les propos du général Tchervov donnent à penser que cette fois, pourront revenir sur les lieux pour observer des vraies explosions, y compris les leurs : une pers-

pective que Moscou avait toujours repoussée avec horreur jusqu'à présent.

Un élément moins positif a été introduit dans le débat du désarmement par M. Karpov, l'homologue du général Tchervov au ministère soviétique des affaires étrangères, qui a jugé nécessaire de tempérer, dans une déclaration à l'agence Tass, l'optimisme causé par la concession du chancelier Kohl, la semaine dernière, à propos des Pershing-1 A de l'armée allemande. Selon M. Karpov, la déclaration de M. Kohl « va dans le bon sens » dans la mesure où elle reconnaît le droit des Etats-Unis à disposer des ogives de ces engins, mais « elle n'aide pas à résoudre le problème », lequel est de « savoir si ces têtes seront incluses ou non dans l'accord soviéto-américain ».

Autrement dit, Moscou ne se contenterait pas de la décision unilatérale de Bonn, mais continuerait d'exiger que le traité à conclure porte sur ce que tous les pays occidentaux considèrent comme des « forces tierces », non comptabilisables dans un accord. L'avenir dira s'il s'agit là d'un raidissement de la position soviétique, ou seulement d'un baroud d'honneur.

MICHEL TATU.

Sur le vif

L'heure c'est l'heure

Il a bien de la veine, mon Mimi ! Son âge, il s'en contrefiche, il l'a dit. Normal, lui, la retraite, personne l'oblige à la prendre. Dès qu'un mec de l'opposition ouvre sa gueule pour lui suggérer de déguer, on la lui ferme à coups de Churchill, de Gaulle, Reagan et je ne sais plus quel... ah ! oui, Adenauer. Lui, il peut rester là jusqu'à perpète, alors que moi, quand mon heure viendra, c'est à peine si j'oserai m'abriter derrière l'exemple de Mémé Grégoire. Ce matin dans les couloirs j'ai épingle un copain du service politique et je me suis mis à râler.

— Pourquoi lui et pas moi, c'est pas juste.

— Comment tu peux comparer ! Toi, tu te crèves au boulot. Pas lui, lui, surtout là avec la cohabitation, il est fiche plus une dette. T'aurais le droit à un repos bien gagné. Comme t'as le droit d'expression dans l'entreprise, le droit de grève, le droit de manifester. Lui, qui veut-tu qu'il engueule ? Dieu ? Et s'il est pas content, tu le vois se balader avec une pancarte devant les grilles de Matignon ? Et puis tu places la mobilité de l'emploi. Place aux jeunes.

— Ben justement !

— Arrête ! Tu sais quel âge il aura à la fin de son mandat, Barre, s'il est élu ? Soixante et onze berges. L'âge de ton Mimi dans un mois. Ce fera pareil. Jacques, là, depuis quelque temps, c'est vraiment le jaunot, c'est pas possible. Le petit Léo idem. T'as qu'à voir les sondages, les électeurs sont pas chauds.

— Tiens, à propos, tu sais, les évêques, ça y est. Maintenant, la retraite coupée, elle leur tombe dessus à soixante-quinze ans. Et les cardinaux à partir de quatre-vingts berges, ils ont plus le droit de voter, pour ou contre un nouveau pape au Vatican.

— Ben, si tu vas par là, ce qu'il faudrait envisager, c'est d'abaisser la limite d'âge de l'électorat. Pas par le bas. Par le haut. Toi, ta carte Vermel, ça y est, tu l'as ? T'es des réductions dans les trains et les cinémas. T'en auras aussi dans l'électorat. T'auras 50 % sur le bulletin de vote à la prochaine présidentielle. On t'en donnera la moitié. Alors là, franchement, un Mimi à mi-prix, c'est une affaire !

CLAUDE SARRAUTE.

Le président Gemayel demande la relance de la médiation algérienne entre Beyrouth et Damas

Beyrouth (AFP). — Le président libanais, M. Amine Gemayel, a demandé à l'Algérie de relancer sa médiation entre Beyrouth et Damas, à l'occasion d'une visite surprise de quelques heures à Alger, qu'il a quittée lundi pour Paris, a-t-on appris de source proche de M. Gemayel.

Le président Gemayel, arrivé dans la nuit de dimanche à Alger, a indiqué à son homologue algérien, M. Chadli Bendjedid, qu'une amélioration de ses relations avec Damas et le rétablissement du dialogue avec l'opposition libanaise musulmane pro-syrienne permettrait au Liban de faire face à la crise économique qu'il traverse, a-t-on ajouté de même source.

L'Algérie mène une mission de bons offices entre M. Gemayel et le président syrien Hafez el-Assad, brouillés depuis le refus du président libanais d'entériner un accord de paix paré par Damas, en janvier 1985, et maintient de bonnes relations avec l'opposition musulmane qui le boycotte.

Sept pendaisons en Afrique du Sud

Deux jeunes Noirs exécutés pour des meurtres politiques

Pretoria (Reuters, AFP). — Deux jeunes Noirs, condamnés à mort pour avoir tué un conseiller municipal noir et son fils en mars 1985, ont été exécutés, le mardi matin 1^{er} septembre, à la prison centrale de Pretoria, a-t-on appris de source officielle. Cinq autres hommes, trois métis et deux Noirs, ont été pendus en même temps pour des crimes de droit commun.

Agés d'une vingtaine d'années, Wellington Moleka et Moses Janjies sont les premiers suppliciés parmi un groupe de trente-trois personnes (trente-deux Noirs et un métis), condamnés à la peine capitale pour des meurtres commis, pour la plupart, en 1985 au moment de la flambée de violence dans les ghettos noirs.

Les policiers noirs et les conseillers municipaux ayant accepté de faire partie des institutions locales que le gouvernement venait d'installer dans les cités, ainsi que les personnes soupçonnées d'être des « mouchards », avaient été particulièrement visés.

Les autorités sud-africaines sont restées insensibles aux appels à la clémence. Parmi d'autres personnalités, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, avait demandé la grâce des deux condamnés.

Par ailleurs, deux Noirs ont été condamnés à mort, lundi, par un tribunal de Pretoria pour le meurtre, l'an dernier, d'un policier noir, par la méthode dite « du collier » (poison mis autour du cou du supplicié, puis imbibé d'essence avant d'être enflammé).

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} septembre 1987 a été tiré à 505 556 exemplaires

ITALIE Les mutins de l'île d'Elbe se sont rendus et ont libéré leurs otages

Les six mutins retranchés depuis exactement une semaine avec vingt et un otages (seize gardiens et cinq civils) ont relâché, mardi 1^{er} septembre en fin de matinée, leurs otages et se sont rendus, accord-on au pénitencier de Porto-Azzuro. A la demande des mutins, il devait jouer le rôle d'un « garant externe » et contre-signer un document précisant les termes de l'accord.

En principe, les mesures de clémence envisagées pour des permissions pour bonne conduite jusqu'à la remise en liberté anticipée. Mais la portée réelle de la proposition des autorités est limitée dans l'immédiat : elle ne sera examinée par la magistrature qu'une fois jugée et posée la prise d'otages en cours. Dans le meilleur des cas, les mutins, qui sont presque tous condamnés à la réclusion à vie pour des assassinats et des enlèvements de personnes notamment, ne pourraient bénéficier de permissions que dans deux ans au plus tôt.

(Interim.)

menacé de faire un massacre », ne s'exprimait plus. Selon les magistrats qui tentaient de négocier avec eux, le front des rebelles se divisait, les « droits commun » reprenant l'initiative.

Dans la nuit de lundi à mardi, le représentant d'Amnesty International à Pise est arrivé au pénitencier de Porto-Azzuro. A la demande des mutins, il devait jouer le rôle d'un « garant externe » et contre-signer un document précisant les termes de l'accord.

En principe, les mesures de clémence envisagées pour des permissions pour bonne conduite jusqu'à la remise en liberté anticipée. Mais la portée réelle de la proposition des autorités est limitée dans l'immédiat : elle ne sera examinée par la magistrature qu'une fois jugée et posée la prise d'otages en cours. Dans le meilleur des cas, les mutins, qui sont presque tous condamnés à la réclusion à vie pour des assassinats et des enlèvements de personnes notamment, ne pourraient bénéficier de permissions que dans deux ans au plus tôt.

Sud-Radio vendue au groupe Fabre

La SOFIRAD (société financière de radio, qui gère la participation de l'Etat dans l'audiovisuel), propriétaire de Sud-Radio, a annoncé le mardi 1^{er} septembre sa décision de vendre la station au groupe « représentatif d'intérêts régionaux du Sud-Ouest conduit par les laboratoires Pierre Fabre », indique un communiqué du holding audiovisuel public. « 10 % des actions ont toutefois été réservées aux salariés de l'entreprise, qui bénéficieront d'un prix préférentiel », a précisé la SOFIRAD dans un communiqué. La cession, d'un montant de 36 millions de francs « pour la totalité des actions », sera effective le 10 septembre.

EN BREF

● Satisfaction à Washington après l'abandon du Lavi. — Les Etats-Unis se sont félicités le lundi 31 août de la décision israélienne, dimanche, d'abandonner la construction du chasseur-bombardier Lavi, projet vivement combattu par Washington, qui avait proposé une solution de rechange.

« Nous nous félicitons de la décision du gouvernement israélien... nous reconnaissons que cela a été une décision difficile pour Israël », mais « elle servira au mieux ses intérêts », déclare un communiqué publié conjointement par les départements d'Etat et de la défense.

En Israël, l'abandon du Lavi a provoqué lundi des manifestations de plusieurs centaines de salariés de l'industrie aéronautique israélienne, (AFP, AP.)

● Fonctionnaires : M. de Charrette juge « prématuré » de se prononcer sur le pouvoir d'achat. — M. Hervé de Charrette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a déclaré le mardi 1^{er} septembre

à Europe 1 qu'il est « aujourd'hui prématuré de dire ce qu'on va faire » pour le pouvoir d'achat des fonctionnaires « parce qu'on ne connaît pas ce que sera réellement l'inflation » : « Attendez d'avoir des indications chiffrées, laissez-moi le temps de rencontrer les organisations syndicales et puis le gouvernement aura d'ici à la fin de l'année à faire le point avec les organisations syndicales. » Le 31 août, la Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF) avait écrit à M. de Charrette pour lui demander « la reprise d'urgence des négociations salariales 1987 ».

● M. Bruno Rohmer PDG du groupe Express. — M. Bruno Rohmer, patron des Presses de la Cité, a été nommé, mardi matin, par un conseil d'administration du groupe l'Express président-directeur général, d'ici à la fin de l'année à faire le point avec les organisations syndicales. M. Tom Sebestren quitte ses fonctions de vice-président-directeur général du groupe, qu'il occupait depuis juin 1986. Il reste cependant administrateur. M. Jimmy Goldsmith, qui vient de céder l'essentiel des parts qu'il détenait dans la Générale occidentale à la CGE, conserve à l'Express la présidence du comité éditorial.

● Important cambriolage dans la villa d'un frère du roi d'Arabie saoudite. — Des cambrioleurs ont dérobé une somme en dollars équivalant à 2,5 millions de francs ainsi qu'un lot important de bijoux dans la villa dont est propriétaire à Cannes (Alpes-Maritimes) le prince Al Saoud Nawaf. Ben Abdouaziz, frère du roi Fahd d'Arabie saoudite. Les malfaiteurs se sont introduits dans la villa durant la nuit du 29 au 30 août en l'absence des occupants, qui l'avaient quittée depuis une dizaine de jours.

● PRÉCISION. — A propos de l'enquête d'Edwy Plenel sur « La fureur de l'extrême droite avec l'Iran », Annie Bidet-Mordrel, agrégée de l'université, Louis Mordrel, conseiller à la Commission de la Communauté économique européenne, Jean Mordrel, directeur de programmes à l'ANSA, nous prient de préciser qu'ils n'ont aucun lien de parenté avec M. Tristan Mordrel.

● Libération de trois chrétiens enlevés à Beyrouth-Ouest. — Trois employés chrétiens de la compagnie libanaise d'aviation Middle East Airlines (MEA) ont été relâchés lundi après-midi 31 août après avoir été enlevés pendant la nuit dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth, a-t-on appris auprès de la MEA.

Les trois hommes — le docteur Alfred Zabouni, médecin de la compagnie, le pilote Hanna Hawa et le steward Kamal Akkad — avaient été enlevés sur une bratelle d'autoroute qui mène à l'aéroport de Beyrouth, dans un secteur sous contrôle syrien. La MEA avait affirmé qu'elle prenait des contacts pour les faire libérer. L'armée syrienne contrôlait la route de l'aéroport, qui longe la banlieue sud chite, depuis son déploiement à Beyrouth-Ouest en février dernier.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} septembre 1987 a été tiré à 505 556 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

NOUVELLE COLLECTION PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

MOGADOR

LE TRIOMPHE DE JEROME SAVARY !

CABARET

REPRESE LE 11 SEPTEMBRE
LOC AU THEATRE
25 RUE DE MOGADOR
75009 PARIS ET AU : 42.65.28.80

LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

du jeudi 3 au lundi 14 septembre 1987

foire européenne

strasbourg

LES AMATEURS D'APPLE PEUVENT COMPTER SUR LE SERVICE APRÈS VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER LES AUTRES RESTENT EN

Un Macintosh SE + disque dur 20 M.o. compatible 23.900 FHT

INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 8^e 91.37.25.03

17, avenue Franklin-Roosevelt

LASSERRE EST OUVERT

43-59-53-43 - 43-59-67-45

A B C D F G H

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

لبنان في الوجود